

CONSEIL COMMUNAL DU 27 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 27 APRIL 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Yannick Franchimont, *Président/Voorzitter* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Lise Batugowski, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Aron Misra, *Le Secrétaire communal adjoint f.f./De wnd. adjunct-gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Diane Culer, Aleksandra Kokaj, Fathiya Alami, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:40
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

27.04.2023/A/0001 **Interpellation citoyenne : pour le maintien des 2 collectes de sacs poubelle blancs par semaine.**

Mme Hubeau représente un groupe de citoyens opposés à la réforme de la collecte des déchets que la Région bruxelloise a décidé de mettre en place et à laquelle Uccle devrait prendre part en tant que commune pilote. Si on ne réagit pas, il y aurait une collecte par semaine au lieu de deux à partir du 15 mai prochain.

De nombreux citoyens ainsi que des travailleurs actifs dans ce secteur estiment que cette réforme est antisociale. Plusieurs communes s'y sont d'ailleurs déjà opposées : le problème des déchets en rue est déjà d'une telle ampleur qu'y rajouter la fin des doubles collectes hebdomadaires ne fera qu'aggraver la situation sanitaire dans les communes bruxelloises.

Selon son habitude, le Collège mise sur une formule perdante et honteuse : moins de services publics, plus d'amendes et il applique ces principes sans tenir compte de la situation des gens sur le terrain, notamment celle des ménages en difficulté, qui vivent dans des appartements exigus, sans terrasse, sans balcon, sans jardin ni local où entreposer les poubelles. De jeunes parents devront garder des poubelles remplies de langes au milieu de leur appartement et les citoyens qui ont l'audace d'avoir un chat seront contraints de conserver la litière de leur animal domestique une semaine entière.

En interpellant le voisinage, le collectif représenté par Mme Hubeau a réalisé le travail

d'information que le Collège s'est abstenu de faire, et les témoignages récoltés, dont Mme Hubeau donne quelques exemples, montrent qu'il faut absolument mettre un terme à cette réforme des poubelles. Les signataires de l'interpellation citoyenne ont appris la nouvelle de la limitation de la fréquence du ramassage des poubelles par le collectif de Mme Hubeau et non par l'administration communale, et cela a été pour eux la source d'une profonde déception.

Bien qu'en 10 ans, le nombre de déchets par ménage n'ait pas diminué, la majorité communale fait porter la responsabilité sur le citoyen mais ne sanctionne en aucune manière les entreprises pour les contraindre à réduire leurs emballages.

Les citoyens refusent aussi cette réforme parce qu'elle impose des conditions de travail encore plus rudes pour les éboueurs, la suppression d'une collecte augmentant de 30 % le poids à supporter, ce qui ne manquera pas d'accroître le risque de tendinites au sein de ce personnel.

Les citoyens cosignataires de l'interpellation souhaiteraient que la collecte des déchets soit toujours considérée comme un service public.

Pourtant, des solutions durables existent : l'aménagement de conteneurs enterrés, comme c'est le cas à Barcelone ou Amsterdam, ou la construction de parcs de recyclage de proximité.

Le Collège va-t-il subir cette situation sans réagir ? Va-t-il laisser les Ucclois vivre dans les mauvaises odeurs et encourager les dépôts clandestins ? Ou va-t-il retirer la commune d'Uccle des communes-pilotes et se battre pour faire cesser ce projet de réforme ?

Mme Czekalski partage certaines des inquiétudes exprimées dans le cadre de l'interpellation citoyenne. Elle est d'ailleurs intervenue à plusieurs reprises sur ce thème au Parlement régional.

Elle conçoit tout à fait que le ramassage une fois par semaine ne sera pas facile à gérer pour de nombreuses familles, qui ne disposent pas d'un espace suffisant pour procéder au tri dans leur domicile.

C'est la raison pour laquelle le groupe MR plaide depuis longtemps en faveur l'aménagement de conteneurs enterrés, là où le sous-sol le permet. Dans cette perspective, le groupe MR au Parlement régional bruxellois avait déposé une proposition en faveur de l'établissement d'un cadastre du sous-sol.

Les changements dans l'organisation du ramassage s'avèrent importants pour les habitants, l'administration communale, les agents de Bruxelles-Propreté et requièrent un accompagnement via une communication et une concertation. Ces changements devront aussi être évalués.

Mme Czekalski est certaine que l'Echevine de la Propreté sera particulièrement attentive et ne manquera pas d'effectuer les retours nécessaires auprès de la Région, compétente en cette matière.

M. Cools remercie les auteurs de l'interpellation citoyenne car celle-ci aborde un problème de la vie quotidienne qui concerne tout le monde.

Il partage les critiques sur la suppression des deux tournées pour les sacs blancs, qui en effet peut s'avérer problématique pour les personnes vivant dans de petits appartements sans garage.

Selon les informations diffusées dans la presse, 10 communes sur 19 sont concernées par la réforme initiée par Bruxelles-Propreté. Celle-ci s'articule autour de la suppression d'une des deux tournées hebdomadaires pour les sacs blancs, du tri obligatoire pour les déchets organiques et de l'organisation des tournées le soir plutôt que le matin afin d'éviter l'éventrement des sacs par les pies et les renards.

La commune d'Uccle a-t-elle été consultée ? Si c'est le cas, s'est-elle opposée à ce que la réforme y soit expérimentée ? Si ce n'est pas le cas, le Collège a-t-il fait connaître son désaccord quant à la réduction des tournées pour les sacs blancs, vu que les

propos de Mme Czekalski semblent témoigner d'un désaccord sur ce point de la part de la majorité ?

Par ailleurs, M. Cools craint que les nouvelles dispositions n'incitent les citoyens à mettre leurs sacs dans les poubelles à papier, qui en viendraient ainsi à être bloquées un peu partout.

M. Hayette n'entend rien ajouter ni retrancher aux propos de l'interpellation citoyenne, qui brosse un tableau complet de la situation et des risques induits par la suppression d'une des deux collectes de sacs blancs.

Pourquoi Uccle a voulu faire partie des communes pilotes ? Comment cette décision a-t-elle été prise ?

Peut-être y a-t-il lieu d'émettre l'hypothèse d'un soutien inconditionnel au Ministre Ecolo Maron, responsable de la gestion des déchets ménagers à Bruxelles.

On ne peut que s'étonner du fait que le Collège ait adhéré à des mesures quasi les yeux fermés, sans une discussion préalable au Conseil communal. Une fois de plus, l'assemblée est mise devant le fait accompli, face à un Collège sourd à toute demande de débat sur cette question.

M. Hayette regrette que la population uccloise n'ait pas été consultée via une participation citoyenne, ou mieux encore via une consultation populaire.

Selon M. Hayette, notre société devrait, à terme, limiter sa production de déchets ménagers mais un tel processus ne pourra être opéré que de manière progressive et en concertation avec l'ensemble des formations politiques.

M. Junqué est surpris par les propos de M. Hayette, dans la mesure où son parti siège au gouvernement bruxellois, compétent pour cette matière.

Le groupe Ecolo soutient la proposition de réforme des collectes, tout en étant conscient des implications de ces changements pour la population. D'ailleurs, tout changement suscite des craintes et requiert une période d'adaptation, notamment pour les citoyens qui vivent dans de petits logements.

La mise en place de toute une série d'accompagnements vise précisément à permettre cette adaptation.

Le Collège a déjà distribué plus de 8.500 bacs hermétiques orange ainsi que de grands conteneurs orange de 240 litres pour les immeubles à appartements comprenant un local destiné aux poubelles. Les locaux « poubelles », dont 28 % des ménages ucclois sont dotés, continueront à faire l'objet d'une collecte deux fois par semaine par Bruxelles-Propreté.

Les auteurs de l'interpellation citoyenne prétendent qu'il n'y a pas eu une réelle communication. Pourtant, une large campagne de communication, s'appuyant sur une large gamme de supports (radio, télévision, réseaux sociaux, sites web, presse locale, affichage en rue) a débuté cette semaine.

La densification du réseau régional de 200 composts de quartier, dont une quinzaine se situe sur le territoire ucclois, va être accentuée.

En dépit des quelques projets pilotes menés par la Région, la généralisation du dispositif des conteneurs enterrés n'est pas à l'ordre du jour. En effet, l'installation de conteneurs enterrés déboucherait sur la suppression d'environ 10.000 places de parking à l'échelle régionale. Les dépôts clandestins ayant tendance à proliférer aux abords immédiats de ces conteneurs, le problème de propreté publique n'est pas résolu.

De plus, il n'est pas toujours possible d'enterrer des conteneurs en raison de la nécessité de préserver le sous-sol bruxellois.

Bruxelles-Propreté est en train de construire deux nouveaux parcs de recyclage (« recyparcs »), qui seront bientôt accessibles pour les citoyens.

La réforme a été conçue de sorte que la transition soit opérée de la manière qui soit socialement la plus juste possible.

En outre, la réduction de la fréquence des collectes présente de nombreux avantages en termes d'environnement, de mobilité et de propreté publique.

M. Junqué rappelle que 500.000 tonnes de déchets sont brûlés chaque année, ce qui correspond à 200 fois le poids de l'Atomium. L'incinération représente 7 % des émissions de gaz à effet de serre en région bruxelloise et l'équivalent en CO2 de 145.000 voitures.

L'amélioration du tri des déchets doit être une priorité absolue, eu égard aux engagements régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. En enterrant les déchets alimentaires, on fait d'une pierre deux coups : on réduit les émissions de CO2 tout en produisant de l'énergie locale et renouvelable ainsi que de l'engrais pour les cultures.

La réforme est de nature à améliorer la mobilité en limitant le passage des camions aux heures de pointe, notamment aux abords des écoles. C'est d'autant plus positif que la circulation de ces camions a tendance à accentuer la pollution de l'air, et toutes les analyses en ce domaine confirment que les quartiers qui en souffrent le plus sont précisément les quartiers les plus densément peuplés, où se concentre la population la plus précarisée.

La diminution du nombre de collectes rendra les rues plus propres et simplifiera le nettoyage en cas de grand vent.

Le groupe Ecolo est donc favorable à cette réforme mais demeure attentif aux problèmes particuliers des occupants de petits logements, pour lesquels certaines adaptations seront nécessaires.

Mme l'Echevin Gol-Lescot remercie Mme Hubeau pour son intervention et pour l'intérêt que les signataires de l'interpellation citoyenne portent à la propreté de la commune.

Elle tient néanmoins à rappeler que les décisions en cette matière relèvent de la Région et non de la commune. Comme il s'agit d'une prérogative régionale, Uccle n'a pu refuser de figurer parmi les 10 communes concernées, lorsqu'elle en a été avisée il y a 8 mois par le gouvernement. Le Collège ucclais s'est toutefois mobilisé pour améliorer le projet initial de la Région via la Conférence des Bourgmestres.

Tout changement inquiète : en général, les citoyens n'aiment pas les changements, et les autorités communales non plus.

Cependant, Mme l'Echevin Gol-Lescot estime que la modification des collectes aura des effets bénéfiques car les jours où la commune est la plus sale sont précisément ceux au cours desquels ont lieu les collectes, dans la mesure où, ces jours-là, les sacs traînent dans les rues.

Actuellement, 40 % du contenu des sacs blancs sont constitués de déchets organiques, qui pourraient être recyclés. Il est donc logique d'imposer la poubelle orange, et les citoyens peuvent obtenir un conteneur orange qui présente l'avantage d'être hermétiquement clos.

Il n'est certes pas évident pour les locataires d'appartements de gérer des poubelles de différentes couleurs, mais on peut comprendre que chacun doit faire les efforts de tri nécessaires pour réduire la pollution.

Mme Hubeau ayant évoqué le cas particulier des langes et litières pour chats, Mme l'Echevin Gol-Lescot signale qu'il existe des poubelles pour langes permettant d'éviter la diffusion des odeurs, et les parents peuvent aussi opter pour les langes lavables.

La transition sera effectuée de manière progressive. En accord avec le gouvernement bruxellois, le Collège a décidé de ne procéder à aucune verbalisation avant la fin de l'été, pour permettre aux gens de s'habituer à la nouvelle organisation des collectes.

Pour ce qui concerne Uccle, la tournée nocturne aura lieu le mardi entre 20h00 et minuit et la tournée diurne le mercredi à partir de 5 heures du matin.

La communication n'a pas été négligée, mais eu égard à la présence de 4 zones

différentes à Uccle, l'Agence Bruxelles-Propreté a demandé à toutes les communes impactées de renvoyer les gens vers le site internet. Les citoyens vont toutefois recevoir dans leur boîte aux lettres un courrier les informant des nouvelles zones de tri, des nouveaux horaires et des nouvelles possibilités.

Mme l'Echevin Gol-Lescot insiste sur le fait que les négociations menées par la commune peuvent déboucher sur des résultats concrets. Par exemple, la rue du Doyenné n'était pas incluse dans les voiries bénéficiant de la collecte nocturne parce qu'il ne s'agit pas d'une rue commerçante. Or, les parents d'élèves de l'école communale du Centre et du Collège Saint-Pierre se plaignent du fait, que les jours de ramassage, les enfants sont contraints de s'aventurer sur la rue pour se rendre à l'école parce que les trottoirs sont encombrés de poubelles. Le Collège a donc demandé à Bruxelles-Propreté d'intégrer la rue du Doyenné dans la liste des rues prévues pour la collecte nocturne et a obtenu gain de cause.

Mme l'Echevine De Brouwer a pour sa part augmenté le nombre de composts.

Quoi qu'il en soit, l'échevinat de la Propreté est prêt à travailler d'arrache-pied pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés certains citoyens.

Mme Hubeau estime que la commune doit assumer les devoirs qu'implique la désignation d'un échevin de la Propreté, conformément aux dispositions de l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale :

« De même, les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ».

Cet article ne stipule pas qu'une commune est autorisée à renvoyer la balle à une autre institution à la moindre difficulté rencontrée.

Les autorités d'autres communes se sont opposées à cette réforme, notamment le Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe, Christian Lamouline, qui a tenu les propos suivants :

« Ce qui ne va pas, c'est qu'on s'attaque à la fréquence avant de s'attaquer au fond du problème, qui est de faire comprendre l'importance du tri et de le mettre en œuvre, et puis surtout qu'on diminue cette fréquence sans s'appuyer sur les données objectives des déchets qui sont mis sur l'espace public ; dans ma commune par exemple, je vois qu'à l'heure actuelle, un passage de camion ne suffit pas par rapport aux déchets qui sont sortis par chaque habitant, et donc si on réduit les collectes de deux à une, je crains que demain, ces déchets ne se retrouvent dans les rues sous forme de dépôts clandestins ou autres ».

Pourquoi le Collège ucclais ne s'oppose-t-il pas à cette réforme ?

Les signataires de l'interpellation citoyenne sont déçus par l'attitude du groupe Ecolo qui privilégie sa position au sein de la majorité au lieu d'agir pour le bien-être des citoyens qui les ont élus. Ces derniers s'en souviendront lors du scrutin de 2024 !

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : voor het behoud van de 2 ophalingen van witte vuilniszakken per week.

Mevr. Hubeau vertegenwoordigt een groep burgers die gekant zijn tegen de hervorming van de afvalinzameling die het Brussels Gewest heeft besloten door te voeren en waaraan Ukkel als proefgemeente zou moeten deelnemen. Als we niet reageren, zal er vanaf 15 mei één ophaling per week zijn in plaats van twee.

Veel burgers en werknemers in de sector vinden deze hervorming asociaal. Verschillende gemeentes hebben zich er al tegen verzet : het probleem van het straatafval is al zo groot dat de sanitaire situatie in de Brusselse gemeentes door het

einde van de dubbele wekelijkse ophaling alleen maar zal verslechteren.

Zoals gewoonlijk baseert het college zich op een verloren en beschamende formule: minder openbare diensten, meer boetes; en het past deze beginselen toe zonder rekening te houden met de situatie van de mensen op het terrein, met name die van gezinnen in moeilijkheden, die in krappe appartementen wonen, zonder terras, zonder balkon, zonder tuin of plaats om hun afval op te bergen. Jonge ouders zullen bakken vol luiers in het midden van hun appartement moeten bewaren en burgers die het lef hebben een kat te hebben, worden gedwongen het afval van hun huisdier een hele week te bewaren.

Door een beroep te doen op de buurt heeft het collectief dat mevr. Hubeau vertegenwoordigt, het voorlichtingswerk gedaan dat het college heeft nagelaten te doen, en uit de verzamelde getuigenissen, waarvan mevr. Hubeau enkele voorbeelden geeft, blijkt dat het absoluut noodzakelijk is een einde te maken aan deze hervorming. De ondertekenaars van de burgerinterpellatie hebben het nieuws van de beperking van de frequentie van de vuilnisophaling vernomen van het collectief van mevr. Hubeau en niet van het gemeentebestuur, en dit was voor hen de bron van een diepe teleurstelling. Hoewel de hoeveelheid afval per gezin in tien jaar tijd niet is afgenomen, legt de gemeentelijke meerderheid de verantwoordelijkheid bij de burger maar sanctioneert op geen enkele manier de bedrijven om hen te dwingen hun verpakkingen te verminderen.

De burgers verwerpen deze hervorming ook omdat ze nog zwaardere werkomstandigheden oplegt aan de vuilnisophalers, want door het wegvallen van een ophaling neemt het te dragen gewicht met 30 % toe, wat het risico op peesontstekingen bij dit personeel zeker zal verhogen.

De burgers die de interpellatie mede hebben ondertekend, willen dat het ophalen van afval als een openbare dienst wordt beschouwd.

Er bestaan echter duurzame oplossingen: de installatie van ondergrondse containers, zoals in Barcelona of Amsterdam, of de aanleg van lokale recyclageparken.

Accepteert het college deze situatie zonder te reageren ? Zal het de Ukkelaars laten leven met stank en sluikestorten aanmoedigen ? Of zal het de gemeente Ukkel uit de proefgemeenten halen en vechten om dit hervormingsproject te stoppen ?

Mevr. Czekalski deelt enkele van de zorgen die in de burgerinterpellatie naar voren kwamen. Ze heeft ook verschillende keren over dit onderwerp gesproken in het gewestelijke parlement.

Zij heeft er alle begrip voor dat de wekelijkse inzameling niet gemakkelijk zal zijn voor veel gezinnen, die niet genoeg ruimte hebben om hun afval thuis te sorteren.

Daarom pleit de MR al lang voor het gebruik van ondergrondse containers, waar de grond geschikt is. Met het oog hierop heeft de MR in het Brussels gewestelijk parlement een voorstel ingediend voor de invoering van een kelderkadaster.

De veranderingen in de organisatie van de afvalinzameling zijn belangrijk voor de bewoners, het gemeentebestuur en het personeel van Net Brussel en vereisen ondersteuning via communicatie en overleg. Deze veranderingen zullen ook moeten worden geëvalueerd.

Ze is ervan overtuigd dat de schepen van Reinheid bijzonder attent zal zijn en niet zal nalaten de nodige feedback te geven aan het Gewest dat verantwoordelijk is voor deze materie.

De h. Cools bedankt de auteurs van de burgerinterpellatie omdat deze een probleem van het dagelijks leven aansnijdt dat iedereen aangaat.

Hij deelt de kritiek op de afschaffing van de twee rondes voor witte zakken, wat inderdaad problematisch kan zijn voor mensen die in kleine appartementen zonder garage wonen.

Volgens persberichten worden 10 van de 19 gemeentes getroffen door de hervorming

waartoe Net Brussel de aanzet heeft gegeven. De hervorming is gebaseerd op de afschaffing van een van de twee wekelijkse rondes voor witte zakken, de verplichte sortering van organisch afval en de organisatie van rondes 's avonds in plaats van 's ochtends om te voorkomen dat zakken door eksters en vossen worden opengescheurd. Werde de gemeente Ukkel geraadpleegd ? Zo ja, heeft zij er bezwaar tegen dat de hervorming daar wordt getest ? Zo nee, heeft het college laten weten het niet eens te zijn met de beperking van de rondes voor witte zakken, aangezien de opmerkingen van mevr. Czekalski erop lijken te wijzen dat de meerderheid het op dit punt niet eens is ?

Bovendien vreest de h. Cools dat de nieuwe bepalingen de burgers ertoe zouden aanzetten hun zakken in de papierbakken te doen, die dan overal verstopt zouden raken.

De h. Hayette heeft niets willen toevoegen of afdoen aan de burgerinterpellatie die een volledig beeld geeft van de situatie en de risico's van het afschaffen van een van de twee witte zakkenverzamelingen.

Waarom wilde Ukkel een van de proefgemeenten zijn ? Hoe is deze beslissing genomen ?

Misschien is er reden om aan te nemen dat Ecolo-minister Maron, die verantwoordelijk is voor het beheer van huishoudelijk afval in Brussel, onvoorwaardelijk werd gesteund.

Men kan alleen maar verbaasd zijn dat het college bijna blindelings met deze maatregelen heeft ingestemd, zonder voorafgaande discussie in de gemeenteraad. Opnieuw werd de vergadering voor een voldongen feit gesteld, waarbij het college doof was voor elk verzoek om een debat over deze kwestie.

De h. Hayette betreurt het dat de Ukkelse bevolking niet werd geraadpleegd via burgerinspraak, of beter nog via een volksraadpleging.

Volgens de h. Hayette moet onze samenleving op termijn de productie van huishoudelijk afval beperken maar een dergelijk proces kan alleen geleidelijk en in overleg met alle politieke partijen plaatsvinden.

De h. Junqué was verbaasd over de opmerkingen van de h. Hayette, aangezien zijn partij deel uitmaakt van de Brusselse regering, die verantwoordelijk is voor deze materie.

Ecolo steunt het voorstel tot hervorming van de ophaling, maar is zich bewust van de gevolgen van deze veranderingen voor de bevolking. Bovendien roept elke verandering angst op en vergt zij een aanpassingsperiode, vooral voor burgers die in kleine huizen wonen.

De uitvoering van een hele reeks steunmaatregelen heeft juist tot doel deze aanpassing mogelijk te maken.

Het college heeft al meer dan 8.500 oranje gesloten vuilnisbakken en grote oranje containers van 240 liter uitgedeeld voor appartementsgebouwen met een afvallokaal. De "vuilnisbakken", waarmee 28 % van de Ukkelse gezinnen is uitgerust, zullen ook in de toekomst tweemaal per week door Net Brussel worden opgehaald.

De indieners van het burgerinterpellatie beweren dat er geen echte communicatie is geweest. Deze week is echter een uitgebreide communicatiecampagne gestart, waarbij gebruik wordt gemaakt van een breed scala aan media (radio, televisie, sociale netwerken, websites, lokale pers, affiches).

De verdichting van het gewestelijke netwerk van 200 buurtcomposteerders, waarvan vijftien in de Ukkelse regio, zal worden versterkt.

Ondanks enkele proefprojecten van het Gewest staat de veralgemening van ondergrondse containers niet op de agenda. De installatie van ondergrondse containers zou namelijk leiden tot de afschaffing van ongeveer 10.000 parkeerplaatsen op gewestelijke schaal. In de onmiddellijke omgeving van deze containers is het

probleem van de openbare reinheid niet opgelost.

Bovendien is het niet altijd mogelijk om de containers te begraven omdat de Brusselse ondergrond behouden moet blijven.

Net Brussel bouwt momenteel twee nieuwe recyclageparken ("recyparcs"), die binnenkort toegankelijk zullen zijn voor de burgers.

De hervorming is zo opgezet dat de overgang zo sociaal rechtvaardig mogelijk verloopt.

Bovendien heeft de vermindering van de ophaalfrequentie vele voordelen op het gebied van milieu, mobiliteit en openbare netheid.

De h. Junqué herinnerde de vergadering eraan dat jaarlijks 500.000 ton afval wordt verbrand, dat is 200 keer het gewicht van het Atomium. Verbranding is verantwoordelijk voor 7 % van de uitstoot van broeikasgassen in het Brusselse Gewest en het CO₂-equivalent van 145.000 auto's.

Een betere afvalsortering moet een absolute prioriteit zijn, gezien de gewestelijke verbintenissen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen in de strijd tegen de opwarming van de aarde. Het begraven van voedselafval slaat twee vliegen in één klap: het vermindert de CO₂-uitstoot en produceert tegelijkertijd lokale, hernieuwbare energie en meststof voor gewassen.

De hervorming zal ook de mobiliteit verbeteren doordat het aantal vrachtwagens op piekmomenten, met name rond scholen, afneemt. Dit is des te positiever omdat het verkeer van deze vrachtwagens de luchtverontreiniging doet toenemen, en alle analyses op dit gebied bevestigen dat de wijken die het meest te lijden hebben, juist de dichtstbevolkte wijken zijn, waar de meest precaire bevolking is geconcentreerd.

Vermindering van het aantal ophalingen zal de straten schoner maken en het schoonmaken in winderige omstandigheden vergemakkelijken.

Ecolo is dus voorstander van deze hervorming, maar houdt rekening met de specifieke problemen van bewoners van kleine woningen, waarvoor bepaalde aanpassingen nodig zullen zijn.

Schepen Gol-Lescot bedankt mevr. Hubeau voor haar interpellatie en voor de belangstelling die de ondertekenaars van de burgerinterpellatie hebben voor de reinheid van de gemeente.

Zij wenst er echter op te wijzen dat beslissingen op dit gebied onder de verantwoordelijkheid van het Gewest vallen en niet van de gemeente. Aangezien dit een gewestelijk prerogatief is, kon Ukkel niet weigeren bij de 10 betrokken gemeentes te worden opgenomen toen het 8 maanden geleden door de regering werd aangemeld. Het college van Ukkel heeft zich echter via de conferentie van burgemeesters gemobiliseerd om het oorspronkelijke project van de Gewest te verbeteren.

Elke verandering is zorgwekkend: over het algemeen houden de burgers niet van veranderingen, en de gemeentelijke overheden evenmin.

Toch denkt schepen Gol-Lescot dat de verandering van de inzameling een gunstig effect zal hebben, want de dagen waarop de gemeente het vuilst is, zijn precies de dagen waarop de inzameling plaatsvindt, want op die dagen liggen de zakken op straat.

Momenteel bestaat 40 % van de inhoud van de witte zakken uit organisch afval, dat gerecycleerd zou kunnen worden. Het is dus logisch om de oranje bak verplicht te stellen, en de burgers kunnen een oranje container krijgen die het voordeel heeft dat hij hermetisch gesloten is.

Het is zeker niet gemakkelijk voor bewoners van appartementen om verschillende gekleurde vuilnisbakken te beheren, maar het is begrijpelijk dat iedereen de nodige sorteerspanningen levert om de vervuiling te verminderen.

Nadat mevr. Hubeau het specifieke geval van luiers en kattenbakvulling had aangehaald, wees schepen Gol-Lescot erop dat er bakken voor luiers bestaan die de verspreiding van geuren voorkomen en dat ouders ook kunnen kiezen voor wasbare

luiers.

De overgang zal geleidelijk gebeuren. In overleg met de Brusselse regering heeft het college besloten om voor het einde van de zomer niet te verbaliseren zodat mensen kunnen wennen aan de nieuwe ophaalregeling.

In Ukkel zal de nachtophaling plaatsvinden op dinsdag tussen 20 en 24 uur en de dagophaling op woensdag vanaf 5 uur.

De communicatie is niet verwaarloosd, maar gezien de aanwezigheid van 4 verschillende zones in Ukkel heeft Net Brussel aan alle betrokken gemeentes gevraagd om de mensen naar de website te verwijzen. De burgers zullen echter een brief in hun brievenbus krijgen waarin ze worden geïnformeerd over de nieuwe sorteerzones, de nieuwe dienstregelingen en de nieuwe mogelijkheden.

Schepen Gol-Lescot benadrukte dat de onderhandelingen die de gemeente voert tot concrete resultaten kunnen leiden. Zo was de Dekenijstraat niet opgenomen in de straten die profiteren van de nachtelijke inzameling omdat het geen winkelstraat is. Ouders van leerlingen van de gemeenteschool Centre en het Sint-Pieterscollege beklagen zich erover dat de kinderen op ophaaldagen de straat op moeten om naar school te gaan omdat de trottoirs vol staan met vuilnisbakken. Daarom heeft het college Net Brussel verzocht de Dekenijstraat op te nemen in de lijst van straten waar 's nachts wordt ingezameld.

Van haar kant heeft mevr. De schepen het aantal compostbakken verhoogd.

In ieder geval is de dienst Reinheid bereid hard te werken om de problemen van sommige burgers op te lossen.

De h. Hubeau vindt dat de gemeente de taken op zich moet nemen die gepaard gaan met de aanstelling van een schepen van Reinheid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet:

"De gemeenten hebben ook tot taak het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen."

Dit artikel bepaalt niet dat een gemeente bij de minste moeilijkheid de taak aan een andere instelling mag overdragen.

De autoriteiten van andere gemeentes verzetten zich tegen deze hervorming, met name de burgemeester van Sint-Agatha-Berchem, Christian Lamouline, die de volgende opmerkingen maakte:

"Wat verkeerd is, is dat we de frequentie aanpakken voordat we de kern van het probleem aanpakken, namelijk de mensen het belang van het sorteren en de uitvoering ervan doen inzien, en vooral dat we die frequentie verlagen zonder ons te baseren op objectieve gegevens over het afval dat in de openbare ruimte wordt gedeponeed; In mijn gemeente, bijvoorbeeld, zie ik dat op dit moment één vrachtwagenrit te weinig is in vergelijking met het afval dat door elke inwoner wordt buitengezet, en als we de ophalingen dus terugbrengen van twee naar één, vrees ik dat dit afval morgen op straat zal liggen in de vorm van sluikestorten of andere vormen."

Waarom verzet het college zich niet tegen deze hervorming ?

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie zijn teleurgesteld over de houding van Ecolo, die haar positie binnen de meerderheid bevoordeelt in plaats van te handelen voor het welzijn van de burgers die hen gekozen hebben. Deze laatsten zullen zich dit herinneren tijdens de verkiezingen van 2024 !

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne - maintien sacs poubelles.pdf

27.04.2023/A/0002 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 23 mars 2023.**

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 23 maart 2023.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.
Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.
Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.
Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.

27.04.2023/A/0003 **Information : Vivaqua - Rapport au Conseil communal de ses représentants dans l'exercice de leur mandat d'administrateur(trice) - Exercice 2022.**

Le Conseil prend connaissance.

Informatie : Vivaqua - Verslag aan de Gemeenteraad van zijn vertegenwoordigers in hun hoedanigheid van bestuurder(ster) - Dienstjaar 2022.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
Rapport mandat administrateurs VIVAQUA Ex. 2022 NL.pdf, Rapport mandat administrateur VIVAQUA Exercice 2022.pdf

27.04.2023/A/0004 **Brutélé.- Convention avec Enodia.- Libération du prix de cession et gestion des garanties et de l'Estimation de Base.- Désignation de conseils et mandataires de la Commune à ces fins.**

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil du 25 février 2021 (ci-après « la délibération du Conseil »);

Vu les articles 21.1, 21.2.2 et 21.2.7 de la convention de cession de l'intégralité des parts de la société intercommunale pour la diffusion de la télévision (Brutélé) conclue avec Enodia le 23 décembre 2021 (ci-après « la Convention »), aux termes desquels :

« 21.1. Les Vendeurs, agissant collectivement ainsi que chacun individuellement, délèguent irrévocablement tous les pouvoirs pour mettre en œuvre la Convention (le « Mandat ») :

{C}21.1.1 {C}jusqu'au Transfert : au conseil d'administration de la Société;

{C}21.1.2 {C}après le Transfert : les personnes listées à l'Annexe 17,

dans chacun de ces cas, les « Représentants des Vendeurs ».

21.2. Le Mandat couvrira la prise de décisions, et la réalisation d'actes, liés à la mise en œuvre de la présente Convention, et notamment :

[...]

{C}21.2.2. {C}la libération de la partie cantonnée du prix, conformément à l'article 3.4 et au Contrat d'Escrow;

[...]

{C}21.2.7. {C}la gestion des Réclamations de l'Acquéreur, conformément à l'article 12 »;

Vu les articles 12.1.1 et 12.3 de la Convention relatifs aux notifications faites aux ou par les représentants des communes vendeuses, l'article 10.1 et l'annexe 10 se rapportant aux déclarations de ces dernières pouvant donner lieu à garantie et les articles 12.3 et 12.4 de celle-ci relatifs aux délais dans lesquels les réclamations en matière de garanties doivent être traitées;

Vu l'article 11.2.2 de la Convention relatifs aux délais des garanties ainsi consenties et disposant que :

Délais de prescription

Sans préjudice de l'article 4.5, les Vendeurs ne seront pas tenus d'indemniser l'Acquéreur au titre d'une Réclamation pour une inexactitude des Déclarations si celle-ci ne lui a pas été notifiée conformément à l'article 12 :

{C}(a) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fondamentales, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la Date de Transfert;

{C}(b) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fiscales, dans un délai de septante-cinq (75) jours à partir de la date à laquelle le droit de l'administration Fiscale ou de toute autre Autorité compétente pour réclamer tout Impôt est prescrit en vertu des Lois applicables; et

{C}(c) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Assurées par OBE et des Déclarations Non Assurées par OBE, autres que les Déclarations Fiscales, dans un délai de 18 (dix-huit) mois plus trente (30) Jours Ouvrables à partir de la Date de Transfert,

étant entendu que toute Réclamation ainsi notifiée aux Vendeurs sera considérée comme définitivement abandonnée et inopposable aux Vendeurs si elle n'est pas poursuivie conformément à l'article 23.2 dans les six (6) mois plus trente (30) Jours Ouvrables suivant la réception de ladite Réclamation par les Vendeurs. Aucune nouvelle Réclamation ne peut être faite concernant les faits, les questions, les événements ou les circonstances qui ont donné lieu à une telle Réclamation abandonnée »;

Vu les articles 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a), b) et c), et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'article 16 de la Convention relative à l'Estimation de Base, destinée à tenir Enodia indemne des avantages de retraite et de survie afférents au personnel statutaire de Brutélé qui lui est transféré, et aux modalités de gestion de celle-ci par investissement prudent avec évaluations et revues en principe quinquennales visées à l'article 16.3;

Considérant que par sa délibération précitée, le Conseil a décidé de « *charge[r] le Bourgmestre et le le Secrétaire communal ou la ou les personnes qu'ils désigneront, après la réalisation de la cession des parts communales, de prendre, en concertation avec les Directeurs généraux ou Secrétaires communaux des autres communes associées de Brutélé, les décisions liées aux suites de la réalisation de la cession, notamment la gestion des réclamations d'Enodia, la libération de la partie cantonnée du prix et la désignation, avec Enodia, du ou des gestionnaires de fonds qui assureront la gestion des investissements du montant de la provision (“ Estimation de Base”) afférente aux cotisations de responsabilisation relatives au personnel statutaire de Brutélé transféré à Enodia, conformément aux conditions de la convention de cession des parts communales, et ce sans préjudice de l'adoption de toute autre solution structurelle pour assurer la représentation de la commune dans les actes précités* »;

Que les articles 12.3 et 12.4 de la Convention impartissent des délais brefs pour réagir et traiter les réclamations adressées par Enodia en vue de l'appel aux garanties consenties par la commune dans le cadre de celle-ci;

Que les représentants de la commune sont tenus de notifier des objections aux réclamations qui leur sont adressées dans les vingt jours ouvrables, après les avoir au préalable analysées dans ce même délai;

Qu'il est par ailleurs prévu que les parties chercheront à s'accorder quant aux réclamations introduites dans les trente jours ouvrables;

Qu'à l'occasion du transfert visé par la Convention, Brutélé sera absorbée et cessera dès lors d'exister en tant qu'entité, avec la conséquence que les communes cessionnaires deviendront elles-mêmes les interlocutrices d'Enodia dans le cadre des garanties consécutives à ce transfert, ainsi qu'il résulte de l'article 21.2 et l'annexe 17 de la Convention;

Considérant que le traitement de ces questions dans de tels délais à l'intervention des Bourgmestres et/ou des Secrétaires communaux ou Directeurs généraux de chacune des communes venderesses, nécessite que ceux-ci puissent être assistés de conseils et de représentants pouvant réagir rapidement aux réclamations et demandes de garantie; Que ces questions présentent par ailleurs un caractère hautement technique qui requiert une analyse et des appréciations du même ordre;

Qu'il convient dès lors, dans l'intérêt de la commune, de charger un même tiers en vue d'assister et représenter les différents représentants des communes venderesses;

Considérant qu'il y a lieu d'en charger le cabinet Simont Braun;

Qu'en tant que cabinet d'avocats, celui-ci est mieux équipé pour traiter, préparer et formuler une proposition concernant des questions de cet ordre;

Qu'ayant suivi et accompagné l'opération en question depuis l'origine et pris part à la négociation de la Convention et le traitement des questions qui l'entourent, il s'avère par ailleurs le mieux à même de donner suite aux réclamations d'Enodia et le seul à pouvoir le faire avec une telle efficacité résultant de sa connaissance intime de la

Convention et de ses modalités, complexes, ainsi que du contexte plus général, dans les stricts délais impartis dont question ci-avant;

Qu'à raison de l'expertise et de la connaissance propre en ce domaine qu'il a déjà acquise, qui se révèle extrêmement spécifique et non interchangeable ou remplaçable par d'autres, ce cabinet apparaît ainsi exclusivement en mesure de réagir avec la célérité et le degré de maîtrise requise et voulue aux réclamations qui seraient adressées par Enodia dès après le transfert à venir;

Qu'au regard des motifs qui précèdent et compte tenu de la nature pré-contentieuse ou contentieuse de son intervention, le choix de ce cabinet est conforme à l'article 28, § 1er, alinéa 1er, 4°, a), et b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que la durée des garanties s'étend jusqu'à cinq ans après le transfert en ce concerne les déclarations fondamentales, après un premier délai de dix-huit mois et trente jours pour les autres déclarations, conformément à l'article 11.2.2 de la Convention, outre un délai spécifique, et variable, pour les déclarations fiscales;

Que le cabinet retenu doit dès lors être chargé de la mission visée pour une durée de cinq ans ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie;

Qu'il y a en outre lieu de lui permettre de poursuivre le traitement et le suivi des réclamations qui se prolongerait au-delà de ce terme, notamment en cas de différend porté en justice;

Qu'il y a également lieu pour la commune d'élire domicile au sein du cabinet Simont Braun pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention;

Considérant, en termes d'organisation de cette assistance, que la commune charge ses représentants de communiquer à ce cabinet d'avocats toute réclamation adressée par Enodia dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier;

Que ledit cabinet analysera toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver et préparera une proposition de décision soumise aux représentants de la commune, qui devront prendre position sur cette proposition dans le bref délai imparti par les nécessités des délais prévus par la Convention;

Qu'à défaut de réaction dans le délai ainsi imparti, la proposition formulée sera réputée acceptée par la commune;

Que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage découlant de la clé afférente à la répartition du prix de cession, dont les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019 et actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021 sur lesquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, dans la décision commune qui sera prise par l'ensemble des communes anciennement associées de Brutélé (telles que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la réclamation concernée à la majorité simple des voix pondérées que représentent ces différentes communes par application de la clé précitée;

Considérant qu'il convient par ailleurs de permettre au cabinet ainsi désigné de s'entourer, dans l'exercice de sa mission, des conseils requis et de désigner à cette fin des tiers de son choix, notamment un réviseur pour les questions d'ordre comptable et financier ou encore des conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale ou sociale ainsi qu'au regard des décisions liées à la gestion avant la date de transfert de

l'intercommunale Brutélé;

Qu'il convient de fixer la rémunération afférente à l'exercice de cette mission;

Qu'après consultation de ce cabinet par Brutélé, celui-ci exercera sa mission aux taux horaires suivants :

{C}- 400 euros pour un(e) associé(e);

{C}- 300 euros pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus;

{C}- 200 euros pour tout(e) autre avocat(e);

Que ces taux s'entendent frais compris, hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %) ou débours facturés à prix coûtant, et seront indexés annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année suivant le transfert intervenu, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir tel que visé à l'article 8.1 de la Convention;

Que ces taux se révèlent justifiés eu égard aux montants en jeu, à la complexité de l'opération et de ses modalités contractuelles ainsi qu'à la technicité des questions que les réclamations susciteraient;

Que la rémunération des conseillers que s'adjoindrait le cabinet désigné sera fixée selon les modalités usuelles pratiquées en ces matières, en tenant compte des taux ci-dessus ou des pratiques habituelles de ces conseillers externes, s'ils sont également déjà intervenus comme conseillers de Brutélé, d'Enodia ou de Nethys et Voo, dans le cadre de cette opération;

Qu'il appartiendra également d'assurer dans ce cadre la prise en charge d'une quote-part éventuelle, des frais de conseils qu'Enodia ou sa filiale Nethys exposeraient et qui concernaient la gestion d'appels à garantie ou de réclamations qui seraient communs aux activités de Brutélé et à celles de Voo;

Que ces charges seront supportées par la commune à proportion de la clé de répartition précédemment évoquée;

Considérant qu'il convient, pour supporter les charges afférentes à l'assistance ou la représentation de la commune organisée par la présente délibération, sur la partie du prix définitif qui ne demeure pas cantonnée en application de l'article 3.4.3 de la Convention (i) de réserver et consigner un montant de 750.000 euros hors T.V.A. (907.500 euros TVAC) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats »), soit environ 0,32 pourcent du prix définitif visé aux articles 3.1.2 et 3.4 de la Convention, et (ii) de réserver et consigner un montant de 30.000 euros hors T.V.A. (36.300 euros TVAC) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire »);

Que la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats comprend les frais d'assistance de tiers dont il s'entoure (réviseurs, conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale, sociale ou de gestion, etc.) et sera libérée sur la base des états adressés par le cabinet désigné et étayés par un relevé des devoirs accomplis, comprenant ses prestations et celles des tiers qu'il s'adjoit le cas échéant;

Que les prestations pouvant être raisonnablement attendues dans le cadre de cette mission de conseil et de défense des intérêts de la commune peuvent être évaluées à 25 heures en moyenne par mois, dans un premier temps, puis 16h40 en moyenne par

mois, dans un second temps, à un taux moyen de 300 euros hors T.V.A.; Qu'il y a lieu également de tenir compte des frais incompressibles et de la disponibilité requise dans l'exercice de cette mission;

Que sur cette base et de sorte à assurer une prévisibilité au regard de cette charge, il y a lieu d'allouer, à dater du transfert à venir et par échéance trimestrielle, un montant forfaitaire mensuel de 7.500 euros hors T.V.A. (actuellement 9.075 euros TVAC) pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000 euros hors T.V.A. (actuellement 6.050 euros TVAC) pour les mois ultérieurs, jusqu'au terme de la mission tel que précisé plus haut;

Que ces montants forfaitaires sont en phase avec l'importance des enjeux et des sommes en cause dans le cadre des garanties (à savoir 10 % du prix définitif total revenant aux communes associées de Brutélé), et apparaissent représentatifs de la charge de travail qu'entraîne la mission et les prestations escomptées à ce titre; Que ces montants forfaitaires ne représentent que moins de la moitié du montant de la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats telle que visée ci-dessus et n'obèrent pas cette réserve;

Que ces montants mensuels ont en outre été modulés selon qu'ils se rapportent à la première période de garantie, qui couvre tant les garanties fondamentales que les autres garanties, que la durée ultérieure qui ne concerne plus que principalement les premières, et seront indexés de la même manière qu'indiquée ci-dessus en ce qui concerne les taux horaires;

Que si cependant les devoirs accomplis s'avèrent plus importants que l'évaluation forfaitaire indiquée ci-avant, ceux-ci seront rémunérés conformément aux taux et modalités agréés ci-avant;

Considérant que si la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats risque de s'amenuiser en-deçà de 75.000 euros hors T.V.A. (actuellement 90.750 euros TVAC), il y aura lieu de procéder, sur instruction du cabinet désigné, à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de Brutélé telles que reprises en annexe 1 à la Convention, chacune supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée plus haut;

Que dans l'hypothèse d'une insuffisance de la somme affectée à la rémunération du cabinet retenu ou des tiers-conseils qu'il mandate, ceux-ci pourront suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant leurs prestations accomplies et les provisions mensuelles définies ci-dessus pour trois mois à venir, sans aucune responsabilité de leur part;

Considérant que le cabinet ainsi désigné rendra compte de l'exercice de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport rendant compte de l'état d'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations effectuées et le solde des montants restant disponibles par rapport aux montants réservés et consignés, sur la base des informations dont il dispose;

Qu'à défaut d'objection dûment motivée de la commune dans les trente jours de la réception de ce rapport adressée par courrier recommandé, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état seront réputés acceptés;

Considérant qu'en cas de désaccord quant aux devoirs portés en compte ou de contestation des prestations accomplies par ou à la demande du cabinet d'avocats, émanant d'une ou de plusieurs communes concernées, il sera procédé comme suit :

- {C}(i) le cabinet d'avocats relayera la réclamation adressée par la ou les communes concernées auprès des autres communes, qui disposeront alors d'un délai de trente jours pour se prononcer sur l'objection soulevée et relayée;
- {C}(ii) si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue;
- {C}(iii) l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (ii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue;
- {C}(iv) en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend;

Que si le différend ne peut être résolu de commun accord dans les trente jours de la réception de l'objection motivée, le cabinet précité, et les tiers qu'il aurait désignés, pourront suspendre ou terminer l'exercice de leur mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir une quelconque responsabilité de ce chef;

Considérant qu'il y a également lieu, aux fins de la mise en œuvre de l'article 3.4 de la Convention, de désigner un représentant chargé de procéder en suite du transfert à la répartition du prix libérable perçu pour la cession des parts entre les différentes communes concernées et à la libération de la part revenant à chacune d'elle conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021 ainsi qu'à l'article 3.4 de la Convention, et à la gestion du montant réservé pour couvrir les charges liées à l'intervention du Notaire et à celles du cabinet d'avocats désigné;

Qu'il y a lieu de désigner à cet effet le Notaire Peter Van Melkebeke, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", intervenant habituel de Brutélé en ces matières, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, qui est déjà chargé, dans l'exercice de ses missions légales, d'actes réalisés en vue du transfert à venir tels que les modifications statutaires, la constatation de la division des parts de Brutélé et les recherches immobilières des actifs transférés, dont les présentes opérations constituent la suite;

Qu'il convient en outre de le charger :

- {C}(i) de consigner sur un compte rubriqué propre de son étude (i) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats affectée au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure et (ii) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire affectée au paiement des prestations du notaire dont question ci-dessus;
- {C}(ii) de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce prestataire ainsi que des sommes forfaitaires minimales dues à

celui-ci et, s'il échet, de procéder, sur instruction du cabinet désigné, aux appels de fonds destinés à réalimenter à suffisance le compte rubriqué tel qu'indiqué ci-dessus, et;

- {C}(iii) de contrôler, au nom et pour compte de la commune, que les états adressés par ledit cabinet et les tiers dont il s'entoure le cas échéant comportent toutes les mentions légales;

Que ces tâches sont intimement liées à l'opération et au transfert à la réalisation desquels le notaire désigné prête son ministère;

Qu'il convient par ailleurs de prévoir dans la convention d'escrow à signer, dont le modèle figure en annexe 14 à la Convention, que les libérations successives du prix définitif s'effectueront sur un compte rubriqué ouvert au nom de l'étude du notaire chargé de procéder à la répartition du prix;

Que le notaire désigné communiquera également au cabinet d'avocats retenu, aux fins de l'établissement de son rapport trimestriel dont précédemment question, dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, ainsi que toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow;

Qu'après consultation du Notaire Peter Van Melkebeke, il y a lieu de prévoir les émoluments qui suivent à charge de la commune dans la mesure de la clé de répartition déjà évoquée :

- {C}- 2.000 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus;

- {C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure;

- {C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

- {C}(i) au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition;

- {C}(ii) au versement des tranches libérées de la partie du prix (10 %) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération, aux communes concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition;

- {C}(iii) {C}à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition;

- {C}- 500 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission

du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds;

Que ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %);

Considérant que la vérification des factures émanant du cabinet d'avocats par le notaire désigné est une vérification *prima facie* (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents);

Qu'à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, le solde du ou des montants consignés auprès du Notaire en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire seront, après déduction de leurs états finaux, répartis entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021;

Considérant, enfin, qu'il y a lieu de régler, tel qu'évoqué dans la délibération du Conseil, la gestion de l'Estimation de Base après transfert et des flux financiers qui en découlent, conformément à l'article 16, en particulier 16.2 et 16.3, de la Convention;

Qu'il y a lieu à cet effet de mandater Brutélé, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, de convenir avec Enodia des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention pour la durée de celle-ci, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci;

Que ce mandat comprend également, au nom et pour compte de la commune, l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et le traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention;

PAR CES MOTIFS :

Le Conseil communal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1^{er} :

De faire consigner et réserver, sur la partie du prix définitif libérable à la date du transfert au profit de la commune telle que visée à l'article 3.4 de la Convention, un montant de 907.500 euros T.V.A. comprise (750.000 euros hors T.V.A.) et de 36.300 T.V.A. comprise (30.000 euros hors T.V.A.), pour la couverture des frais et émoluments résultant des articles 3 et 5 ci-après.

De faire procéder à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de Brutélé telles que reprises en annexe 1 à la Convention, si le montant ainsi consigné menace de devenir inférieur à 75.000 euros hors T.V.A. (soit actuellement 90.750 euros TVAC), chacune de ces communes supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée à l'article 4, (i), ci-après, les fonds appelés devant être libérés dans les soixante jours de l'appel.

Article 2 :

De charger le cabinet Simont Braun, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue

Louise 250 bte 10, et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0466.896.335 :

- {C}(i) d'assister la commune dans la gestion des réclamations adressées par Enodia telle que visée à l'article 21.2.7 de la Convention, et de représenter les représentants de la commune désignés à cet effet, selon les modalités et conditions visées ci-dessus;
- {C}(ii) d'analyser toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver, étant entendu que ce cabinet peut s'entourer de conseillers de son propre choix pour l'éclairer quant à certains aspects spécifiques desdites garanties;
- {C}(iii) de formuler et soumettre une proposition de décision concernant les réclamations aux représentants de la commune, à charge pour ces derniers de se prononcer sur celle-ci dans le délai qui sera imparti, à défaut de quoi elle sera réputée acceptée, étant entendu que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage découlant de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), ci-après dans la décision commune à prendre, à la majorité simple, par l'ensemble des communes anciennement associées de Brutélé (tel que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la base des voix ainsi pondérées de chacune d'elles;
- {C}(iv) le tout pour une durée de cinq ans à dater du transfert visé à l'article 8.1 de la Convention ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie, cette mission se prolongeant le temps nécessaire à la gestion ou traitement de réclamations formées pendant la période précitée;
- {C}(v) à charge de rendre compte de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport faisant état de l'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations portées en compte ainsi que le solde des montants restant disponibles au regard des montants réservés et consignés à cet effet, sur la base des informations dont il dispose et communiquées par le notaire conformément à l'article 4 (viii) ci-après.

De charger les représentants de la commune précédemment désignés de communiquer audit cabinet d'avocats toute réclamation adressée par Enodia dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier.

D'élire domicile de la commune au sein du cabinet Simont Braun pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention.

Article 3 :

De rétribuer ledit cabinet pour l'exercice de sa mission ainsi définie aux taux horaires suivants, frais compris et hors débours facturés à prix coûtant :

- {C}- 400 euros hors T.V.A. (484,00 euros TVAC) pour un(e) associé(e);
- {C}- 300 euros hors T.V.A. (363,00 euros TVAC) pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus;
- {C}- 200 euros hors T.V.A. (242,00 euros TVAC) pour tout(e) autre avocat(e) dudit cabinet.

De rémunérer les tiers de son choix dont ce cabinet estimerait nécessaire de s'entourer

dans l'exercice de sa mission pour certaines questions spécifiques, selon les modalités usuelles pratiquées en ces domaines, en tenant compte des taux ci-dessus.

D'allouer, à dater du début de la mission et par échéance trimestrielle, un montant mensuel forfaitaire minimal de 7.500 euros hors T.V.A. (actuellement 9.075 euros TVAC) pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000 euros hors T.V.A. (actuellement 6.050 euros TVAC) pour les mois ultérieurs couvrant les devoirs attendus, les frais incompressibles et la disponibilité requise.

D'arrêter comme suit la procédure en cas de désaccord quant aux devoirs et états ainsi portés en compte ou de contestation des prestations accomplies :

- {C}(i) toute objection de la commune devra être notifiée par pli recommandé au cabinet d'avocats désigné dans un délai de trente jours à dater de la réception du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), et être dûment motivée; à défaut, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état dans ce rapport seront réputés acceptés sous réserve du point (ii) ci-après;
- {C}(ii) en cas d'objection d'une ou plusieurs communes concernées dans les formes et délais visés au point précédent, le cabinet d'avocats retenu relayera cette objection auprès des autres communes, qui disposeront d'un délai de trente jours pour se prononcer;
- {C}(iii) si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue;
- {C}(iv) l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (iii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue;
- {C}(v) en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend;
- {C}(vi) faute d'accord dans les trente jours de la réception des objections motivées ayant recueilli une majorité simple des voix pondérées telle que précisée, le cabinet précité, de même que tout tiers qu'il aurait désigné dans le cadre de celle-ci, pourra suspendre l'exercice de sa mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir quelque responsabilité de ce chef.

Article 4 :

De désigner le Notaire Peter Van Melkebeke, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", dont l'étude est sise à 1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0474.073.840, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, pour la même durée que celle visée à l'article 2, (iv), ci-dessus aux fins, au nom et pour le compte de la commune :

- {C}(i) de procéder, conformément à l'article 3.4.1 de la Convention, à la répartition du prix de cession libérable à la date du transfert selon la clé dont

les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019 et actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021, auxquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, et de verser la part revenant à la commune, sous réserve de la consignation pour charges visées ci-après;

- {C}(ii) de répartir entre les différentes communes concernées la partie du prix (10 %) demeurant cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération et à proportion des tranches libérées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention, selon les termes et modalités qui y sont visés et la clé de répartition dont question au point précédent;
- {C}(iii) de contrôler que les états des prestations adressés par le cabinet Simont Braun dans le cadre de sa mission comportent toutes les mentions légales;
- {C}(iv) d'effectuer une vérification *prima facie* des factures émanant du cabinet Simont Braun (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents) et, en cas de désaccord, de régler le point avec le cabinet Simont Braun;
- {C}(v) de consigner, sur la partie libérable du prix à la date du transfert, (i) la somme de 907.500 euros T.V.A. comprise (soit 750.000 euros HTVA, étant la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats) sur un compte rubriqué de son étude pour le règlement des états de prestations adressés par le cabinet Simont Braun, comprenant ses propres prestations et celles accomplies le cas échéant par les tiers qu'il aura désignés pour le conseiller et (ii) la somme de 36.300 euros T.V.A. comprise (soit 30.000 euros HTVA, étant la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire) sur ledit compte rubriqué pour la couverture de ses propres émoluments;
- {C}(vi) de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce cabinet et les sommes forfaitaires visés à l'article 3 ci-dessus;
- {C}(vii) de procéder, sur instruction du cabinet Simont Braun, aux éventuels appels de fonds dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2, qui précède;
- {C}(viii) de communiquer au cabinet Simont Braun, aux fins de l'établissement du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, et toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow conclue;
- {C}(ix) à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, de répartir le solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021;

{C}(x) d'accomplir toutes démarches et mesures utiles à l'exercice de la mission décrite ci-avant.

De communiquer au notaire précité, l'identité du ou des représentants de la commune précédemment désignés ainsi que les informations relatives au compte bancaire de la commune sur lequel toute libération ou tout paiement en vertu des présentes délibérations sera effectué.

Article 5 :

De déterminer les émoluments dus au notaire ainsi désigné pour l'exercice de sa mission décrite à l'article 4 comme suit :

{C}- 2.000 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

{C}(i) au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}(ii) {C}au versement des tranches libérées de la partie du prix (10 %) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après libération, aux communes concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition;

{C}(iii) à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}- 500 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds;

Ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %).

Article 6 :

Que les sommes et montants visés aux articles 3 et 5 ci-dessus seront indexées au 1^{er} janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir et visé à l'article 8.1 de la Convention.

Qu'en cas d'insuffisance de la somme consignée dont question à l'article 1^{er} et affectée à la rémunération des cabinet ou des tiers dont il s'entoure et du notaire visés aux articles 2 et 4 ci-dessus, ces derniers pourront, chacun pour ce qui le concerne,

suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant les devoirs accomplis et les provisions mensuelles définies à l'article 3, alinéa 3, pour trois mois à venir, sans responsabilité aucune de leur part.

Article 7 :

De conférer, dans le cadre de la gestion de l'Estimation de Base conformément à l'article 16 de la Convention, mandat à Brutélé, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, aux fins de :

- {C}(i) convenir avec Enodia des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention et des flux financiers qui en découlent conformément à l'article 16.3 de la Convention, pour la durée de cette gestion, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci;
- {C}(ii) pourvoir, au nom et pour compte de la commune, à l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, à l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et au traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention;
- {C}(iii) accomplir toutes démarches, mesures et actes, signer tous documents aux fins décrites ci-avant et liées à celles-ci, aux conditions décrites dans la Convention et ses différentes annexes.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Brutélé.- Overeenkomst met Enodia.- Vrijgave van de overdrachtprijs en beheer van de garanties en de Basisraming.- Aanstelling van raadsliden en gemachtigden van de Gemeente voor deze doeleinden.

Gezien de beraadslaging van de Raad van 25 februari 2021 (hierna "de beraadslaging van de Raad");

Gelet op de artikelen 21.1, 21.2.2 en 21.2.7 van de overeenkomst tot overdracht van het geheel van de aandelen van de intercommunale vennootschap voor televisie-uitzendingen (Brutélé) gesloten op 23 december 2021 met Enodia (hierna "de Overeenkomst"), naar luid waarvan (vrije vertaling):

" 21.1 De Verkopers, die samen en elk afzonderlijk handelen, dragen onherroepelijk alle bevoegdheden op om de Overeenkomst uit te voeren (de "Lastgeving");

{C}21.1.1 {C}tot aan de Overdracht: aan de Raad van Bestuur van de Vennootschap;

{C}21.1.2 {C}na de Overdracht: aan de in bijlage 17 genoemde personen,

in elk van deze gevallen, aan de "Vertegenwoordigers van de Verkopers".

21.2 De Lastgeving omvat het nemen van beslissingen en het verrichten van handelingen die verband houden met de uitvoering van huidige Overeenkomst, waaronder :

[...]{C}21.2.2. {C}de vrijgave van het deel van de prijs, overeenkomstig artikel 3.4 en de

Escrow-overeenkomst;

[...]{C}21.2.7. {C}de behandeling van Aanspraken van de Koper, overeenkomstig artikel 12";

Gelet op de artikelen 12.1.1 en 12.3 van de Overeenkomst betreffende de kennisgevingen aan of door de vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten, artikel 10.1 en bijlage 10 betreffende de verklaringen van laatstgenoemden die aanleiding kunnen geven tot een garantie en de artikelen 12.3 en 12.4 betreffende de termijnen waarbinnen aanspraken inzake garanties moeten worden behandeld;

Gelet op artikel 11.2.2 van de Overeenkomst betreffende de verjaringstermijnen van de aldus verleende garanties dat bepaalt dat (vrije vertaling):

" 11.2.2 **Verjaringstermijnen**

Onverminderd artikel 4.5 zijn de Verkopers niet verplicht de Koper schadeloos te stellen uit hoofde van een Aanspraak wegens een onjuistheid in de Verklaringen indien deze hem niet overeenkomstig artikel 12 ter kennis wordt gebracht:

{C}(a) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Basisverklaringen, binnen een termijn van vijf (5) jaar na de Datum van Overdracht;

{C}(b) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Fiscale Verklaringen, binnen vijfenzeventig (75) dagen vanaf de datum waarop het recht van de Belastingdienst of welke andere bevoegde Overheid ook om de Belasting te vorderen op grond van de toepasselijke wetgeving, verjaard is; en

{C}(c) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Verklaringen Verzekerd door OBE en de Verklaringen Niet Verzekerd door OBE, buiten de Fiscale Verklaringen, binnen 18 (achttien) maanden plus dertig (30) Werkdagen vanaf de Datum van Overdracht,

met dien verstande dat elke Aanspraak die aldus aan de Verkopers ter kennis wordt gebracht, geacht wordt definitief te zijn opgegeven en niet aan de Verkopers tegenstelbaar te zijn indien deze niet binnen zes (6) maanden plus dertig (30) Werkdagen na ontvangst van dergelijke Aanspraak door de Verkopers wordt voortgezet overeenkomstig artikel 23.2. Geen enkele nieuwe Aanspraak kan worden ingesteld met betrekking tot de feiten, zaken, gebeurtenissen of omstandigheden die aanleiding hebben gegeven tot een dergelijke nagelaten Aanspraak'

Gelet op de artikelen 28, § 1^{er}, eerste lid, 4^o, a), b) en c), en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 16 van de Overeenkomst betreffende de Basisraming[1], bedoeld om Enodia schadeloos te stellen voor de pensioen- en overlevingsuitkeringen met betrekking tot het statutaire personeel van Brutélé dat haar wordt overgedragen, en op de wijze van beheer van deze Basisraming als een voorzichtige investering en de in de regel vijfjaarlijkse waarderingen en herzieningen zoals gesteld in artikel 16.3;

Overwegende dat de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft besloten {C}[RvM1]{C} "de Burgemeester en de Gemeentesecretaris of iedere andere persoon of personen die zij zullen aanstellen, na totstandkoming van de overdracht van de gemeentelijke aandelen, in overleg met de Algemene Directeurs of Gemeentesecretarissen van de andere gemeentevennoten van Brutélé, [te belasten] met het nemen van de beslissingen verbonden aan de gevolgen van de totstandkoming van de overdracht, waaronder het beheer van de vorderingen van Enodia, de vrijgave

van het gekantonneerde deel van de prijs en de aanstelling, met Enodia, van de fondsbeheerder(s) belast met het beheer van de investeringen van het bedrag van de voorraad ("Basisraming" {C}[2]) betreffende de responsabiliseringsbijdragen inzake het statutair personeel van Brutélé dat overgedragen wordt aan Enodia, overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen, en dit onverminderd het treffen van elke andere structurele oplossing ter vertegenwoordiging van de gemeente in voormelde handelingen";

Dat de artikelen 12.3 en 12.4 van de Overeenkomst korte termijnen opleggen om in te gaan op de aanspraken van Enodia ter inroeping van de garanties verleend door de gemeente krachtens de Overeenkomst, en om deze te behandelen;

Dat de vertegenwoordigers van de gemeente gehouden zijn binnen twintig werkdagen bezwaren kenbaar te maken tegen de aanspraken die aan hen worden gericht, na deze binnen diezelfde termijn voorafgaandelijk te hebben onderzocht;

Dat voorts bepaald wordt dat de partijen binnen de dertig werkdagen zullen pogen een overeenstemming te bereiken over de ingediende aanspraken;

Dat ter gelegenheid van de in de Overeenkomst bedoelde overdracht Brutélé zal worden opgeslorpt en derhalve ophouden te bestaan als entiteit, met als gevolg dat de overdragende gemeenten zelf de aangesprokenen van Enodia zullen worden in het raam van de garanties die voortvloeien uit deze overdracht, zoals volgt uit artikel 21.2 en bijlage 17 van de Overeenkomst;

Overwegende dat de behandeling van deze aangelegenheden binnen dergelijke termijnen door optreden van de burgemeesters en/of gemeentesecretarissen of directeuren-generaal van elk van de verkopende gemeenten vereist dat zij worden bijgestaan door raadslieden en vertegenwoordigers die snel kunnen inspelen op aanspraken en verzoeken inzake garanties; dat deze aangelegenheden bovendien van zeer technische aard zijn die een onderzoek en beoordelingen van diezelfde aard vergen;

Dat het dan ook in het belang van de gemeente past om eenzelfde derde aan te stellen teneinde de verschillende vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten bij te staan en te vertegenwoordigen;

Overwegende dat dit aan het kantoor Simont Braun dient te worden toevertrouwd;

Dat deze als advocatenkantoor beter uitgerust is om dergelijke zaken te behandelen, voor te bereiden en een voorstel op te stellen;

Dat vermits dit kantoor de betrokken operatie vanaf het begin heeft opgevolgd en begeleid en deelgenomen heeft aan de onderhandelingen over de Overeenkomst en de behandeling van de daarmee gepaarde aangelegenheden, het tevens het meest geschikt is om gevolg te geven aan de aanspraken van Enodia en dat het de enige is die dat zo doeltreffend kan doen binnen voormelde strikte termijnen, dankzij de grondige kennis van de Overeenkomst en de ingewikkelde regelen ervan, alsmede van de meer algemene context;

Dat wegens de reeds verworven deskundigheid en kennis op dat gebied, die uiterst specifiek en niet verwisselbaar of door anderen vervangbaar voorkomt, dit kantoor uitsluitend in staat blijkt om met de vereiste en gewenste snelheid en expertise in te gaan op de aanspraken die Enodia zou richten zodra de totstandkoming van de aanstaande overdracht;

Dat in het licht van het voorgaande en rekening houdend met het pre-litigieuze of

litigieuze karakter van zijn tussenkomst, de keuze van dit kantoor in overeenstemming is met artikel 28, § 1, eerste lid, 4°, a), en b) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de duur van de garanties zich uitstrekt tot vijf jaar na de overdracht wat basisverklaringen betreft, een eerste termijn van achttien maanden en dertig dagen voor wat andere verklaringen overeenkomstig artikel 11.2.2 van de Overdracht betreft, naast een bijzondere, en variabele, termijn voor de fiscale verklaringen;

Dat het aangestelde kantoor met de betrokken opdracht moet worden belast voor een duur van vijf jaar of elke langere termijn die daadwerkelijk uit een gegeven garantie zou volgen;

Dat het tevens toegelaten moet worden de aanspraken die na deze termijn voortduren, te blijven behandelen en op te volgen, onder meer in het geval van een geschil dat voor de rechter wordt gebracht;

Dat het voor de gemeente eveneens behoort om keuze van woonplaats te doen op het kantoor Simont Braun voor alles wat de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst betreft;

Overwegende dat, met betrekking tot de organisatie van deze bijstand, de gemeente haar vertegenwoordigers opdraagt elke aanspraak ingediend door Enodia aan dit advocatenkantoor mee te delen binnen vierentwintig uur na ontvangst, per mailbericht en per post;

Dat voornoemd kantoor elke aan hem meegedeelde aanspraak en het daaraan te verlenen gevolg zal onderzoeken en een voorstel tot beslissing zal opstellen en voorleggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, dewelke zich over dit voorstel zullen dienen uit te spreken binnen de beknopte termijn die de in de Overeenkomst vastgestelde termijnen vergen;

Dat, bij gebreke aan reactie binnen de aldus toebedeelde termijn, het voorgelegde voorstel geacht wordt te zijn aanvaard door de gemeente;

Dat het uitdrukkelijke of stilzwijgende standpunt van de gemeente in aanmerking zal worden genomen in de gezamenlijke beslissing in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel van de overdrachtsprijs, bepaald volgens de leidraad vastgesteld bij beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019 en bijgewerkt bij beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft ingestemd, waarbij de beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van Brutélé (zoals vermeld in bijlage 1 van de Overeenkomst) over de betrokken aanspraak zal worden genomen met een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen met toepassing van de voormelde verdeelsleutel;

Overwegende dat het eveneens behoort het hierbij aangestelde kantoor toe te staan bij de uitoefening van zijn opdracht de nodige adviezen in te winnen en te dien einde derden die het verkiest aan te stellen, onder meer een revisor voor boekhoudkundige en financiële aangelegenheden of raadsliden voor operationele, fiscale of sociale zaken en voor wat beslissingen betreft in verband met het beheer van de intercommunale Brutélé vóór de datum van overdracht;

Dat het behoort om de bezoldiging voor de uitoefening van deze opdracht vast te leggen;

Dat na overleg van Brutélé met dit kantoor, het zijn opdracht zal uitvoeren mits de volgende uurlonen :

{C}- 400 euro voor een partner;

{C}- 300 euro een advocaat die geen partner is en sinds tien jaar of meer ingeschreven is bij de balie;

{C}- 200 euro voor alle andere advocaten;

Dat deze uurlonen met inbegrip van kosten begrepen worden, exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21%) of tegen kostprijs gefactureerde onkosten, en jaarlijks, op 1 januari van elk jaar volgend op de tot stand gekomen overdracht, geïndexeerd zullen worden aan de schommeling van het indexcijfer voor de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst;

Dat deze uurlonen verantwoord voorkomen gelet op de betrokken bedragen, het complexe karakter van de operatie en van de contractuele voorwaarden, alsook gelet op de technische aard van de vragen die de aanspraken zouden doen rijzen;

Dat de bezoldiging van de raadslieden waarmee het aangestelde kantoor zich zal laten bijstaan, vastgesteld zal worden volgens de gebruikelijke voorwaarden in deze zaken, rekening houdend met hogervermelde uurlonen of de gebruikelijke praktijken van deze externe raadslieden indien zij in het raam van deze operatie reeds als raadslieden van Brutélé, Enodia of Nethys en Voo zijn opgetreden;

Dat het in verband hiermee ook behoort te zorgen voor de tenlasteneming van een eventueel aandeel in de advieskosten die Enodia of haar dochteronderneming Nethys zouden maken en die betrekking hebben op het beheer van de beroepen op garanties of aanspraken die de activiteiten van Brutélé en Voo gemeenschappelijk zouden hebben;

Dat deze lasten door de gemeente zullen worden gedragen naar rato van voormelde verdeelsleutel;

Overwegende dat het past, teneinde de kosten te dragen in verband met de bijstand of vertegenwoordiging van de gemeente die bij huidige beraadslaging wordt geregeld, op het gedeelte van de uiteindelijke prijs niet gekantonneerd blijft in toepassing van artikel 3.4.3 van de Overeenkomst (i) een bedrag van 750.000 euro exclusief BTW (907.500 euro BTW inclusief) voor te behouden en te consigneren (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor"), zijnde ongeveer 0,32 procent van de uiteindelijke prijs bedoeld in de artikelen 3.1.2 en 3.4 van de Overeenkomst, en (ii) een bedrag van 30.000 euro exclusief BTW (36.300 euro BTW inclusief) voor te behouden en te consigneren (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris") ;

Dat het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor de kosten omvat voor de bijstand van derden op wie het beroep doet (revisors, raadslieden voor operationele, fiscale, sociale zaken of inzake beheer, enz.) en zal worden vrijgegeven aan de hand van de door het aangestelde kantoor verstuurde ereloonstaten met opgave van de uitgevoerde verrichtingen, die zijn prestaties en in voorkomend geval die van de door dit kantoor aangestelde derden omvat;

Dat de prestaties die redelijkerwijze verwacht mogen worden inzake deze adviestaken en inzake het behartigen van de belangen van de gemeente op gemiddeld 25 uur per maand, in een eerste fase, en vervolgens op gemiddeld 16,40 uur per maand, in een tweede fase, tegen een gemiddeld uurloon van 300 euro exclusief BTW, kunnen worden gewaardeerd; Dat tevens rekening dient te worden gehouden met de niet-indrukbare kosten en de beschikbaarheid die vereist is om deze opdracht uit te voeren;

Dat op grond hiervan en teneinde een voorspelbaarheid te verzekeren wat deze kosten betreft, een forfaitair bedrag dient te worden toegekend, vanaf de aanstaande overdracht en per trimestriële vervalperiode, ten belope van 7.500 euro exclusief BTW (tegenwoordig 9.075 euro BTW inclusief) voor de eerste negentien maanden en vervolgens 5.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 6.050 euro BTW inclusief) voor de nadere maanden, tot beëindiging van de opdracht zoals hoger bepaald;

Dat deze forfaitaire bedragen in overeenstemming zijn met de omvang van de belangen en de betrokken bedragen in het kader van de garanties (met name 10% van de totale definitieve prijs die aan de gemeente-vennoten van Brutélé toekomen), en representatief blijken voor de werklast die met de opdracht gepaard gaat; Dat deze forfaitaire bedragen slechts minder dan de helft vertegenwoordigen van het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor zoals hoger bedoeld en deze voorraad niet in gevaar brengt;

Dat deze maandelijks bedragen bovendien verschillen naargelang zij betrekking hebben op de eerste garantieperiode, die zowel de basis- als de andere garanties dekt, of op de daaropvolgende periode, die slechts hoofdzakelijk de eerste betreft, en op dezelfde wijze zullen worden geïndexeerd als hoger gesteld inzake de uurlonen;

Dat indien echter de verrichte prestaties belangrijker blijken dan voormelde forfaitaire waardering, zij overeenkomstig de hierboven goedgekeurde uurlonen en regelingen worden bezoldigd;

Overwegende dat, indien het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor beneden de 75.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 90.750 euro BTW inclusief) dreigt te dalen, een oproep tot middelen, op instructie van het aangestelde kantoor, ingediend zal moeten worden bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutélé, zoals vermeld in bijlage 1 bij de Overeenkomst, die elk deze kosten zullen dragen volgens voormelde verdeelsleutel van de overdrachtprijs;

Dat, in geval van ontoereikendheid van het bedrag dat bestemd is voor de bezoldiging van het weerhouden kantoor of de door haar aangestelde externe raadslieden, deze laatsten hun diensten kunnen opschorten, zonder enige aansprakelijkheid in hun hoofd, tot na aanvulling van het bedrag dat hun verrichte diensten en de hierboven omschreven maandelijks voorzieningen voor drie verdere maanden dekt;

Overwegende dat het aldus aangewezen kantoor over de uitoefening van zijn opdracht verslag zal uitbrengen middels het opsturen, binnen de maand na verval van elk kwartaal, van een verslag over de vordering van zijn opdracht, en dat alleszins het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, opgeeft op grond van de inlichtingen waarover het kantoor beschikt;

Dat, bij gebreke aan bezwaar van de gemeente dat naar behoren gemotiveerd en verstuurd wordt naar het aangestelde advocatenkantoor bij aangetekend schrijven

binnen dertig dagen na ontvangst van voormeld kwartaalverslag, de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht worden aanvaard te zijn, onverminderd het hierna bepaalde;

Overwegende dat, in het geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door of op verzoek van het advocatenkantoor, gehandeld wordt als volgt :

- {C}(i) het advocatenkantoor stelt het bezwaar verstuurd door de betrokken gemeente(n) ter kennis van de andere gemeenten, die dan over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken;
- {C}(ii) indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten, dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd;
- {C}(iii) het gemotiveerde bezwaar van de gemeente binnen de voormelde termijnen zal worden in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande wordt beschouwd;
- {C}(iv) in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen;

Dat indien het geschil niet geregeld wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, het voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht kunnen opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder enige aansprakelijkheid uit hoofde hiervan op te lopen;

Overwegende dat het, met het oog op de tenuitvoerlegging van artikel 3.4 van de Overeenkomst, eveneens aangewezen is om een vertegenwoordiger aan te stellen die ingevolge de overdracht wordt belast met de verdeling van de voor de voor vrijgave vatbare prijs die wordt ontvangen voor de overdracht van de aandelen tussen de verschillende betrokken gemeenten en de betaling van het aan elk van hen toekomende aandeel overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, alsmede artikel 3.4 van de Overeenkomst en het beheer van het bedrag dat is voorbehouden om de kosten in verband met het optreden van de notaris en van het aangestelde advocatenkantoor te dekken;

Dat het te dien einde past notaris Peter Van Melkebeke, te Brussel aan te stellen, die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notarissen", de gebruikelijke ambtsverlener van Brutélé in deze zaken, of elke andere notaris die vennoot is in voormeld notaris kantoor, die in de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten reeds handelingen verricht heeft met het oog op de komende overdracht, zoals de vaststelling van de verdeling van de aandelen van Brutélé en de vastgoedopzoeken van de overgedragen activa, waarvan de huidige handelingen het vervolg vormen;

Dat het verder behoort om hem op te dragen :

- {C}(i) op een afzonderlijke rubriekrekening van zijn kantoor (i) het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor bestemd voor de uitbetaling van de diensten van het advocatenkantoor belast met de behandeling van de beroepen tot de garanties en van de derden die het aanstelt en (ii) de Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris bestemd voor de prestaties van de notaris waarvan hoger sprake, in te houden;
- {C}(ii) aan de hand van de overlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijke betaling door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, van de door deze dienstverlener verstuurd kwartaalstaten alsmede van de minimale forfaitaire bedragen die aan deze dienstverlener verschuldigd zijn en, indien nodig, de oproepen ter voldoende aanvulling van de rubriekrekening zoals hoger aangegeven, te vervullen;
- {C}(iii) in naam en voor rekening van de gemeente na te gaan of de ereloonstaten die door voornoemd kantoor en de derden die het desgevallend aanstelt, alle wettelijke vermeldingen opnemen;

Dat deze taken nauw verband houden met de operatie en overdracht waartoe de aangestelde notaris zijn ambt zal verlenen;

Dat het tevens toekomt te voorzien in de te ondertekenen escrow-overeenkomst, waarvan het model opgenomen wordt in bijlage 14 bij de Overeenkomst, dat de opeenvolgende vrijgaven van de definitieve prijzen overgeschreven worden op een rubriekrekening geopend op naam van het kantoor van de notaris belast met de verdeling van de prijs;

Dat de aangestelde notaris verder aan het verkozen advocatenkantoor, ter opmaak van zijn kwartaalverslag waarvan hoger sprake, binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, het saldo zal medelen van de bedragen die beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde sommen op de rubriekrekening van zijn kantoor, alsmede van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst;

Dat, na overleg met notaris Peter Van Melkebeke, de volgende emolumenten ten laste van de gemeente moeten worden voorzien rekening houdend met de reeds vermelde verdeelsleutel :

- {C}- 2.000 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake;
- {C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijke overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie, en van de derden die het aanstelt;
- {C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de

gemeente betreffende :

- {C}(i) {C}de uitbetaling van de overdrachtprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;
 - {C}(ii) {C}de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10%) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel;
 - {C}(iii) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;
- {C}- 500 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling;

Deze emolumenten worden begrepen exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21 %);

Overwegende dat het nazicht op de facturen van het advocatenkantoor door de aangestelde notaris een *prima facie* toezicht is (en m.n. geen onderzoek van de inhoud van de facturen, noch van de daarop betrekking hebbende prestatie of handelingen inhoudt);

Dat na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, het saldo van het/de bij de notaris geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en die van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten wordt verdeeld overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;

Overwegende tenslotte dat het behoort om, zoals vermeld in de beraadslaging van de Raad, het beheer van de Basisraming na overdracht en van de hieruit volgende financiële stromen overeenkomstig artikel 16, inzonderheid 16.2 en 16.3 van de Overeenkomst, te regelen;

Dat het met oog hierop past volmacht te verlenen aan Brutélé, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere personen aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, om met Enodia de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer, met inbegrip van de aanstelling van de beheerder en, in voorkomend geval, diens vervanging;

Dat deze volmacht tevens, in naam en voor rekening van de gemeente, de deelname

aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, de beoordeling van diens opdrachtverslagen en de behandeling van de herwaarderingen bedoeld bij artikel 16.3 van de Overeenkomst, omvat;

BIJ DEZE BESCHOUWINGEN :

De Gemeenteraad, na beraad,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 907.500 euro BTW inclusief (750.000 euro exclusief BTW) en van 36.300 euro BTW inclusief (30.000 euro exclusief BTW) te laten consigneren en voor te behouden, op het aandeel van de definitieve prijs dat op de datum van overdracht kan worden vrijgegeven ten behoeve van de gemeente zoals bedoeld in artikel 3.4 van de Overeenkomst, ter dekking van de kosten en vergoedingen die voortvloeien uit de artikelen 3 en 5 hierna.

Bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutélé, zoals opgenomen in bijlage 1 bij de Overeenkomst, tot oproep van middelen te doen overgaan indien het aldus geconsigneerde bedrag lager dreigt te worden dan 75.000 euro exclusief BTW (hetzij tegenwoordig 90.750 euro BTW inclusief), waarbij elk van deze gemeenten die kosten draagt volgens de verdeelsleutel die van toepassing is op de in artikel 4, (i), hierna bedoelde verdeling van de overdrachtprijs, en de oproepen middelen binnen zestig dagen na oproep volstort moeten worden.

Artikel 2 :

Het advocatenkantoor Simont Braun, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1050 Brussel, Louizalaan 250 bus 10, en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0466.896.335 op te dragen :

{C}(i) {C}de gemeente bij te staan bij de behandeling van de door Enodia ingediende aanspraken zoals bedoeld in artikel 21.2.7 van de Overeenkomst, en de daartoe aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente te vertegenwoordigen, overeenkomstig de voormelde voorwaarden en bepalingen;

{C}(ii) {C}iedere aanspraak die aan voormeld kantoor meegedeeld wordt en het daaraan te verlenen gevolg te onderzoeken, met dien verstande dat dit kantoor beroep kan doen op raadsliden van zijn eigen keuze om het in te lichten over bepaalde bijzondere onderdelen van de bedoelde garanties;

{C}(iii) {C}een voorstel tot een beslissing over de aanspraken op te stellen en voor te leggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, die daarover binnen de gestelde termijn zullen dienen te oordelen, bij gebreke waarvan het voorstel wordt geacht aanvaard te zijn, en met dien verstande dat het, uitdrukkelijke of stilzwijgende, standpunt van de gemeente in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel vermeld in artikel 4, (i), hierna in aanmerking wordt genomen inzake de gemeenschappelijke beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van Brutélé genomen moet worden bij gewone meerderheid op grond van de aldus gewogen stemmen van elk onder hen;

{C}(iv) {C}dit alles voor een duur van vijf jaar vanaf de datum van de in artikel 8.1 van de Overeenkomst bedoelde overdracht of elke andere en langere

periode die daadwerkelijk uit een verleende garantie zou voortvloeien, waarbij deze opdracht verlengd wordt met de tijd die nodig is voor het beheer of de behandeling van aanspraken die tijdens voormelde periode werden ingediend;

{C}(v) {C}verslag uit te brengen over zijn opdracht middels versturing aan de gemeente binnen de maand na verval van elk kwartaal van een verslag met vermelding van de vordering van zijn opdracht en opname van het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, op grond van de informatie waarover het beschikt en meegedeeld door de notaris krachtens artikel 4 (viii) {C} {C} hierna.

De reeds aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente op te dragen elke aanspraak meegedeeld door Enodia binnen vierentwintig uur na ontvangst per e-mail en per post aan voornoemd advocatenkantoor mee te delen;

Woonplaats van de gemeente te verkiezen binnen het kantoor Simont Braun voor al hetgeen verband houdt met de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst.

Artikel 3 :

Dit kantoor voor de uitoefening van haar aldus omschreven opdracht te bezoldigen op grond van de volgende uurlonen, inclusief kosten en onkosten gefactureerd tegen kostprijs :

- {C}- 400 euro exclusief BTW (484,00 euro inclusief BTW) voor een partner;
- {C}- 300 euro exclusief btw (363,00 euro inclusief btw) voor een niet-partner-advocaat die tien jaar of langer advocaat is;
- {C}- 200 euro exclusief BTW (242,00 euro inclusief BTW) voor elke andere advocaat van genoemd kantoor.

De derden die dit kantoor in de uitoefening van zijn opdracht voor bepaalde bijzondere aangelegenheden noodzakelijk acht aan te stellen, volgens de in deze domeinen gebruikelijke voorwaarden, rekening houdend met voormelde tarieven, te bezoldigen.

Vanaf de aanvang van deze opdracht en per kwartaalvervaldatum, een vast bedrag van minimaal 7.500 euro exclusief BTW (tegenwoordig 9.075 euro BTW inclusief) per maand voor de eerste negentien maanden en 5.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 6.050 euro BTW inclusief) voor de daaropvolgende maanden toe te kennen ter dekking van de verwachte handelingen, de niet-indrukbare kosten en de vereiste beschikbaarheid.

De procedure in geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door het advocatenkantoor, vast te stellen als volgt :

- {C}(i) elk bezwaar van de gemeente dient binnen dertig dagen na ontvangst van het in artikel 2, (v), bedoelde kwartaalverslag bij aangetekend schrijven aan het aangestelde advocatenkantoor te worden meegedeeld en naar behoren te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan worden de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht aanvaard te zijn, onder voorbehoud van punt (ii) hierna;

- {C}(ii) in geval van bezwaar van een of meer van de betrokken gemeenten binnen de termijnen en naar de vorm bepaald in het vorige punt, brengt het verkozen advocatenkantoor dit bezwaar ter kennis aan de andere gemeenten, die over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken;
- {C}(iii) indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd;
- {C}(iv) het gemotiveerde bezwaar van de gemeente wordt binnen de voormelde termijnen in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen, te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande zal worden beschouwd;
- {C}(v) in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen;
- {C}(vi) indien het geschil niet wordt geregeld binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, kunnen voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder op grond hiervan enige aansprakelijkheid op te lopen.

Artikel 4 :

De notaris Peter Van Melkebeke, te Brussel, die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notarissen", met kantoor gevestigd is te 1000 Brussel, Lloyd Georgelaan 11 en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0474.073.840, of enige andere notaris vennoot binnen voormeld kantoor, aan te stellen voor dezelfde duur als bedoeld in artikel 2, (iv){C}{C} hierboven teneinde, in naam en voor rekening van de gemeente :

- {C}(i) {C}overeenkomstig artikel 3.4.1 van de Overeenkomst, de overdrachtprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven, te verdelen volgens de sleutel waarvan de leidraad vastgesteld werd door de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019 en bijgewerkt door beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad heeft ingestemd in zijn voormelde beraadslaging, en het aandeel dat toekomt aan de gemeente uit te betalen, onder voorbehoud van de hierna bedoelde consignatie voor kosten;
- {C}(ii) {C}het aandeel van de prijs (10 %) dat overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst gekantonneerd blijft, na vrijgave te verdelen naar rato van de gedeelten die worden vrijgegeven overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst, volgens de daarin gestelde voorwaarden en de verdeelsleutel bedoeld in het vorige punt;
- {C}(iii) {C}na te gaan of de prestatiestaten verstuurd door het kantoor Simont

Braun in het raam van zijn opdracht alle wettelijke vermeldingen opnemen;

- {C}(iv) {C}een *prima facie* toezicht door te voeren van de facturen verstuurd door het kantoor Simont Braun (d.w.z. niet een nazicht van de inhoud van de facturen, noch van de daarmee gepaard gaande diensten of handelingen) en in geval van onenigheid, de zaak met het kantoor Simont Braun te regelen;
- {C}(v) {C}op het vrij te geven aandeel van de prijs op de datum van de overdracht (i) het bedrag van 907.500 euro BTW inclusief (hetzij 750.000 euro exclusief BTW, zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor) in te houden op een rubriekrekening van zijn kantoor voor de uitbetaling van de ereloonstaten verstuurd door het kantoor Simont Braun, die zijn eigen prestaties en in voorkomend geval diegene van de derden die het aanstelt om het bij te staan omvat, en (ii) de som van 36.300 euro BTW inclusief (hetzij 30.000 euro exclusief BTW zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris) in te houden op de bedoelde rubriekrekening ter dekking van zijn eigen emolumenten;
- {C}(vi) {C}mits voorlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijkse uitbetaling van de kwartaalstaten verstuurd door dit kantoor en de in artikel 3 bedoelde forfaitaire bedragen, door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor, desgevallend vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling;
- {C}(vii) {C}over te gaan, op instructie van het kantoor Simont Braun, tot de eventuele oproepen tot aanvulling waarvan sprake in hoger artikel 1, tweede lid;
- {C}(viii) {C}met het oog op de opmaak van het kwartaalverslag bedoeld in artikel 2, (v), binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, aan het kantoor Simont Braun het saldo mee te delen van de bedragen die nog beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde bedragen op de rubriekrekening van zijn kantoor, en van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst;
- {C}(ix) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende zijn, het saldo van het (de) geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, te verdelen tussen de verschillende betrokken gemeenten volgens de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en vastgesteld worden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt door de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;
- {C}(x) {C}alle stappen en maatregelen te treffen die nuttig zijn voor de uitoefening van de hierboven beschreven opdracht.

Aan voormelde notaris, de identiteit van de voordien aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente zowel als de informatie met betrekking tot bankrekening van de gemeente waarop elke vrijgave of betalingen op grond van de huidige beraadslaging zal uitgevoerd worden.

Artikel 5 :

De emolumenten die aan de aldus aangestelde notaris verschuldigd voor de uitoefening van zijn in artikel 4 omschreven opdracht, vast te stellen als volgt :

{C}- 2.000 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake;

{C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijke overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie en van de derden die het aanstelt;

{C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de gemeente betreffende :

{C}(i) {C}de uitbetaling van de prijs van overdracht die op de dag daarvan kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}(ii) {C}de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10%) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}(iii) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende is, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}- 500 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling.

Deze emolumenten worden begrepen exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21 %).

Artikel 6 :

Dat de in de artikelen 3 en 5 bedoelde bedragen op 1 januari van elk jaar geïndexeerd worden rekening houdend met de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst.

Dat in geval van ontoereikendheid van het in artikel 1 bedoelde geconsigneerd bedrag

dat bestemd is voor de bezoldiging van het advocatenkantoor of de derden die het aanstelt en de notaris vermeld in de artikelen 2 en 4, deze laatsten, ieder voor wat hen betreft, hun optreden kunnen opschorten totdat het bedrag dat de verrichte handelingen en de in artikel 3, lid 3, omschreven maandelijkse provisie dekt, voor de volgende drie maanden is aangevuld, zonder hiervoor op enige wijze aansprakelijk te kunnen worden gesteld.

Artikel 7 :

In het kader van het beheer van de Basisraming overeenkomstig artikel 16 van de Overeenkomst, volmacht te verlenen aan Brutélé, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere personen aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, teneinde :

{C}(i) {C}met Enodia de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer;

{C}(ii) {C}in naam en voor rekening van de gemeente, deel te nemen aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, diens opdrachtverslagen te beoordelen en de herwaarderings bedoeld bij artikel 16.3 van de Overeenkomst te behandelen;

{C}(iii) {C}alle stappen, maatregelen en handelingen te treffen en alle documenten te ondertekenen die bijdragen tot en verband houden met de hoger beschreven doeleinden, onder de voorwaarden bepaald in de Overeenkomst en de verschillende bijlagen daarbij.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

27.04.2023/A/0005 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou

régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.118. Avenue de Floréal, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.119. Rue Engeland, du côté opposé au n° 170 (1-3 m);

Art.4.1.2.120. Rue du Ham, 127 (1-3 m);

Art.4.1.2.121. Dieweg, 42 (1-3 m);

Art.4.1.2.122. Dieweg, 58C (1-3 m);

Art.4.1.2.123. Avenue Henri Elleboudt, 2A (1-3 m);

Art.4.1.2.124. Avenue Henri Elleboudt, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.125. Rue Gatti de Gamond, 95 (1-3 m);

Art.4.1.2.126. Avenue des Sept Bonniers, 1 (1-3 m);

Art.4.1.2.127. Avenue des Sept Bonniers, 47 (1-3 m);

Art.4.1.2.128. Avenue des Sept Bonniers, 56 (1-3 m);

Art.4.1.2.129. Avenue François Englert, 6 (1-3 m);

Art.4.1.2.130. Rue Molensteen, du côté opposé au n° 36 (1-3 m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.64. Rue Zandbeek, du côté opposé au n° 57;

Art.5.9.1.65. Rue Baron Guillaume Van Hamme, 9 (6 m);

Art.5.9.1.66. Avenue Van Bever, 28;

Art.5.9.1.67. Avenue Jean et Pierre Carsoel, 28 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum

afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.118. Floréallaan, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.119. Engelandstraat, aan de overkant van het nr. 170 (1-3 m);

Art.4.1.2.120. Hamstraat, 127 (1-3 m);

Art.4.1.2.121. Dieweg, 42 (1-3 m);

Art.4.1.2.122. Dieweg, 58C (1-3 m);

Art.4.1.2.123. Henri Elleboudtlaan, 2A (1-3 m);

Art.4.1.2.124. Henri Elleboudtlaan, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.125. Gatti de Gamondstraat, 95 (1-3 m);

Art.4.1.2.126. Zeven Bunderslaan, 1 (1-3 m);

Art.4.1.2.127. Zeven Bunderslaan, 47 (1-3 m);

Art.4.1.2.128. Zeven Bunderslaan, 56 (1-3 m);

Art.4.1.2.129. François Englertlaan, 6 (1-3 m);

Art.4.1.2.130. Molensteenstraat, aan de overkant van het nr. 36 (1-3 m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.64. Zandbeekstraat, aan de overkant van het nr. 57;

Art.5.9.1.65. Baron Guillaume Van Hammestraat, 9 (6 m);

Art.5.9.1.66. Van Beverlaan, 28;

Art.5.9.1.67. Jean en Pierre Carsoellaan, 28 (6 m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2023 04 27_Cc_Annexes.pdf, 2023 04 27_Cc_ND_NoteExplicative.pdf

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Sports - Sport

27.04.2023/A/0006 **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Budget 2023.**

Le Conseil,
Considérant que l'A.S.B.L. Piscine Longchamp soumet à la Commune, conformément à la convention passée entre l'administration communale et cette association, le budget de l'exercice 2023;
Que le document ci-annexé a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale réunie le 7 mars 2023,
Décide de prendre connaissance du budget de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp pour l'exercice 2023.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Begroting 2023.

De Raad,
Overwegende dat de V.Z.W. Zwembad Longchamp, conform de overeenkomst tussen het gemeentebestuur en deze vereniging, de begroting van het dienstjaar 2023 voorlegt aan de Gemeente;
Dat het bijgevoegde document unaniem goedgekeurd werd door de Algemene Vergadering op 7 maart 2023,
Beslist kennis te nemen van de begroting van de V.Z.W. Zwembad Longchamp voor het dienstjaar 2023.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
Budget 2022-2023 dernière version.pdf*

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

27.04.2023/A/0007 **Enseignement communal.- Règlement des études.**

Le Conseil,
Attendu que le Règlement des Etudes est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de nos écoles communales;
Que les dispositions qui y sont reprises définissent les règles indispensables au bon fonctionnement des écoles, les critères d'un travail scolaire de qualité et les procédures

d'évaluation de celui-ci;
Que le Règlement des Etudes complète les projets éducatif et pédagogique;
Que le Règlement des Etudes actuellement en vigueur au sein de notre enseignement communal a été modifié pour la dernière fois en 2012;
Qu'il doit être adapté suite aux modifications de la législation et des projets éducatif et pédagogique;
Que le Règlement des Etudes est élaboré par le Pouvoir organisateur conformément à l'article 1.5.1-8 du Code de l'Enseignement;
Que ce document a fait l'objet d'une révision dans son entièreté;
Que le Règlement des Etudes a été présenté à la COPALOC et a reçu un avis favorable,
Décide de valider le Règlement des Etudes tel que présenté en annexe.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 26 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

Gemeenteonderwijs.- Schoolreglement.

De Raad,

Aangezien het schoolreglement een verplicht document is dat de normen en regels vastlegt die binnen onze gemeentescholen gelden;

Aangezien de daarin vervatte bepalingen de regels vastleggen die essentieel zijn voor de goede werking van de scholen, de criteria voor kwalitatief hoogstaand schoolwerk en de evaluatieprocedures daarvan;

Aangezien het schoolreglement de educatieve en pedagogische projecten aanvullen;

Aangezien het huidige schoolreglement binnen ons gemeenteonderwijs voor het laatst in 2012 werd gewijzigd;

Aangezien het moet worden aangepast ingevolge de wijzigingen van de wetgeving en de educatieve en pedagogische en projecten;

Aangezien het schoolreglement door de organiserende macht werd opgesteld overeenkomstig artikel 1.5.1-8 van het Onderwijswetboek;

Aangezien dit document in zijn geheel werd herzien;

Aangezien het schoolreglement werd voorgelegd aan COPALOC en een gunstig advies heeft gekregen,

Beslist het schoolreglement in de bijlage te valideren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 26 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

2 annexes / 2 bijlagen

REGLEMENT DES ETUDES 2.1.pdf, 12-06-11 - REGLEMENT DES ETUDES.doc

27.04.2023/A/0008 **Enseignement communal.- Modification du Règlement de travail.- Enseignement de promotion sociale - CPSU.**

Le Conseil,

Attendu que les règlements de travail de l'enseignement officiel subventionné ont été modifiés suite à la publication du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

Que les règlements fixent les heures d'ouverture des écoles ainsi que les heures de cours;

Que les projets des règlements pour l'enseignement de promotion sociale (CPSU) ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) en date du lundi 20 mars 2023;

Que le règlement de travail doit être également adopté par le pouvoir organisateur;

Qu'il entre en vigueur le 1er jour ouvrable qui suit son adoption;

Qu'une copie doit être transmise dans les 8 jours de l'entrée du règlement, à l'Inspection du travail,

Décide :

- d'adopter le règlement de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé pour l'enseignement de promotion sociale d'Uccle;

- de transmettre une copie du règlement à l'Inspection du travail.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs.- Wijziging van het arbeidsreglement.- Onderwijs voor sociale promotie - CPSU.

De Raad,

Aangezien de arbeidsreglementen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gewijzigd werden ingevolge de publicatie van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

Dat de reglementen de openingsuren van de scholen en de lesuren vastleggen;

Dat de ontwerpen van de reglementen voor het onderwijs voor sociale promotie (CPSU) op maandag 20 maart 2023 een gunstig advies werd uitgebracht door de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Dat het arbeidsreglement ook goedgekeurd moet worden door de inrichtende macht;

Dat het in werking treedt op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan;

Dat er binnen de 8 dagen na de inwerkingtreding van het reglement een kopie bezorgd moet worden aan de arbeidsinspectie,

Beslist :

- het arbeidsreglement van het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel voor het onderwijs voor sociale promotie van Ukkel goed te keuren;

- een kopie van de reglementen te bezorgen aan de arbeidsinspectie.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

23-04-05 - RT - CPSU - CONSEIL.pdf

27.04.2023/A/0009 **Enseignement communal.- Modification du Règlement de travail.- Enseignement artistique (ESHAR) - Académie d'Uccle - Ecole des Arts**

Le Conseil,

Attendu que les règlements de travail de l'enseignement officiel subventionné ont été modifiés suite à la publication du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

Que les règlements fixent les heures d'ouverture des écoles ainsi que les heures de cours;

Que les projets des règlements pour l'enseignement artistique (Académie d'Uccle et Ecole des Arts) ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) en date du lundi 20 mars 2023;

Que le règlement de travail doit être également adopté par le pouvoir organisateur;

Qu'il entre en vigueur le 1er jour ouvrable qui suit son adoption;

Qu'une copie doit être transmise dans les 8 jours de l'entrée du règlement, à l'Inspection du travail,

Décide :

- d'adopter le règlement de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé pour l'enseignement artistique d'Uccle;

- de transmettre une copie du règlement à l'Inspection du travail.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs.- Wijziging van het arbeidsreglement.- Kunstonderwijs - Ukkelse Academie - Kunstschool

De Raad,

Aangezien de arbeidsreglementen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gewijzigd werden ingevolge de publicatie van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

Dat de reglementen de openingsuren van de scholen en de lesuren vastleggen;

Dat er over de ontwerpen van de reglementen voor het kunstonderwijs (Academie van Ukkel en Kunstschool) op maandag 20 maart 2023 een gunstig advies werd uitgebracht door de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Dat het arbeidsreglement ook goedgekeurd moet worden door de inrichtende macht;

Dat het in werking treedt op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan;

Dat er binnen de 8 dagen na de inwerkingtreding van het reglement een kopie bezorgd moet worden aan de arbeidsinspectie,

Beslist :

- het arbeidsreglement van het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel voor het onderwijs voor het kunstonderwijs van Ukkel goed te keuren;

- een kopie van het reglement over te maken aan de arbeidsinspectie.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

23-04-05 - RT ESHAR - CONSEIL.pdf

27.04.2023/A/0010 **Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Convention de location HE2B.- Année scolaire 2022-2023**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 octobre 1987, le Collège a décidé d'installer les cours communaux de promotion sociale dans les locaux de la Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - contre paiement d'un loyer fixé à 600.000 francs par an;
Que la HE2B nous a transmis les conventions d'occupation pour l'année scolaire 2022/2023;
Que le montant du loyer pour l'année scolaire 2022/2023 est de 37.211,59 €,
Décide de marquer son accord sur les conventions d'occupation, le montant du loyer pour l'année scolaire 2022/2023, d'autoriser la dépense et la liquidation.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Huurovereenkomst HE2B.- Schooljaar 2022-2023

De Raad,
Aangezien in zitting van 6 oktober 1987 het College beslist heeft om de gemeentelijke cursussen voor sociale promotie onder te brengen in de lokalen van de Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - tegen de betaling van een huur vastgesteld op 600.000 frank per jaar;
Dat het HE2B de bezettingsovereenkomst voor de schooljaar 2022/2023 heeft doorgestuurd.
Dat het bedrag van de huur voor het schooljaar 2022/2023 37.211,59 € bedraagt,
Beslist zich akkoord te verklaren met de bezettingsovereenkomst, het bedrag van de huur voor de jaar 2022/2023, de uitgave en de betaling ervan toe te laten.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
CPSU convention HE2B 2022-2023.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

27.04.2023/A/0011 **Médiathèque Le Phare.- Convention technique avec Pointculture et modification des tarifs de prêt appliqués par la médiathèque Le Phare.**

Le Conseil,
Considérant que la convention technique avec Pointculture relative à la médiathèque le Phare doit être reconduite pour l'année 2023 et que celle-ci ne contient plus l'article imposant une non-concurrence avec les tarifs appliqués dans les centres de prêt de Pointculture qui ont fermé en 2022;
Attendu que la médiathèque du Phare est l'une des trois médiathèques affiliées de la Région de Bruxelles-Capitale qui maintiennent le prêt direct;
Attendu que la collection de Pointculture est mise à disposition via le service de prêt inter-bibliothèques de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux tarifs et conditions de la bibliothèque qui traite la demande et que cette situation a engendré une double

tarification au sein de la bibliothèque-médiathèque Le Phare (tarif Pointculture et tarif bibliothèque);

Attendu que le Phare dispose d'une collection de plus de 45.000 médias mais que la disparité des tarifs et conditions de prêt des différents médias est génératrice d'incompréhension dans le chef des usagers;

Qu'il est donc souhaitable d'uniformiser les tarifs d'emprunt des médias avec ceux proposés par le réseau des bibliothèques en modifiant l'article 5 de ladite convention,

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention modifiée avec Pointculture,
- d'approuver l'uniformisation des conditions d'emprunt des collections de la médiathèque avec celles des bibliothèques, telles que reprises dans l'annexe jointe, avec une entrée en vigueur au premier juillet 2023.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Mediatheek Le Phare.- Technische overeenkomst met Pointculture en wijziging van de door de mediatheek Le Phare toegepaste uitleentarieven.

De Raad,

Overwegende dat de technische overeenkomst met Pointculture betreffende de mediatheek Le Phare voor het jaar 2023 moet verlengd worden en dat deze niet langer het artikel bevat dat een niet-concurrentiebeding oplegt met de tarieven die worden toegepast in de uitleencentra van Pointculture die in 2022 zijn gesloten;

Aangezien dat de Mediatheek Le Phare één van de drie aangesloten mediatheken is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die rechtstreekse uitleningen verzorgen;

Overwegende dat de Pointculture-collectie via het interbibliothecair leenverkeer van de Fédération Wallonie-Bruxelles ter beschikking wordt gesteld tegen de tarieven en voorwaarden van de bibliotheek die de aanvraag behandelt en dat deze situatie heeft geleid tot een dubbel tariefsysteem binnen de bibliotheek-mediatheek Le Phare (tarief Pointculture en tarief bibliotheek);

Aangezien dat Le Phare een collectie van meer dan 45.000 media ter beschikking heeft, maar het verschil in tarieven en voorwaarden voor het uitlenen van de verschillende media is een bron van onbegrip voor de gebruikers;

Dat het derhalve wenselijk is de leentarieven voor media gelijk te trekken met die van het bibliotheeknetwerk door artikel 5 van genoemde overeenkomst te wijzigen,

Beslist :

- de verlenging van de gewijzigde overeenkomst met Pointculture goed te keuren,
- in te stemmen met de gelijkschakeling van de voorwaarden voor het lenen van de collecties van de mediatheek met die van de bibliotheken, zoals opgenomen in de bijlage, met als ingangsdatum 1 juli 2023.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

convention PointCulture 2023 - avec modifications.pdf, tarifs médiathèque.pdf, tarifs bibliothèques.pdf

27.04.2023/A/0012 **Règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne).- Modifications.**

Le Conseil,

Considérant que conformément à la Déclaration de politique générale, la Commune d'Uccle souhaite promouvoir la citoyenneté européenne auprès de la population uccloise et renforcer les liens entre la commune et la communauté européenne;

Que la Déclaration de politique générale prévoit la création d'un « Prix du citoyen européen ucclois »;

Considérant que la dernière version du règlement se rapportant au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) adoptée par l'Assemblée lors de sa séance du 24 février 2022 prévoit l'octroi de ce prix chaque année;

Considérant qu'il a semblé opportun de délivrer ce prix tous les deux ans en alternance avec le prix de la citoyenneté organisé par le service de l'action sociale et de modifier les critères d'éligibilité;

Que dans un souci de reconnaissance et d'attractivité, le montant du prix a été augmenté à 1.000 €;

Que le prix peut être scindé en deux sur décision du jury si plusieurs candidatures s'avèrent répondre aux critères requis;

Que par ailleurs la nouvelle version du texte prévoit qu'en sus du prix, une activité permettant de mieux connaître le fonctionnement de l'Union européenne et/ou de ses institutions sera proposée au (x) lauréat(s);

Considérant que dès lors le formulaire de candidature a également été adapté,

Décide :

- d'approuver les nouvelles versions ci-annexées du règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) et du formulaire de candidature s'y rapportant;
- d'abroger à la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle version soit le 2 mai 2023 la version du règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 24 février 2022.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger.- Wijzigingen.

De Raad,

Overwegende dat overeenkomstig de algemene beleidsverklaring de gemeente Ukkel het Europese burgerschap bij de Ukkelse bevolking wil bevorderen en de banden tussen de gemeente en de Europese gemeenschap wil versterken;

Dat de algemene beleidsverklaring de invoering van een "Prijs van de Ukkelse Europese burger" voorziet;

Overwegende dat de laatste versie van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger, goedgekeurd door de vergadering in zitting van 24 februari 2022, de jaarlijkse toekenning van deze prijs voorziet;

Overwegende dat het wenselijk leek deze prijs om de twee jaar uit te reiken, afwisselend met de Burgerschapsprijs die georganiseerd wordt door de dienst Sociale Actie, en de criteria om in aanmerking te komen te wijzigen;

Dat in een streven naar erkenning en aantrekkelijkheid het bedrag van de prijs verhoogd werd naar € 1.000;

Dat de nieuwe versie van de tekst bovendien voorziet dat er bovenop de prijs een

bezoek aan de Europese instellingen in Brussel, georganiseerd in samenwerking met de Vertegenwoordiging van de Europese Commissie in België, aangeboden wordt aan de winnaar;

Overwegende dat het kandidatuurformulier bijgevolg ook aangepast werd,

Beslist :

- de bijgevoegde nieuwe versies van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger en van het bijbehorende kandidatuurformulier goed te keuren;
- op de datum van de inwerkingtreding van deze nieuwe versie, hetzij 2 mei 2023, de versie van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 februari 2022 in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

FR Règlement - Prix du citoyen europeen.docx.docx, NL Formulaire d'appel a candidature du citoyen europeen.docx.docx, FR Formulaire d'appel a candidature du citoyen europeen.docx.docx, NL Reglement - Prix du citoyen europeen.docx.docx

Secrétariat central - Centraal secretariaat

27.04.2023/A/0013 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 14 février 2023 - Service traiteur 2023 -2024 - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Différents articles avec des codes économiques ../123-16/... et ../123-48/...;
- 7 mars 2023 - Réseau des bibliothèques et médiathèque francophones - Achat d'une presse à badges dans les cadre des animations du Festivaleke, Festival de Littérature jeunesse d'Uccle - 474,32 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70;
- 21 mars 2023 - Achat d'étagères pour le local signalisation - 12.527,03 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Entretien des hydrants du réseau de distribution d'eau potable par Vivaqua - Exercice 2023 - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.301,43 € (T.V.A. comprise) - Article 421/124-06/82;
- 21 mars 2023 - Réparation de la boîte de vitesse du camion immatriculé YMT-050 attitré au service de la propreté publique - 18.580,53 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-53/84;
- 21 mars 2023 - Diverses écoles et autres bâtiments communaux - Travaux urgents - Tests d'étanchéité et de détection de fuites de gaz sur les installations de gaz naturel sur quelques sites - 32.514,57 € (T.V.A. comprise) - Divers articles au code économique 125-06/85;
- 21 mars 2023 - Marché stock de divers travaux de maintenance sur différents sites communaux pour une période d'un an (et reconductible trois fois pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard) - Dépense envisagée sur quatre ans de 168.190 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 à 2026 - Divers articles au code économique 125-06;

- 21 mars 2023 - Centrale de marchés INTERFIN (Utilisation performante et rationnelle de l'énergie) - Approbation de la fiche projet (honoraires bureau d'étude) établie par Sibelga pour la rénovation de l'installation de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire et l'installation d'une ventilation double flux dans les vestiaires sur le site du complexe sportif Neerstalle - 47.435,14 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Institut communal d'enseignement professionnel des Polders - Divers travaux d'efficacité énergétique (INTERFIN/SIBELGA) - Approbation de la dépense relative aux travaux supplémentaires imprévus (création d'une liaison électrique par la réalisation d'une tranchée équipée de deux fourreaux pour le tirage d'un câble UTP et de câbles électriques de puissance suffisante) - 11.298,66 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Médiathèque - Achat de matériel pour la réparation de médias - Approbation de la dépense supplémentaire de 337,6 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Achat de deux vélos tout terrain électriques - 5.000 € (T.V.A. comprise) - Article 300/743-51/97 - Subsidies;
- 21 mars 2023 - Informatisation des services - Achat de matériel et Logiciel via la convention de mandat avec le CIRB - 85.417,73 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 28 mars 2023 - Propriétés communales - Réalisation d'un socle pour le buste du baron Janssen pour le centenaire du parc de Wolvendael - 9.177,32 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87;
- 28 mars 2023 - Crèche du Chat - Raccordement et installation de compteurs gaz et électricité - Réalisation des travaux par Sibelga, gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité - Frais d'étude (hors T.V.A.) de 2.982 € (gaz) et 1.069 € (électricité) - Article 137/722-60/96 - Emprunt.
- 28 mars 2023 - Ecole Longchamp - Rénovation de la toiture des sanitaires maternelles et d'une classe niveau +1 - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.137,60 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Ecole des Eglantiers - Désolidarisation de la conciergerie - Approbation de la dépense supplémentaire de 4.802,65 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Salle 1180 - Rénovation de la cuisine, de la réserve cuisine et de la cafétéria - 61.319,17 € (T.V.A. comprise) - Article 76302/724-60/85;
- 28 mars 2023 - Mission d'assistance d'un cabinet de design en vue de la conception de mobilier urbain d'extérieur - 19.239 € (T.V.A. comprise) - Article 766/122-02/83;
- 28 mars 2023 - Travaux d'aménagement d'une aire de jeux sèche, d'une aire de jeux aquatique et de deux terrains de pétanque au carrefour Guignol - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.367,60 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Réaménagement de la zone de vaisselle de l'école du Val Fleuri - 26.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/744-51/40;
- 28 mars 2023 - Petits matériels scolaires pour les écoles communales 2023 - 138.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 et 75102/124-02/40;
- 28 mars 2023 - Informatisation des services - Achat d'un serveur de backup redondant - 36.295,16 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 4 avril 2023 - Réaménagement du trottoir du 160 de la rue de Stalle - 43.613,09 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 4 avril 2023 - Ecole de Verrewinkel - Salle de gymnastique - Mise en place d'un revêtement de sol souple - 46.057 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 4 avril 2023 - Marché de services pour l'entretien, le dépannage et la

télésurveillance des installations d'alarmes incendie et intrusion dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er mai 2023 au 30 avril 2025 (reconductible 2 x 1 an) - 169.400 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 - 2024 - 2025 - 2026 et 2027 - Divers articles relevant du code économique 125-06/85;

- 4 avril 2023 - Restauration du chemin du Crabbegat - Approbation de la dépense supplémentaire de 113.451,54 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 4 avril 2023 - Achat de matériel et d'équipement de musique - 9.300 € (T.V.A. comprise) - Article 734/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 4 avril 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (espaces à aménager sur base d'un concept) - Approbation de l'avenant 7 et du marché subséquent relatif à la commande 7 - 1.258,13 € (T.V.A. comprise) - Article 137/124-06/58;
- 4 avril 2023 - Supervision institutionnelle et clinique des crèches communales d'Uccle - 92.000 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 à 2027 - Article 84401/122-03/90;
- 11 avril 2023 - Asphaltage de l'avenue Hamoir - 182.266,47 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 11 avril 2023 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation de la dépense supplémentaire de 574,75 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96 - Emprunt;
- 11 avril 2023 - Mobilier pour les écoles communales et les crèches 2023 - 60.700 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 734/741-51/40 et 84401/741-51/58;
- 11 avril 2023 - Matériel et équipement de gymnastique 2023 - 12.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40, 75101/744-98/40 et 75102/744-98/40;
- 18 avril 2023 - Propriétés communales - Pavillon Louis XV - Requalification des abords immédiats - Approbation de la réactualisation du montant des travaux à hauteur de 280.830,15 € (T.V.A. comprise) et des honoraires du bureau d'architecture - 14.771,70 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 14 februari 2023 - Dienst traiteur 2023 -2024 - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Verschillende artikels met economische code .../123-16/... en .../123-48/...;
- 7 maart 2023 - Franstalige bibliotheken en mediatheek - Aankoop van een buttonmaker in het kader van de animaties Festivaleke, Festival de Littérature jeunesse d'Uccle - 474,32 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70;
- 21 maart 2023 - Aankoop van rekken voor het signalisatielokaal - 12.527,03 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Reservefonds;
- 21 maart 2023 - Onderhoud van de hydranten van het drinkwaternet door Vivaqua - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.301,43 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/124-06/82;
- 21 maart 2023 - Herstelling van de versnellingsbak van de vrachtwagen met nummerplaat YMT-050 van de Dienst openbare reinheid - 18.580,53 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/745-53/84;
- 21 maart 2023 - Verschillende scholen en andere gemeentegebouwen - Dringende

werken - Testen op waterdichtheid en gaslekken van de gasinstallaties op een aantal sites - 32.514,57 € (B.T.W. inbegrepen) - Verschillende artikels met economische code 125-06/85;

- 21 maart 2023 - Marktvorraad voor diverse onderhoudswerken op verschillende gemeentelijke sites voor 1 jaar (en driemaal verlengbaar voor een bijkomend jaar, hetzij tot ten laatste 31 december 2026) - Voorziene uitgave over vier jaar van 168.190 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 tot 2026 - Verschillende artikels met economische code 125-06;

- 21 maart 2023 - Opdrachtcentrale INTERFIN (performant en rationeel energiegebruik) - Goedkeuring van de projectfiche (honoraria studie bureau) opgesteld door Sibelga voor de renovatie van de verwarmings- en warmwaterinstallatie en installatie van ventilatie met dubbele stroming in de kleedkamers op de site van het sportcomplex Neerstalle - 47.435,14 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Institut communal d'enseignement professionnel des Polders - Diverse energie-efficiëntiewerken (INTERFIN/SIBELGA) - Goedkeuring van de uitgave voor de onvoorziene bijkomende werken (het creëren van een elektrische verbinding door de bouw van een geul) - 11.298,66 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Mediatheek - Aankoop van herstellingsmateriaal voor media - Engagement Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 337,6 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Aankoop van twee elektrische mountainbikes - 5.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 300/743-51/97 - Subsidies;

- 21 maart 2023 - Informatisering van de diensten - Aankoop van materiaal en software via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 85.417,73 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;

- 28 maart 2023 - Gemeente-eigendommen - Bouwen van een sokkel voor de buste van baron Janssen in het kader van het eeuwfeest van het Wolvendaelpark - 9.177,32 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87;

- 28 maart 2023 - Kinderdagverblijf van de Kat - Aansluiting en installatie van gas- en elektriciteitsmeters - Uitvoering van de werken door Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet - Studiekosten (exclusief B.T.W.) van 2.982 € (gas) en 1.069 € (elektriciteit) - Artikel 137/722-60/96 - Lening.

- 28 maart 2023 - School Longchamp - Renovatie van het dak van de sanitaire voorzieningen van de kleuterafdeling en van een klas op niveau +1 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.137,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;

- 28 maart 2023 - School Eglantiers - Ontkoppeling van de conciërgewoning - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 4.802,65 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 28 maart 2023 - Zaal 1180 - Renovatie van de keuken, de bijkeuken en van de cafetaria - 61.319,17 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76302/724-60/85;

- 28 maart 2023 - Ondersteunende opdracht van een designbureau met het oog op het ontwerpen van straatmeubilair - 19.239 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/122-02/83;

- 28 maart 2023 - Aanleg van een droge speeltuin, een waterspeeltuin en van twee petanquebanen aan het kruispunt "Guignol" - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.367,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 28 maart 2023 - Herinrichting van de afwaszone van de school Val Fleuri - 26.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-51/40;

- 28 maart 2023 - Klein schoolmateriaal voor de gemeentescholen - 138.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 en 75102/124-02/40;

- 28 maart 2023 - Informatisering van de diensten - Aankoop van een ontdubbelde backup-server - 36.295,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;
- 4 april 2023 - Heraanleg van het voetpad ter hoogte van de Stallestraat, 160 - 43.613,09 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 4 april 2023 - School Verrewinkel - Turnzaal - Aanbrengen van een soepele vloerbedekking - 46.057 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 4 april 2023 - Dienstenopdracht voor het onderhoud en herstellen van alarmsystemen voor bewaking op afstand in verschillende gemeentebouwen voor de periode van 1 mei 2023 tot 30 april 2025 (verlengbaar 2 x 1 jaar) - 169.400 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 - 2024 - 2025 - 2026 en 2027 - Verschillende artikels met economische code 125-06/85;
- 4 april 2023 - Restauratie van de Crabbegatweg - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 113.451,54 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 4 april 2023 - Aankoop muziek materiaal en -uitrusting - 9.300 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/744-98/40 - Reservefonds;
- 4 april 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 2 (in te richten ruimtes op basis van een concept) - Goedkeuring van het bijvoegsel 7 en van de nakomende opdracht m.b.t. de bestelling 7 - 1.258,13 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/124-06/58;
- 4 april 2023 - Institutionele en klinische begeleiding van de gemeentelijke kinderdagverblijven van Ukkel - 92.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 tot 2027 - Artikel 84401/122-03/90;
- 11 april 2023 - Asfaltering van de Hamoiriaan - 182.266,47 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 11 april 2023 - Operationeel Centrum Stalle - Oprichting van een nieuw gebouw - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 574,75 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96 - Lening;
- 11 april 2023 - Meubilair voor de gemeentelijke scholen en kinderdagverblijven 2023 - 60.700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 734/741-51/40 en 84401/741-51/58;
- 11 april 2023 - Turnmateriaal en -uitrusting 2023 - 12.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-98/40, 75101/744-98/40 en 75102/744-98/4;
- 18 april 2023 - Gemeente-eigendommen - Paviljoen Louis XV - Herkwalificatie van de directe omgeving - Goedkeuring van de actualisatie van het bedrag voor de werken naar 280.830,15 € (B.T.W. inbegrepen) en van de honoraria van het architectenbureau - 14.771,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87.

De Raad neemt kennis.

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

27.04.2023/A/0014 **Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie communale.- Modification de l'estimation.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41;
Considérant le cahier des charges n°2022-046 relatif au marché Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie communale pour les années 2023 à 2028 établi par la Centrale de marchés;
Considérant que les conditions de ce marché ont été approuvées par l'Assemblée en séance du 24 novembre 2022 et du 26 janvier 2023;
Vu que le montant de l'offre de 276.447,01 € dépasse le montant de l'estimation (217.800 €) de 58.647,01 € en raison du fait que les renseignements obtenus lors de la consultation informelle de certains opérateurs économiques n'ont pas tenu compte de tous les paramètres du marché lors de l'établissement de l'estimation du marché;
Considérant que le montant de l'estimation doit donc être revu à 276.447,01 €;
Sur proposition du collège des Bourgmestre et échevins,
Décide d'approuver la nouvelle estimation du marché de 276.447,01 €, 21 % T.V.A.C.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de gemeentelijke drukkerij.- Wijziging van de raming.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41;
Gelet op bestek nr. 2022-046 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de gemeentelijke drukkerij voor het jaar 2023 tot 2028, opgesteld door de Opdrachtcentrale;
Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht door de vergadering goedgekeurd werden in zitting van 24 november 2022 en 26 januari 2023;
Aangezien het bedrag van de offerte van € 276.447,01 het bedrag van de raming (€ 217.800) met € 58.647,01 overschrijdt doordat de inlichtingen die verkregen werden bij de informele raadpleging van sommige aannemers geen rekening hielden met alle parameters van de opdracht bij de opmaak van de raming van de opdracht;
Aangezien we slechts een offerte ontvangen hebben, die volledig en regelmatig is;
Overwegende dat het bedrag van de raming dus herzien moet worden naar € 276.447,01;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist de nieuwe raming van de opdracht van € 276.447,01 incl. 21 % btw goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

27.04.2023/A/0015 **Espace Public Numérique (EPN) - Adoption d'un règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 13 octobre 2020 de pérenniser l'Espace Public Numérique (EPN) d'Uccle, chaussée d'Alseberg, 1011, par sa reprise en gestion communale afin de développer sa politique d'inclusion numérique, projet initial de la maison de l'emploi inauguré en décembre 2018 subsidié par ACTIRIS pour la période 2018-2021;

Vu la nécessité d'adopter un nouveau règlement d'ordre intérieur de l'EPN,

Décide d'adopter le règlement d'ordre intérieur de l'EPN d'Uccle, chaussée d'Alseberg, 1011.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Openbare computerruimte (OCR) - Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

De Raad,

Gelet op de beslissing van het College van 13 oktober 2020 om de Openbare Computerruimte (OCR) van Ukkel, Alsebergsesteenweg 1011, permanent te maken door deze onder gemeentelijk beheer te plaatsen met het oog op de ontwikkeling van zijn beleid van digitale inclusie, oorspronkelijk project van het Jobhuis, in december 2018 ingehuldigd, door ACTIRIS gesubsidieerd voor de periode 2018-2021;

Gelet op de noodzaak om een nieuw huishoudelijk reglement voor de OCR goed te keuren,

Beslist het huishoudelijk reglement van de OCR van Ukkel, Alsebergsesteenweg 1011, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

EPN ROI (Nederlands).docx, EPN ROI.docx

27.04.2023/A/0016 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Compte 2022.**

Le Conseil,

Attendu que le l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Vu que l'A.S.B.L. présente son rapport d'activité et son compte 2022 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 27 mars 2023,

Prend acte du compte 2022 de l'A.S.B.L. Animation prévention Socio-Culturelle.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Rekening 2022.

De Raad,

Aangezien dat de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;
Gezien dat de V.Z.W. zijn activiteitsverslag en de rekening voor 2022, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 23 maart 2023, voorstelt;
Neemt kennis van de rekening 2022 van de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport d'activités 2022 .pdf, bilan 2022 animation asbl.pdf

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

27.04.2023/A/0017 **Approbation de la Convention relative à la coordination locale de cohésion sociale, du ROI de la Concertation locale et du Pacte local 2024-2028 de Cohésion sociale.**

Le Conseil,

Considérant la décision du Collège du 26/10/2021 d'organiser la mise en place du contrat communal de cohésion sociale conformément au décret de la COCOF relatif à la cohésion sociale du 30 novembre 2018;

Attendu que la commune d'Uccle a mis en place une coordination locale de cohésion sociale;

Attendu qu'une Convention relative à la coordination locale doit être conclue entre le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune d'Uccle et le Collège de la Commission communautaire française;

Attendu qu'une Concertation locale est créée dans chaque commune éligible et qu'elle réunit tous les acteurs de la cohésion sociale présents sur son territoire conformément au Décret de la COCOF;

Attendu que la coordination locale de cohésion sociale du Service Action Sociale a dans ce cadre notamment pour mission la mise en place de la Concertation locale de cohésion sociale de la commune d'Uccle;

Attendu que la coordination locale de cohésion sociale a élaboré un diagnostic local de cohésion sociale en 2022;

Considérant que la première Concertation locale de cohésion sociale de la commune d'Uccle de l'année 2023 a eu lieu le 24 mars 2023;

Attendu que la Concertation locale du 24 mars 2023 a adopté son Règlement d'Ordre Intérieur, joint en annexe, à la majorité absolue;

Attendu que le Pacte local pour le renforcement de la cohésion sociale de la commune d'Uccle 2024-2028, joint en annexe, vise à définir les objectifs communs entre le Collège de la COCOF et la commune en matière de renforcement de la cohésion sociale à Uccle;

Considérant que le Pacte local a été soumis pour avis à la Concertation locale du 24 mars 2023;

Considérant que la Concertation locale peut remettre des avis d'initiative sur des sujets touchant de près ou de loin à la cohésion sociale. Ces avis sont adressés, à tout le moins, à la commune et au Collège de la COCOF;

Considérant que, sur base du diagnostic local, les membres de la Concertation locale de la commune d'Uccle ont validé en date du 24 mars 2023 dans le cadre du Pacte local cinq orientations spécifiques locales,

Décide :

1. d'approuver la Convention relative à la coordination locale entre le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune d'Uccle et le Collège de la Commission communautaire française ;
2. d'approuver le ROI de la Concertation locale de la commune d'Uccle ;
3. d'approuver le Pacte local pour le renforcement de la cohésion sociale de la commune d'Uccle ;
4. d'émettre un avis favorable sur les cinq orientations spécifiques locales votées par les membres de la Concertation locale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie van sociale samenhang, van het huishoudelijk reglement van het Lokaal overleg en van het Lokaal pact voor sociale samenhang 2024-2028.

De Raad,

Overwegende de beslissing van het college van 26/10/2021 om de invoering van het gemeentelijk contract van sociale samenhang te organiseren overeenkomstig het decreet van de COCOF met betrekking tot de sociale samenhang van 30 november 2018;

Aangezien de gemeente Ukkel een lokale coördinatie van sociale samenhang ingevoerd heeft;

Aangezien er een overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie gesloten moet worden tussen het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel en het college van de Franse Gemeenschapscommissie;

Aangezien er een Lokaal overleg gecreëerd werd in elke gemeente die in aanmerking komt en het alle actoren van sociale samenhang op het grondgebied verenigt overeenkomstig het decreet van de COCOF;

Aangezien de lokale coördinatie van sociale samenhang van de dienst Sociale Actie in dit kader onder andere de invoering van het Lokaal overleg van sociale samenhang van de gemeente Ukkel als opdracht heeft;

Aangezien de lokale coördinatie van sociale samenhang in 2022 een lokale diagnose van sociale samenhang opgesteld heeft;

Overwegende dat het eerste Lokaal overleg van sociale samenhang van de gemeente Ukkel van 2023 plaatsvond op 24 maart 2023;

Aangezien het Lokaal overleg van 24 maart 2023 zijn huishoudelijk reglement, in de bijlage, bij absolute meerderheid goedgekeurd heeft;

Aangezien het Lokaal pact voor de versterking van de sociale samenhang van de gemeente Ukkel 2024-2028, in de bijlage, ertoe strekt de gemeenschappelijke doelstellingen van het college van de COCOF en de gemeente inzake versterking van de sociale samenhang in Ukkel te definiëren;

Overwegende dat het Lokaal pact voor advies voorgelegd werd aan het Lokaal overleg van 24 maart 2023;

Overwegende dat het Lokaal overleg op zijn initiatief adviezen kan formuleren over onderwerpen die op een of andere manier te maken hebben met de sociale samenhang. Deze adviezen worden op zijn minst gericht aan de gemeente en aan het college van de COCOF;

Overwegende dat de leden van het Lokaal overleg van de gemeente Ukkel op 24 maart 2023, op basis van de lokale diagnose, vijf specifieke lokale oriëntaties goedgekeurd hebben in het kader van het Lokaal pact,

Beslist :

1. de overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie tussen het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel en het college van de Franse Gemeenschapscommissie goed te keuren;
2. het huishoudelijk reglement van het Lokaal overleg van de gemeente Ukkel goed te keuren;
3. het Lokaal pact voor de versterking van de sociale samenhang van de gemeente Ukkel goed te keuren;
4. een gunstig advies te verlenen aan de vijf specifieke lokale oriëntaties die door de leden van het Lokaal overleg gestemd werden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Arrêté d'exécution 20.06.2019.pdf, Diagnostic local.pdf, Pacte local de cohésion sociale 2024-2028.pdf, Convention de la coordination locale d'Uccle.pdf, ROI Concertation Locale de cohésion sociale commune Uccle.pdf, 1-Decret Cohésion 30.11.2018.pdf

27.04.2023/A/0018 **Aide au déplacement pour la vaccination Covid 19 - Abrogation du règlement.**

Le Conseil,

Considérant le règlement chèques-taxi d'aide au déplacement pour la vaccination Covid-19 approuvé par le Conseil communal en date du 16 mars 2021;

Considérant que le besoin urgent de faciliter le déplacement des personnes âgées et précarisées vers les centres de vaccination n'est plus nécessaire, vu l'évolution de la pandémie,

Décide d'abroger le règlement approuvé en séance du Conseil communal du 16 mars 2021, octroyant des chèques-taxi pour l'aide au déplacement pour la vaccination Covid-19.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Hulp bij de verplaatsing voor de vaccinatie Covid 19 - Opheffing van het reglement.

De Raad,

Gelet op het reglement inzake taxicheques voor reisbijstand voor COVID-19 vaccinaties, goedgekeurd door de gemeenteraad op 16 maart 2021;

Overwegende dat de dringende noodzaak om het reizen van ouderen en precaire personen naar vaccinatiecentra te vergemakkelijken niet langer noodzakelijk is, gezien de evolutie van de pandemie,

Beslist het reglement inzake taxicheques voor reisbijstand voor COVID-19 vaccinaties, goedgekeurd door de gemeenteraad op 16 maart 2021, op te heffen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement ch-taxis vaccination COVID 19 nl.docx, Règlement ch-taxis vaccination

Prévention - Preventie

27.04.2023/A/0019 **Service Prévention.- Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme.**

Le Conseil,

Vu le Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'appel aux Plans Locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) 2022-2024 du 21 mars 2022;

Vu l'activité 1 « Présence des agents de prévention au sein de l'espace public »;

Vu l'approbation de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme du 1er mai 2022 au 1er mai 2023 approuvé par le Conseil communal du 19 mai 2022;

Considérant que depuis l'occupation de l'Antenne de prévention de proximité, le Service Prévention a augmenté sa visibilité dans le quartier, sa relation avec les partenaires locaux et l'accroche auprès des habitants;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre le travail au sein du quartier;

Considérant qu'au vu du projet du service, Binhôme marque son accord pour renouveler la convention d'occupation du local situé rue Georges Ugueux, 5 à titre gracieux;

Considérant que la commune garde à sa charge les frais liés aux consommations d'eau, gaz et électricité;

Considérant que la commune continue d'assurer sa responsabilité civile en matière d'incendie/dégâts des eaux pour le contenu du local;

Considérant que le renouvellement de la convention porte sur la période du 1 mai 2023 au 31 juillet 2023 pour cause de travaux;

Considérant qu'un autre local sera mis à disposition du service de Prévention et que cette nouvelle mise à disposition fera l'objet d'une prochaine convention;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme en annexe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventiedienst.- Vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme.

De Raad,

Gelet op het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de oproep tot de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP) 2022-2024 van 21 maart 2022;

Gelet op activiteit 1 "Aanwezigheid van de preventieambtenaars in de openbare ruimte";

Gelet op de goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme van 1 mei 2022 van 1 mei 2023, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 mei 2022;

Overwegende dat sinds de bezetting van het lokaal preventiesteunpunt de Preventiedienst zijn zichtbaarheid in de wijk, zijn relatie met de lokale partners en de aanhechting met de inwoners verbeterd heeft;

Overwegende dat het werk in de wijk voortgezet moet worden;

Overwegende dat BinHôme in het licht van het project van de dienst zijn goedkeuring verleent om de overeenkomst voor de kosteloze bezetting van het lokaal in de Georges Ugeuxstraat 5 te vernieuwen;

Overwegende dat de gemeente de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit voor haar rekening blijft nemen;

Overwegende dat de gemeente haar burgerlijke aansprakelijkheid inzake brand/waterschade voor de inhoud van het lokaal blijft verzekeren;

Overwegende dat de vernieuwing van de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 mei 2023 tot 31 juli 2023 wegens werken;

Overwegende dat een ander lokaal ter beschikking van de Preventiedienst gesteld zal worden en dat deze nieuwe terbeschikkingstelling het voorwerp zal uitmaken van een volgende overeenkomst;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

*Convention+d'occupation+UGEUX+5-+Service+de+prevention+Uccle_V2.docx
(1).docx*

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

27.04.2023/A/0020 **Approbation de la Convention de soutien financier à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.- Année 2023.**

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle, ce dernier s'étant aggravé du fait des mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de Covid-19;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Constatant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022, ci-annexé, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention;

Considérant dès lors l'opportunité de reconduire en 2023 la convention de collaboration,

Décide d'approuver :

- la reconduction de la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en 2023;
- l'octroi d'un subside de 7.000 € à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Goedkeuring van de Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.- Jaar 2023.

De Raad,

Overwegende de langere levensverwachting en het isolement van heel wat ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel, dit laatste is nog erger gemaakt door de gezondheidsmaatregelen in de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Vaststellende het belang van het menselijk contact naast de andere praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) in het thuisbehoud van een oudere;

Overwegende het belang om sociale banden tussen generaties te smeden en de band binnen de wijken te versterken;

Vaststellende de relevantie en het nut van de acties van de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en een kwalitatief thuisbehoud van ouderen;

Gelet op het activiteitenverslag ingediend door de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous krachtens de bijgevoegde overeenkomst, goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022, waarin de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous aantoonde grote inspanningen geleverd te hebben om de doelstellingen van deze overeenkomst te bereiken, rekening houdend met de moeilijkheden door de pandemie;

Gelet op de mogelijkheid de samenwerkingsovereenkomst te verlengen in 2023,

Beslist :

- de samenwerking voort te zetten en de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous goed te keuren in 2023;
- de toekenning van een subsidie van 7.000 € goed te keuren voor de V.Z.W. Bras Dessus Bras Dessous.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention BDBD 2023.docx, RF 22UCCLE - Extraction Winbooks 2 02 23.pdf,

Uccle - Rapport d'activites BdDd 2022.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Crèches - Kinderdagverblijven

27.04.2023/A/0021 **Service Crèches.- Travaux d'agrandissement.- Fermeture de la crèche des grands du Homborch et de la Halte-accueil de Saint-Job et aménagement temporaire de**

la crèche de Saint-Job et de la Halte-accueil de Saint-Job.

Le Conseil,

Attendu que la crèche des grands du Homborch va faire l'objet de travaux d'extension et de rénovation;

Que ces travaux sont programmés pour débiter au mois d'octobre 2023;

Que ces travaux imposent de fermer la structure de la crèche des grands du Homborch (18 enfants TP) pour une durée de 24 mois à 30 mois;

Que nous sommes tenus d'organiser un accueil des enfants initialement inscrits à la crèche des grands du Homborch durant les travaux;

Que la crèche de Saint-Job dispose des capacités d'accueil pour 9 enfants de la crèche des grands du Homborch pendant cette période;

Que cet accueil est conditionné par la fermeture temporaire de la Halte-Accueil de Saint-Job (non subsidiée), afin d'y accueillir 9 autres enfants de la crèche des grands du Homborch;

Que cet accueil est conditionné par un petit aménagement du local de psychomotricité de la crèche de Saint-Job, à savoir le placement d'une fenêtre dans la cloison qui sépare l'infirmerie actuelle et la salle de psychomotricité, afin que le personnel puisse avoir un regard sur leur section lorsqu'il change un enfant;

Que ces travaux pourraient être facilement réalisés par les ouvriers communaux;

Qu'après une visite des lieux, le coordinateur régional de l'ONE a donné un avis préalable favorable à l'avant-projet de transfert et d'accueil à la crèche des grands du Homborch;

Que l'ONE doit être informé du projet d'aménagement définitif afin de valider officiellement le projet d'accueil des enfants à la crèche des grands du Homborch;

Qu'un déménagement du mobilier de la crèche des grands du Homborch doit être planifié;

Que les directrices des crèches et le personnel doivent être informés officiellement de l'organisation décidée par l'Assemblée;

Que les parents concernés doivent également être informés dès maintenant du transfert et de la possibilité d'avoir une place à la prochaine rentrée, en fonction du transfert éventuel des locaux,

Prend acte de la décision du Collège échevinal du 11 avril 2023 :

- d'autoriser la fermeture temporaire de la halte-accueil de Saint-Job, durant les travaux de la crèche des grands du Homborch;
- d'autoriser le gel des 10 places d'accueil non subventionnées durant les travaux;
- l'accueil des enfants de la crèche des grands du Homborch à la crèche de Saint-Job (9 enfants) et à la halte-accueil de Saint-Job (9 enfants), le temps de fermeture de la crèche des grands du Homborch dans le cadre des travaux d'extension et de rénovation;
- d'informer l'ONE de cette décision et de demander un accord officiel quant à cette organisation;
- de faire procéder aux aménagements obligatoires à la crèche de Saint-Job, à savoir le placement d'une vitre dans la paroi séparant l'actuelle infirmerie et la salle de psychomotricité;
- d'autoriser la planification du déménagement;
- d'informer les directrices des crèches et le personnel concerné;
- d'informer les parents des enfants concernés du dispositif mis en place.

Le Conseil prend acte.

Dienst Kinderdagverblijven.- Uitbreidingswerkzaamheden.- Sluiting van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen en de tijdelijke opvang Sint-Job en tijdelijke inrichting van het kinderdagverblijf Sint-Job en de

tijdelijke opvang Sint-Job.

De Raad,

Aangezien het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen uitgebreid en gerenoveerd zal worden;

Aangezien deze werken zullen starten begin oktober 2023;

Aangezien het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen (18 kinderen VT) mogelijks gedurende 24 tot 30 maanden gesloten zal zijn door deze werken;

Aangezien er tijdens de werken opvang voorzien moet worden voor de kinderen die oorspronkelijk ingeschreven waren in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien het kinderdagverblijf Sint-Job 9 kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen kan opvangen tijdens deze periode;

Aangezien deze opvang mogelijk wordt door de tijdelijke sluiting van de tijdelijke opvang Sint-Job (niet-gesubsidieerd om er 9 andere kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen op te vangen);

Aangezien deze opvang mogelijk wordt door een kleine inrichting van het lokaal voor psychomotoriek van het kinderdagverblijf Sint-Job, namelijk de plaatsing van een raam in de scheidingswand tussen de huidige EHBO-post en het lokaal voor psychomotoriek zodat het personeel zicht heeft op hun afdeling wanneer zij een kind verschonen;

Aangezien dit werk gemakkelijk door de gemeentearbeiders uitgevoerd kan worden;

Aangezien de gewestelijke coördinator van de ONE, na een bezoek ter plaatse, een voorafgaand gunstig advies heeft gegeven aan het voorontwerp van de transfer en de opvang in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien de ONE geïnformeerd moet worden over het definitieve inrichtingsproject met het oog op de officiële validatie van het opvangproject van de kinderen in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien de verhuizing van het meubilair van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen gepland moet worden;

Aangezien de directrices van de kinderdagverblijven en het personeel officieel geïnformeerd moeten worden over de organisatie, beslist door de vergadering;

Aangezien de betrokken ouders eveneens vanaf nu geïnformeerd moeten worden van de transfer en de mogelijkheid van een plaats in het volgende schooljaar, afhankelijk van de eventuele overdracht van de lokalen,

Neemt akte van de beslissing van het college van 11 april 2023 om :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke sluiting van de tijdelijke opvang Sint-Job gedurende de werken van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

- de bevestiging van de 10 niet-gesubsidieerde kinderopvangplaatsen tijdens de werken toe te staan;

- de opvang van de kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen in het kinderdagverblijf Sint-Job (9 kinderen) en in de tijdelijke opvang Sint-Job (9 kinderen), terwijl het kinderdagverblijf Homborch gesloten is voor de uitbreidings- en renovatiewerkzaamheden;

- de ONE in te lichten over deze beslissing en een officieel akkoord te vragen inzake deze organisatie;

- te zorgen voor de verplichte inrichtingen in het kinderdagverblijf Sint-Job, namelijk de plaatsing van een raam in de scheidingswand tussen de huidige EHBO-post en het lokaal voor psychomotoriek;

- de planning van de verhuizing toe te laten;

- de directrices van de kinderdagverblijven en het betrokken personeel te informeren;

- de ouders van de betrokken kinderen te informeren over de voorziene maatregel.

27.04.2023/A/0022 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Service des Crèches.- Plan cigogne 3.- Nouveaux dossiers de demandes de subsides.**

Le Conseil,

Considérant le décret du gouvernement de la Communauté française portant sur la réforme des milieux d'accueil du 21 février 2019;

Vu que cette réforme prévoit e.a. que tous les milieux d'accueil deviennent des "crèches";

Vu l'obligation d'alignement des préguardiennats et haltes-accueil vers la réglementation des crèches imposée dans le cadre de la réforme MILAC;

Vu qu'en cas de travaux d'agrandissement ou de transformation, il y a désormais lieu de prévoir des places en crèches par multiples de 7;

Vu que les demandes de subsides à l'O.N.E. et à la COCOF doivent se faire uniquement par internet, avant le 31 octobre 2022;

Que ces demandes sont examinées, puis octroyées ou refusées, en fonction de leur date d'arrivée par mail;

Vu que plusieurs projets de travaux de rénovation ou d'extension sont déjà en cours dans les crèches communales et que ceux-ci ont déjà été signifiés à l'O.N.E.;

Vu que pour la crèche du Chat, dans le cadre du Plan Cigogne 2, un accord avait été donné pour une augmentation de 12 places subventionnées suite aux travaux en cours (total = 36 places);

Vu que suite à la nouvelle réforme de l'O.N.E., le service Architecture a eu la possibilité d'adapter les plans avant le début des travaux, afin d'augmenter la capacité de cette crèche de + 6 enfants, pour atteindre le multiple de 7 supérieur, à savoir 42 places;

Vu que ces 6 places supplémentaires peuvent faire l'objet d'une demande de subside dans le cadre du Plan cigogne 3;

Vu que les haltes-accueil sont vouées à disparaître, à la fin de cette grande réforme de l'O.N.E.;

Vu qu'après plusieurs discussions entre l'O.N.E. et l'Echevinat des crèches, il a été conseillé par l'O.N.E. de demander la fermeture définitive de la halte-accueil du Globe (15 places octroyées car halte-accueil et enfants peu présents des journées entières), afin de pouvoir transformer celle-ci en section supplémentaire de la crèche du Globe (grands moyens ou moyens grands);

Vu que la crèche du Globe, qui a actuellement reçu une autorisation pour 92 enfants, pourrait obtenir une autorisation pour subsider 13 places supplémentaires, afin d'avoir le multiple de 7, soit 105 places;

Vu que cette démarche n'entraînera que très peu de travaux d'adaptation (une paroi à enlever et adaptation de l'arrière-cuisine pour plus de confort pour le personnel);

Vu que des travaux sont prévus dans la crèche des grands du Homborch;

Vu qu'un accord a déjà été donné par l'O.N.E. d'augmenter la capacité de la crèche des grands du Homborch au multiple de 7, soit 21 enfants (au lieu de 18 actuellement);

Vu qu'un demande de subside pour les 3 places supplémentaires a été faite auprès de l'O.N.E.,

Décide de prendre acte des demandes de subsides demandés auprès de l'O.N.E., réalisées en étroite collaboration entre l'O.N.E., le service Architecture et le service Crèches.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Dienst Kinderdagverblijven.- Plan Cigogne 3.- Nieuwe subsidieaanvragen.

De Raad,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap betreffende de hervorming van de opvangdiensten van 21 februari 2019;

Overwegende dat deze hervorming o.a. voorziet dat alle opvangdiensten "kinderdagverblijven" worden;

Gelet op de verplichting om de peutersuizen en tijdelijke opvang aan te passen aan de regelgeving voor kinderdagverblijven die in het kader van de MILAC-hervorming wordt opgelegd;

Overwegende dat er in geval van uitbreiding of verbouwing voortaan moet worden voorzien in kinderopvangplaatsen in veelvoud van 7;

Overwegende dat de subsidieaanvragen bij de ONE en de FGC uitsluitend via internet moeten worden ingediend, vóór 31 oktober 2022;

Overwegende dat deze aanvragen worden onderzocht en vervolgens toegekend of geweigerd, naargelang de datum van ontvangst per e-mail;

Overwegende dat in de gemeentelijke kinderdagverblijven reeds verschillende renovatie- of uitbreidingswerken aan de gang zijn en dat deze reeds aan de ONE werden gemeld;

Overwegende dat voor kinderdagverblijf Chat, in het kader van het Plan Cigogne 2, een akkoord werd gegeven voor een verhoging van 12 gesubsidieerde plaatsen ingevolge de lopende werkzaamheden (totaal = 36 plaatsen);

Overwegende dat, ingevolge de nieuwe hervorming van de ONE, de dienst Architectuur de mogelijkheid had om de plannen vóór het begin van de werken aan te passen, om de capaciteit van dit kinderdagverblijf met + 6 kinderen te verhogen, om het maximum van 7 plaatsen te bereiken, namelijk 42 plaatsen;

Overwegende dat deze 6 extra plaatsen het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidieaanvraag in het kader van het Plan Cigogne 3;

Overwegende dat de tijdelijke opvangdiensten na afloop van deze ingrijpende hervorming van de ONE zullen verdwijnen;

Overwegende dat de ONE, na verschillende besprekingen tussen de ONE en de dienst Kinderdagverblijven, ons heeft geadviseerd om de definitieve sluiting van de tijdelijke opvang Globe (15 plaatsen toegekend wegens tijdelijke opvang en kinderen weinig volledige dagen aanwezig) te vragen, om deze opvang te kunnen omvormen tot een extra afdeling van kinderdagverblijf Globe (middelgrote kinderen).

Overwegende dat het kinderdagverblijf Globe, dat momenteel over een vergunning voor 92 kinderen beschikt, een vergunning zou kunnen krijgen om 13 extra plaatsen te subsidiëren, om over een veelvoud van 7, ofwel 105 plaatsen, te beschikken;

Overwegende dat deze aanpak zeer weinig aanpassingswerkzaamheden met zich meebrengt (verwijdering van een wand en aanpassing van de achterkeuken voor meer comfort voor het personeel);

Gelet op de geplande werkzaamheden in kinderdagverblijf Homborch voor oudere kinderen;

Overwegende dat de ONE reeds toestemming heeft gegeven om de capaciteit van kinderdagverblijf Homborch uit te breiden tot een veelvoud van 7, ofwel 21 kinderen (in plaats van de huidige 18);

Overwegende dat een verzoek om subsidie voor de 3 extra plaatsen is ingediend bij de ONE,

Beslist akte te nemen van de bij de ONE ingediende subsidieverzoeken, uitgevoerd in nauwe samenwerking tussen de ONE, de dienst Architectuur en de dienst Kinderdagverblijven.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

27.04.2023/A/0023 **Question écrite de M. De Bock : Meet my arts.**

Pourriez-vous nous indiquer le coût de cet événement apprécié des Ucclois, cette opération menée conjointement avec Linkebeek et Drogenbos ?

Regrettant de voir l'anglais être privilégié pour la promotion de cet événement, qui ne semble plus reprendre les deux langues nationales, pourriez-vous nous indiquer les raisons pour lesquelles le site internet est toujours inaccessible à moins de 3 semaines de l'événement ?

Réponse :

Le coût de l'événement est de 10 690,64 €. Les dépenses sont réparties comme suit :

<u>PA - Meet My Arts 2023</u>	Coût	TVA
Budget 2023		
Production de 150 panneaux immo	2.958,45 €	TVAC
Impression 15 photos (expo Gina)	297,00 €	TVAC
Impression 4500 plans pliés	1.118,04 €	TVAC
Impression 13 forex A1 et A3 présentation	229,90 €	TVAC
Assurances expo collective CCU	400,00 €	TVAC
Assurances Versaen Jardin du chat	252,00 €	TVAC
Assurances MDA - Stéphane Olivier	65,42 €	TVAC
Assurances CCU - Claire Ducène	65,42 €	TVAC
Soirée de lancement - Apéro dinatoire	805,60 €	TVAC
Petit déj remise des prix	212,00 €	HTVA
Bar CCU	266,20 €	TVAC
Concert - CCU soirée d'ouverture	300,00 €	TVAC
Budget 2022		
Graphisme et site internet	3.720,61 €	TVAC
TOTAL	10.690,64 €	

Pour votre bonne information, en 2021 le budget était de 10.900,78 €.

En ce qui concerne le changement de nom, nous pouvons indiquer que cela répond à : une demande des 2 communes partenaires qui ont pour obligation de d'abord communiquer en NL puis en FR ; la volonté de raccourcir l'appellation habituelle « Parcours d'artistes d'Uccle, Linkebeek Drogenbos – Kunstenaarsparcours van Ukkel, Linkebeek, Drogenbos » afin de simplifier la communication et de se démarquer des autres Parcours d'artistes existants dont le plus connu à Saint-Gilles. Par ailleurs, si le

Parcours d'artistes renvoie essentiellement aux visites d'ateliers, le concept Meet my Arts englobe reflète mieux la nature de cet événement culturel incluant: de l'art dans l'espace public, une nocturne, une exposition collective, des coups de cœur, la participation de nombreux lieux culturels et/ou artistiques mais également la participation de lieux (non dédiés à l'art) qui accueillent des artistes ucclois qui souhaitent exposer mais n'ont pas la possibilité de le faire chez eux, etc.

Concernant le site internet : nous prévoyons une mise en ligne le 31 mars au plus tard, soit 15 jours avant le 1^{er} we de l'événement. Habituellement le service réalise un catalogue imprimé. Celui-ci est généralement distribué 15 jours avant l'événement (dans le meilleur des cas). Cette année, en plus du plan plié qui sera bien distribué 15 jours avant l'événement, nous avons un site internet en plus, ce qui réjouit les artistes qui auront enfin une page dédiée (comprenant un texte de présentation de leur travail, plusieurs photos, des liens directs vers leurs site, page ou autre compte Instagram/FB, etc), ce qui permet une bien meilleure mise en avant des artistes. Par ailleurs 350 participent à cette édition ce qui est formidable mais le traitement des données est forcément deux fois plus long. Afin de limiter les coûts du site, nous avons opté pour un CMS qui nécessite un encodage par le service directement (c'est moins onéreux mais cela prend du temps évidemment. Enfin, tout le site était à construire (ce sera évidemment beaucoup plus rapide dans 2 ans, puisqu'il ne s'agira « plus que d'encoder les inscrits »). En attendant la mise en ligne, la page de garde indique la programmation générale (dates et heures d'ouverture des ateliers, soirée de lancement, nocturne, infos sur l'expo collective, al clôture, etc). <http://www.meetmyarts.be/fr/>

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : Meet my arts.

Kunt u ons zeggen wat de kosten zijn van dit evenement dat zo populair is bij de Ukkelaars en dat samen met Linkebeek en Drogenbos wordt georganiseerd ?

Ik betreur dat het Engels de voorkeurtaal is voor het promoten van dit evenement, dat niet langer de twee nationale talen lijkt te omvatten. Kunt u ons zeggen waarom de website minder dan 3 weken voor het evenement nog steeds niet toegankelijk is ?

Antwoord :

De kosten van het evenement bedragen € 10.690,64. De uitgaven zijn als volgt verdeeld: PA - Meet My Arts 2023	Kost	Btw
Budget 2023		
Productie van 150 immoborden	€ 2.958,45	Incl. btw
Afdrukken van 15 foto's (expo Gina)	€ 297,00	Incl. btw
Afdrukken van 4500 gevouwen plannen	€ 1.118,04	Incl. btw
Afdrukken van 13 forex A1 en A3 presentatie	€ 229,90	Incl. btw
Verzekeringen collectieve expo CCU	€ 400,00	Incl. btw
Verzekeringen Versaen Kattuin	€ 252,00	Incl. btw
Verzekeringen MDA - Stéphane Olivier	€ 65,42	Incl. btw
Verzekeringen CCU - Claire Ducène	€ 65,42	Incl. btw
Startavond - Aperitiefdiner	€ 805,60	Incl. btw
Ontbijt prijsuitreiking	€ 212,00	Excl. btw
Bar CCU	€ 266,20	Incl. btw

Concert - CCU openingsavond	€ 300,00	Incl. btw
Budget 2022		
Graphics en website	€ 3.720,61	Incl. btw
TOTAAL	€ 10.690,64	

Ter informatie : het budget voor 2021 bedroeg € 10.900,78.

Wat de naamswijziging betreft, kunnen we opmerken dat deze het gevolg is van: een verzoek van de 2 partnergemeentes die verplicht zijn om eerst in het NL en vervolgens in het FR te communiceren; de wens om de gebruikelijke naam "Parcours d'artistes d'Ukkel, Linkebeek Drogenbos - Kunstenaarsparcours van Ukkel, Linkebeek, Drogenbos" in te korten om de communicatie te vereenvoudigen en zich te onderscheiden van de andere bestaande Parcours d'artistes, waaronder het bekendste in Sint-Gillis. Bovendien, terwijl het 'Parcours d'artistes' voornamelijk verwijst naar atelierbezoeken, geeft het concept 'Meet my Arts' beter de aard weer van dit culturele evenement, dat het volgende omvat: kunst in de openbare ruimte, een nocturne, een collectieve tentoonstelling, de favorieten, de deelname van talrijke culturele en/of artistieke locaties maar ook de deelname van locaties (niet gewijd aan kunst) die kunstenaars uit Ukkel verwelkomen die willen exposeren maar niet de mogelijkheid hebben om dit thuis te doen enz.

Wat de website betreft, zijn we van plan deze ten laatste op 31 maart online te zetten, ofwel 15 dagen voor het eerste weekend van het evenement. De dienst maakt meestal een gedrukte catalogus. Deze wordt meestal 15 dagen voor het evenement verspreid (in het beste geval). Dit jaar hebben we naast het gevouwen plan, die 15 dagen voor het evenement wordt verspreid, een extra website, wat geweldig nieuws is voor de kunstenaars, die eindelijk een speciale pagina krijgen (met een tekst waarin hun werk wordt gepresenteerd, verschillende foto's, directe links naar hun website, pagina of ander Instagram/FB-account, enz. Bovendien doen er 350 kunstenaars mee aan deze editie, wat geweldig is, maar het verwerken van de gegevens zal zeker twee keer zo lang duren.

Om de kosten van de site te beperken kozen we voor een CMS waarbij de codering direct door de dienst moet worden uitgevoerd (dat is goedkoper maar kost natuurlijk tijd). Tot slot moest de hele site gebouwd worden (dit zal over 2 jaar natuurlijk veel sneller gaan omdat dan enkel de deelnemers toegevoegd moeten worden). Terwijl we wachten tot de site live gaat, geeft de voorpagina details over het algemene programma (data en openingstijden van de ateliers, startavond, nocturne, info over de collectieve tentoonstelling, slotceremonie etc.). <http://www.meetmyarts.be/nl/>.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE de M. De Bock sur Meet my arts.pdf

27.04.2023/A/0024 **Question écrite de M. Cools : immeuble abandonné rue du Bourdon.**

La maison sise 365, rue du Bourdon est à l'abandon et insalubre depuis plusieurs années et est un véritable chancre urbain.

Le Collège peut-il m'indiquer depuis quand il a constaté cet état et quelles actions il a entreprises pour y remédier?

Réponse :

Cette maison a fait l'objet d'un suivi au niveau du Service des taxes depuis 2009. Il y a eu des procédures de taxation pour les exercices de 2009 à 2018. Le montant total enrôlé de 188.713,27 € a été perçu.

Suite au décès du propriétaire de la maison le 12 septembre 2008, il y a eu un litige entre les héritiers concernant la succession.

Le 21 mars 2018, des héritiers ont introduit une réclamation à l'encontre des taxes dues auprès du Collège qui a rejeté leur demande par une décision du 25 octobre 2018.

La maison a été vendue le 20 décembre 2019. Depuis, les nouveaux propriétaires du bien ont introduit un permis d'urbanisme qui a été accordé en date du 16 septembre 2021. Les travaux ont démarré suite à la délivrance du permis et ceux-ci sont toujours en cours.

Le contrôleur du Service des taxes a dressé deux constats dans le courant de l'année 2022 (13 avril et 14 octobre) qui attestent de l'exécution des travaux.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : verlaten gebouw op de Horzelstraat.

Het huis aan de Horzelstraat 365 staat er al jaren ongezond bij en is een echte stadskanker. Kan het college mij meedelen hoelang het al op de hoogte is van deze toestand en welke stappen het heeft ondernomen om er iets aan te doen ?

Antwoord :

Dit huis wordt sinds 2009 opgevolgd door de dienst Belastingen. Er zijn belastingprocedures geweest voor de jaren 2009 tot 2018. Het totale ingekohierde bedrag van € 188.713,27 werd geïnd.

Na het overlijden van de eigenaar van het huis op 12 september 2008 was er een geschil tussen de erfgenamen over de nalatenschap.

Op 21 maart 2018 hebben de erfgenamen een bezwaar ingediend tegen de verschuldigde belastingen bij het college dat hun bezwaar op 25 oktober 2018 heeft verworpen.

Het huis werd op 20 december 2019 verkocht. Sindsdien hebben de nieuwe eigenaren van het pand een bouwvergunning ingediend die op 16 september 2021 is verleend. De werken zijn na de verlening van de bouwvergunning begonnen en zijn nog steeds aan de gang.

De controleur van de dienst Belastingen heeft in 2022 twee vaststellingen opgemaakt (13 april en 14 oktober) waaruit de uitvoering van de werken blijken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Question écrite sur le 365 rue du Bourdon.pdf

Les tags et graffitis font hélas partie intégrantes des nuisances visuelles du paysage de Bruxelles. Alors qu'il est légalement possible d'effectuer du « street art » en concertation avec l'autorité communale, nous constatons une forte augmentation des dégradations de biens publics et devantures privées des riverains et commerçants.

Malgré que ces incivilités peuvent être lourdement sanctionnées, c'est sur les riverains que pèse la charge de les faire enlever.

Le Règlement Général de Police en vigueur impose aux riverains de faire disparaître le graffiti, visible de la voie publique, de son bien privé. Cette démarche vise à lutter contre ces actes de vandalisme plus rapidement. La commune propose de mettre à disposition gratuitement des riverains la cellule anti-tags. Il s'agit de deux équipes de deux ouvriers affectées au sein de l'échevinat des Travaux à la lutte contre les tags. Ces équipes procèdent au nettoyage des bâtiments communaux ainsi que de certains ouvrages comme les ponts de chemin de fer.

Permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

- Quel est le bilan du travail effectué par la cellule anti-tags ?
 - • Combien d'interventions de la cellule anti tags au sein de la commune ont déjà eu lieu ?
- Concernant les actes de vandalisme :
 - Comment est organisée la coopération avec la zone de police dans la lutte contre les tags au sein de notre commune ?
 - Combien de plaintes ont été déposées ?
 - Combien de sanctions ont été appliquées ?
 - Quel est le pourcentage de récidivistes ?
 - Quel en est le bilan et la ventilation par actes de vandalisme ?
 - Est-ce que des travaux d'intérêts généraux peuvent être le cas échéant envisagés ?
- La commune organise un partenariat afin de permettre l'« embellissement » des boîtiers électriques. Est-ce possible d'établir une politique de prévention plus élargie et d'envisager d'engager ces artistes pour la décoration par exemples de certains murs d'écoles, crèches, friperies, local scouts, etc ?
- Toujours en terme de prévention, y-a-t-il des murs disponibles dans la commune d'Uccle que nous pourrions déclarer comme « mur d'expression » afin que les artistes puissent se concentrer sur un espace spécifique ?

Réponse :

La cellule anti-tags se compose d'une seule équipe de 2 ouvriers et non de 2 équipes de 2 ouvriers. Elle relève du service Voirie.

Quel est le bilan du travail effectué par la cellule anti-tags ? Combien d'interventions de la cellule anti tags au sein de la commune ont déjà eu lieu ?

Si l'équipe anti-tags intervient parfois sur des bâtiments communaux ou des ponts de chemin de fer, l'essentiel des interventions portent sur biens privés (en 2022, 180 conventions ont été établies entre le service anti-tags et des particuliers). Pour ce qui concerne les ponts de chemin de fer, il arrive que le service ne puisse pas intervenir et que la SNCB s'en charge. La cellule retire des tags sur des façades, des bancs publics, des panneaux de signalisation, des boîtiers, des poubelles publiques, des statues, dans les parcs, sur le mobilier des aires de jeux, etc.

A titre exemplatif, au cours de la semaine du 20.03.2023 au 24.03.2023, 37 tags ont été nettoyés (biens privés, boîtiers, poubelles, statues, pont, parc).

Pour 2023, la cellule anti-tags a déjà établi 42 dossiers (conventions).

Concernant les actes de vandalisme :

- Comment est organisé la coopération avec la zone de police dans la lutte contre les tags au sein de notre commune.

Les services de police informent les riverains qui introduisent une plainte concernant des tags, qu'un service anti-tags existe à la commune et qu'il peut intervenir gratuitement. Par ailleurs, la police contacte directement la cellule lorsque des interventions urgentes et spécifiques sont requises : tags racistes, xénophobes, antisémites ou liés à la lutte contre la vente de stupéfiants (il est en effet déjà arrivé que le « menu » des stupéfiants soit tagué sur un mur).

Combien de plaintes ont été déposées

Voici le nombre de plaintes introduites auprès de nos services de police :

2012 : 70

2013 : 74

2014 : 54

2015 : 106

2016 : 62

2017 : 33

2018 : 22

2019 : 19

2020 : 30

2021 : 27

Combien de sanctions ont été appliquées ?

Le contrôle des biens pour lesquels un projet de convention a été envoyé en 2022 au propriétaire sans réaction de sa part (il s'agit d'un nombre limité de dossiers), se fera dans le courant de cette année. Certains citoyens font en effet retirer les tags par leurs propres moyens sans nécessairement nous en aviser. Si le même tag est toujours présent, un rappel est alors adressé. Ensuite un nouveau contrôle intervient. Si le propriétaire n'a toujours pas fait le nécessaire, une SAC est établie.

Durant les années 2020-2021 (Covid) aucune SAC n'a été infligée.

Quel est le pourcentage de récidivistes ?

Le nombre de suspects interpellés est très faible car les auteurs agissent principalement la nuit. Un seul suspect a été intercepté en 2021.

La police nous indique que les auteurs de pareils faits sont, en général, des récidivistes.

Est-ce que des travaux d'intérêts généraux peuvent être le cas échéant envisagés ?

Oui. Par exemple, en 2013 et 2014, 4 jeunes ont été pris sur le fait et ont dû réaliser des travaux d'intérêt général (uniquement sur des endroits publics – pas sur des biens privés). Un jeune a dû rédiger une lettre d'excuse à l'attention d'une riveraine. Ceci avait été réalisé en coordination avec une assistante sociale de la zone de police Uccle-Watermael Boitsfort-Auderghem.

Concernant la demande de l'embellissement des boîtiers électriques, le service de la Propreté avait organisé une campagne avec des artistes pour embellir les boîtiers. Une nouvelle convention type sera présentée prochainement au Conseil communal étant donné que nous comptons relancer le projet. Le collectif Propaganza est entre autre intéressé à décorer à nouveau des bornes électriques. Le service de la propreté soutient quiconque se manifeste afin de décorer des bornes.

Rappelons également les projets réalisés sur le mur du terrain de basket chaussée de Neerstalle ainsi que la décoration des tunnels de Calevoet et de la gare du Vivier d'Oie en collaboration avec la SNCB.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski : de strijd tegen tags.

Helaas maken tags en graffiti integraal deel uit van de visuele overlast van het Brusselse landschap. Hoewel het wettelijk mogelijk is om "street art" uit te voeren in overleg met de gemeente, zien we een sterke toename van de schade aan openbare eigendommen en privégevels van buurtbewoners en winkeliers.

Ondanks het feit dat dit zwaar bestraft kan worden, zijn het de bewoners die de lasten dragen om ze te laten verwijderen.

Het algemeen politiereglement verplicht bewoners om graffiti die zichtbaar is vanaf de openbare weg te verwijderen van hun privé-eigendom. Het doel van deze aanpak is om vandalisme sneller te bestrijden. De gemeente stelt de antitagcel gratis ter beschikking van de buurtbewoners. Deze bestaat uit twee teams van twee arbeiders van de antitagcel van de dienst Werken. Deze teams maken gemeentegebouwen en andere bouwwerken zoals spoorbruggen schoon.

Ik zou u graag de volgende vragen willen stellen :

- Wat zijn de resultaten van de tussenkomsten van de antitagcel ?
 - • Hoeveel tussenkomsten van de antitagcel binnen de gemeente hebben al plaatsgevonden ?
- Met betrekking tot vandalisme :
 - Hoe is de samenwerking met de politie georganiseerd in de strijd tegen tags in onze gemeente ?
 - Hoeveel klachten werden er ingediend ?
 - Hoeveel sancties werden toegepast ?
 - Wat is het percentage recidivisten ?
 - Wat zijn de resultaten en wat is de uitsplitsing per daad van vandalisme ?
 - Kan een taakstraf worden overwogen indien nodig ?

- De gemeente organiseert een samenwerkingsverband om elektriciteitskasten te "verfraaien". Is het mogelijk om een breder preventiebeleid op te zetten en te overwegen om deze kunstenaars in te huren om bijvoorbeeld muren van bepaalde scholen, kinderdagverblijven, tweedehandswinkels, scoutslokalen enz. te versieren ?
- Nog steeds in termen van preventie, zijn er muren beschikbaar in de gemeente Ukkel die we tot "expressiemuur" kunnen uitroepen, zodat kunstenaars zich op een specifieke ruimte kunnen concentreren ?

Antwoord :

De antitagcel bestaat uit één team van 2 arbeiders en niet uit 2 teams van 2 arbeiders en behoort tot de dienst Wegen.

Wat zijn de resultaten van de tussenkomsten van de antitagcel? Hoeveel tussenkomsten van de antitagcel binnen de gemeente hebben al plaatsgevonden ?

Hoewel de antitagcel soms werkt op gemeentegebouwen of spoorbruggen, wordt het meeste werk uitgevoerd op privégoederen (in 2022 werden 180 overeenkomsten ondertekend tussen de antitagcel en particulieren). Bij spoorbruggen kan de dienst soms niet ingrijpen en neemt de NMBS de leiding. De dienst verwijdert tags van gevels, openbare banken, verkeersborden, kasten, openbare vuilnisbakken, standbeelden, in parken, op speeltuinmeubilair ...

In de week van 20.03.2023 tot 24.03.2023 werden bijvoorbeeld 37 tags verwijderd (privé-eigendommen, kasten, vuilnisbakken, standbeelden, brug, park).

Voor 2023 heeft de antitagcel al 42 dossiers (overeenkomsten) opgesteld.

Met betrekking tot vandalisme :

- Hoe is de samenwerking met de politie georganiseerd in de strijd tegen tags in onze gemeente ?

De politie informeert buurtbewoners die een klacht indienen over tags dat er in de gemeente een antitagcel is die gratis kan tussenkomen. De politie neemt ook rechtstreeks contact op met de cel wanneer er dringend en specifiek moet worden opgetreden: racistische, xenofobe of antisemitische tags of tags die verband houden met de strijd tegen de verkoop van drugs (er zijn gevallen geweest waarbij het drugs'menu' op een muur werd getagd).

Hoeveel klachten werden er ingediend ?

Dit is het aantal klachten dat werd ingediend bij onze politiediensten :

2012 : 70
 2013 : 74
 2014 : 54
 2015 : 106
 2016 : 62
 2017 : 33
 2018 : 22
 2019 : 19
 2020 : 30
 2021 : 27

Hoeveel sancties werden toegepast ?

De controles van goederen waarvoor in 2022 een ontwerpovereenkomst naar de eigenaar werd gestuurd zonder reactie van de eigenaar (dit betreft een beperkt aantal gevallen), zullen in de loop van dit jaar worden uitgevoerd. Sommige bewoners verwijderen de tags zelf zonder ons daarvan op de hoogte te stellen. Als dezelfde tag er nog steeds is, wordt er een herinnering gestuurd. Daarna volgt een nieuwe controle. Als de eigenaar nog steeds niet de nodige actie heeft ondernomen, wordt er een GAS opgesteld.

Tijdens de jaren 2020-2021 (Covid) werden er geen GAS-boetes opgelegd.

Wat is het percentage recidivisten ?

Het aantal aangesproken verdachten is erg laag omdat daders vooral 's nachts actief zijn. In 2021 werd slechts één verdachte onderschept.

De politie vertelt ons dat daders van dergelijke delicten meestal recidivisten zijn.

Kan in voorkomend geval een taakstraf worden overwogen ?

Ja. In 2013 en 2014 werden bijvoorbeeld 4 jongeren op heterdaad betrapt en moesten ze een taakstraf uitvoeren (alleen op openbare plaatsen - niet op privégoederen). Eén jongere moest een excuusbrief schrijven aan een buurtbewoonster. Dit gebeurde in samenwerking met een maatschappelijk werkster van de politiezone Ukkel-Watermaal-Bosvoorde-Oudergem.

Met betrekking tot de vraag om elektriciteitskasten te versieren organiseerde de dienst Reinheid een actie met kunstenaars om de kasten te versieren. Er zal binnenkort een nieuwe standaardovereenkomst worden voorgelegd aan de gemeenteraad omdat we het project opnieuw willen lanceren. Het collectief Propaganza is onder andere geïnteresseerd om de elektriciteitskasten opnieuw te versieren. De dienst Reinheid zal iedereen steunen die zich hiervoor aanbiedt.

We vermelden ook de projecten die werden uitgevoerd op de muur van het basketbalveld aan de Neerstallesteenweg en de decoratie van de tunnels van Kalevoet en het station van Diesdelle in samenwerking met de NMBS.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Reponse QE Czekalski sur la lutte contre les tags.docx

27.04.2023/A/0026 **Question écrite de M. De Bock : les aménagements des abords du Parc Brugmann.**

Pourriez-vous nous donner quelques précisions sur l'œuvre, son auteur, son coût ainsi que l'absence d'avis demandé aux habitants du quartier.

Quand la commune d'Uccle va-t-elle remettre en état le bas du Parc Brugmann qui dénote furieusement eu égard aux nouveaux aménagements réalisés sur les rues le desservant ?

Réponse :

Suite à une interpellation de Mme Fremault, au conseil communal du 29 avril 2021, le collège et le conseil communal ont été avisé du projet « Une commune, une sculpture

pour l'inclusion » mis en place par l'asbl Autonomia qui œuvre en faveur de l'inclusion et de l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Parvenir à édifier une sculpture Chais' Art au sein des 19 communes est le challenge que l'asbl Autonomia s'est lancé. Après Anderlecht, Woluwe St. Pierre, Koekelberg et Bruxelles ville nous sommes la 5^{ème} commune bruxelloise à participer au projet. D'autres suivront prochainement dont Auderghem à l'été prochain.

Fort de ses engagements dans la déclaration de politique générale (DPG) et actions, le collège a souscrit au projet de l'asbl Autonomia et poursuit ainsi sa volonté de rendre plus visible et efficace l'aide aux personnes en situation de handicap au sein de notre commune.

Rappelons qu'Uccle a signé en 2021 la « Charte communale de l'inclusion de la personne en situation de handicap » et mène une politique ciblée sur les personnes porteuses de handicap et leurs proches, que ce soit à travers la mise en place du Conseil consultatif de la personne handicapée, l'organisation de la journée d'information et de sensibilisation « Samdifférence », la tenue régulière du festival EOP non seulement à destination du grand public mais aussi des élèves des écoles. Pour sa politique dynamique, originale et encourageante en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap dans le domaine de l'accessibilité en particulier au sein de son personnel, la commune d'Uccle a remporté l'année passée, le prix Cap48 (secteur public) de l'entreprise citoyenne.

Le choix s'est porté sur la sculpture « Chais 'Art Pressé » qui illustre les efforts que les personnes en situation de handicap doivent fournir pour s'adapter à la société. Elle symbolise l'espoir de porter un regard optimiste sur notre société et son avancée pour plus d'accessibilité et d'autonomie et vise à intégrer le handicap au sein de notre société en lui donnant davantage de visibilité dans l'espace urbain.

Chais'Art a la volonté de décliner le sigle international de l'accessibilité à travers différentes situations suscitant tantôt la dérision, l'étonnement ou l'interrogation. Elle a été réalisée par Cléon Angelo, fondateur de l'asbl Autonomia, Bénédicte Gastout, peintre et graphiste et Eric Mercenier, ferronnier.

Le financement a été assuré pour 1/3 (7500 €) par la commune, et le solde par l'asbl Autonomia via un subside d'Equal Brussels et de Cap48.

Les habitants du quartier ont été mis au courant en décembre dernier du projet via le comité de quartier qui a remporté le 2^{ème} prix du budget participatif 2022 pour son projet de demande de réaménagement de la plaine de jeu du Parc Brugmann afin de la rendre plus accessible et inclusive. Le choix de l'emplacement se justifie entre autre par la proximité de cette plaine de jeux inclusive.

Une plaque explicative (Fr/Nl) a été placée devant la sculpture et un flyer explicatif a été réalisé par l'asbl. Il a été distribué à tous les habitants de l'av. de la Ferme Rose et était à disposition des participants à l'inauguration le 6 avril dernier. Tous les conseillers l'ont reçue par mail en même temps que l'invitation à l'inauguration.

Les travaux de réfection des chemins ayant démarré mi-février, ceux-ci sont bientôt terminés. La réception provisoire a été faite mais certains détails sont encore à discuter avec l'entreprise, par exemple, la finition de certaines zones.

Les travaux relatifs à la mise en place du platelage, lesquels concernent environ 10% des cheminements du parc, seront planifiés avec la société lors de la réunion du 27 avril.

La noue empierrée a été créée afin de gérer une partie des eaux propres de l'avenue Jean Herinckx et ainsi diminuer les risques d'inondation et afin de favoriser au maximum la biodiversité en proposant des milieux variés à toutes les espèces existant en ville. L'aménagement des abords avec des plantations sera réalisée quand la météo le permettra. Elle permet en outre l'infiltration d'une bonne partie des eaux claires provenant des voiries adjacentes.

La pelouse en pente située à côté de la noue empierrée va quant à elle être pourvue de drains de façon à être utilisable une plus grande partie de l'année par les visiteurs du parc. L'ensemencement de cette zone a été initiée le 19 avril.

En ce qui concerne les buttes de terre créées dans le fond du parc, elles vont être ensemencées quand la météo le permettra et constitueront de nouvelles aires de jeux variées.

Pour rappel, les meilleures périodes pour semer du gazon sont le printemps et l'automne.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : aanleg van de omgeving van het Brugmannpark.

Kunt u ons enkele details geven over de werken, de ontwerper, de kosten en het feit dat de buurtbewoners niet om hun mening werd gevraagd.

Wanneer gaat de gemeente Ukkel het lager gelegen deel van het Brugmannpark opknappen, dat er zo misplaatst uitziet door de nieuwe inrichtingen op de toegangswegen ?

Antwoord :

Na een interpellatie van Mevr. Fremault, tijdens de gemeenteraad van 29 april 2021, werden het college en de gemeenteraad op de hoogte gebracht van het project "Une commune, une sculpture pour l'inclusion", opgezet door vzw Autonomia die zich inzet voor de inclusie en onafhankelijkheid van personen met een handicap.

Autonomia heeft zichzelf de uitdaging gesteld om in elk van de 19 gemeentes een Chais' Art sculptuur te bouwen. Na Anderlecht, Sint-Pieters-Woluwe, Koekelberg en Brussel-Stad zijn we de 5de Brusselse gemeente die deelneemt aan het project. Andere gemeentes zullen binnenkort volgen, waaronder Oudergem volgende zomer.

Op basis van haar engagementen in de algemene beleidsverklaring en haar acties steunt het college het project Autonomia om de hulp aan personen met een handicap in onze gemeente zichtbaarder en doeltreffender te maken.

In 2021 ondertekende Ukkel het "Gemeentelijk handvest voor de inclusie van personen met een handicap" en voert het een beleid dat gericht is op personen met een handicap en hun naasten, of het nu gaat om de oprichting van de adviesraad voor personen met een handicap, de organisatie van de info- en sensibiliseringsdag "Samdifférence" of het regelmatig houden van het festival EOP dat niet alleen gericht is op het grote publiek maar ook op schoolkinderen. Voor haar dynamische, originele en stimulerende beleid op het gebied van toegankelijkheid voor personen met een handicap, met name voor haar personeel, heeft de gemeente Ukkel vorig jaar de Cap48-prijs (openbare sector) gewonnen voor goed burgerschap.

De sculptuur "Chais 'Art Pressé" werd gekozen om de inspanningen te illustreren die personen met een handicap moeten leveren om zich aan te passen aan de maatschappij. Het symboliseert de hoop op een optimistische kijk op onze samenleving en haar vooruitgang naar meer toegankelijkheid en autonomie en heeft als doel handicap te integreren in onze samenleving door het meer zichtbaarheid te geven in stedelijke ruimtes.

Het doel van Chais'Art is om het internationale teken voor toegankelijkheid te gebruiken in verschillende situaties, die spot, verbazing of vragen kunnen oproepen. Het is gemaakt door Cléon Angelo, oprichter van vzw Autonomia, Bénédicte Gastout, schilder en grafisch ontwerper, en Eric Mercenier, ijzerwerker.

Het project werd voor 1/3 (€ 7.500) gefinancierd door de gemeente en voor het saldo door de V.Z.W. Autonomia via een subsidie van Equal Brussels en Cap48.

De buurtbewoners werden in december over het project ingelicht via het buurtcomité, dat de 2de prijs won in het participatieve budget 2022 voor zijn voorstel om de speelplaats van het Brugmannpark te heraanleggen en toegankelijker en inclusiever te maken. De keuze van de locatie werd onder andere gerechtvaardigd door de nabijheid van deze inclusieve speelplaats.

Er werd een verklarende plaquette (NL/FR) voor het beeld geplaatst en de vzw heeft een verklarende flyer gemaakt die werd verspreid onder alle bewoners van de Roze Hoevelaan en beschikbaar was voor de bezoekers van de inhuldiging op 6 april. Alle gemeenteraadsleden hebben de flyer per e-mail ontvangen, samen met de uitnodiging voor de inhuldiging.

De herstellingswerken van de paden zijn midden februari begonnen en zijn bijna klaar. Er is een voorlopige oplevering maar bepaalde details moeten nog worden besproken met de aannemer, zoals de afwerking van bepaalde zones.

Het werk aan de vloerbedekking, dat betrekking heeft op ongeveer 10 % van de paden in het park, zal tijdens de vergadering op 27 april met de onderneming worden gepland.

De greppel met steenlaag is aangelegd om een deel van het schone water van de Jean Herinckxlaan te beheren en zo het risico op overstromingen te verminderen en om de biodiversiteit zoveel mogelijk te bevorderen door een gevarieerde omgeving te bieden voor alle soorten die in de stad voorkomen. Het omliggende gebied zal beplant worden wanneer het weer het toelaat. Het zal ook zorgen voor de infiltratie van een groot deel van het helder water van de aangrenzende wegen.

Het hellende grasveld naast de greppel met steenlaag zal worden voorzien van drainages zodat het een groot deel van het jaar door parkbezoekers kan worden gebruikt. Het inzaaien van dit gebied begon op 19 april.

De aardeheuvels onderaan het park zullen worden ingezaaid als het weer het toelaat en zullen nieuwe en gevarieerde speelplekken opleveren.

Ter herinnering: de beste tijden om gras in te zaaien zijn de lente en de herfst.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

QO Conseil communal du 23-03-2023.docx

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

27.04.2023/A/0027 **Interpellation de M. Godefroid : la sécurité des cyclistes.**

M. Godefroid estime que rouler à vélo à Uccle reste un exercice périlleux du fait de la configuration de l'espace public (qui a néanmoins connu de très nettes améliorations au cours de cette mandature : nouvelles pistes séparées et marquées, marquages, bandes confort, sas, panneaux B22-B23), et aussi du comportement d'automobilistes qui mettent en danger les cyclistes en ne respectant pas la législation, consciemment ou non.

La commune doit jouer un rôle pour empêcher la violation des limitations de vitesse, des rues cyclables et du stationnement interdit, en particulier à gauche dans les sens uniques limités dans le sens automobile.

Selon M. Godefroid, le découragement du trafic de transit dans les quartiers résidentiels s'avère le moyen le plus efficace et le moins onéreux pour lutter contre les excès de vitesse. Les automobilistes en transit ont en effet tendance à rouler plus vite

que les autres pour traverser un quartier qu'ils ne connaissent pas et qui ne représente qu'une petite partie de leur trajet.

Dans les rues cyclables (qui privilégient les cyclistes tout en préservant l'offre de stationnement existante), les automobilistes en transit, plus pressés que les autres, ont tendance à dépasser indûment les cyclistes. Selon M. Godefroid, la solution consisterait à inverser dans certains tronçons le sens de la circulation automobile afin de reporter sur les voiries parallèles le trafic de transit sans pour autant toucher à l'accessibilité automobile des commerces.

L'exemple de la rue Vanderkindere est particulièrement éclairant à cet égard car cette artère subit un trafic important du fait de sa trajectoire parfaitement rectiligne entre les chaussées de Waterloo et d'Alseberg en passant par les avenues Albert et Brugmann. Or, cette rue, qui draine aussi un important flux de piétons, est entourée par deux avenues parallèles nettement plus larges : l'avenue Winston Churchill et l'avenue Molière.

Le stationnement interdit à gauche dans les sens uniques limités empêche les cyclistes de se reporter à droite et les contraignent à prendre des risques en empruntant le milieu de la chaussée, où les automobilistes, trop confiants ou inattentifs, ne s'attendent pas à croiser un véhicule venant d'en face.

Que prévoit le Collège en ce domaine ?

Quelle est la position du Collège par rapport à la possibilité de renforcer la dimension cyclable des rues cyclables ?

Comment se fait-il qu'il y ait tous les jours et aux mêmes endroits des voitures en infraction de stationnement forçant les piétons et les cyclistes à se mettre en danger, alors qu'une scan-car sillonne les rues ucloises ? La situation de la rue de Boetendael et de la chaussée d'Alseberg est particulièrement critique à cet égard.

M. Cohen partage le point de vue développé par M. Godefroid dans la dernière partie de son intervention : il faut demander à la police d'être plus sévère à l'égard des automobilistes qui mettent en danger la vie des cyclistes, des piétons et des personnes à mobilité réduite (PMR) en se garant n'importe comment, notamment sur les emplacements réservés aux PMR.

Par ailleurs, il faut demander à la police de faire preuve de la même sévérité à l'égard des cyclistes et des usagers de trottinettes qui se conduisent de façon inacceptable. M. Cohen est intervenu en ce sens au Conseil de police car depuis un an, il a été témoin de nombreux comportements inconsidérés de la part de ces usagers : vélos et trottinettes à grande vitesse sur les trottoirs, feux rouges brûlés, gsm au guidon, écouteurs sur ou dans les oreilles, bicyclettes sans éclairage en pleine nuit, conduite bière à la main, refus de céder le passage aux piétons...

Il convient de pénaliser avec la même intransigeance les mauvais cyclistes et les mauvais automobilistes pour être fidèle à l'esprit d'équilibre auquel le Collège est attaché.

Mme Delvoye abonde dans le sens de M. Cohen, car il ne faut pas toujours taper sur les mêmes : M. Godefroid a certes raison de dénoncer les mauvais automobilistes, mais on ne peut négliger les infractions au code de la route commises par les mauvais cyclistes.

Selon Mme Delvoye, il y a lieu de s'interroger sur l'autorisation accordée aux cyclistes de circuler à contresens dans les rues à sens unique.

M. Cools estime que les mandataires doivent se soucier de la sécurité de tous les usagers.

La sanction des comportements inappropriés ne doit pas se limiter au paiement d'amendes mais devrait inclure aussi des cours de conduite obligatoires.

Pour ce qui concerne la rue Vanderkindere, l'instauration de sens uniques en sens

contraire serait néfaste pour les habitants et ruineuse pour les commerces.
De manière générale, M. Cools n'est pas hostile a priori à l'instauration de sens uniques en sens contraire à tel ou tel endroit pour l'une ou l'autre raison, eu égard aux excès constatés au sein du pentagone dans le cadre du plan Good Move.
Si on constate réellement des vitesses excessives à certains endroits, il est préférable d'envisager des dispositifs matériels de ralentissement plutôt que d'empêcher tout trafic automobile.
Pour les cyclistes, il serait opportun de privilégier chaque fois que c'est possible les véritables pistes cyclables sur site propre, à l'instar du « RER vélo » mis en place par la Flandre le long des voies de chemin de fer, plutôt que de se résigner à une guerre larvée entre les différents usagers de la route.

M. l'échevin Wyngaard reconnaît que des comportements inappropriés peuvent être observés autant parmi les cyclistes et les usagers de trottinettes que parmi les automobilistes.

Cependant, face au risque d'accident, le cycliste est dans une situation de vulnérabilité sans commune mesure avec celle de l'automobiliste.

Depuis le début de la mandature, plusieurs mesures ont été prises pour réduire la vitesse, notamment l'implémentation de la « Ville 30 », ce qui a nettement augmenté le nombre de voiries à 30 km/heure : 90 à 95 % des voiries uccloises sont désormais à 30 km/heure, et des artères telles que la chaussée de Saint-Job, l'avenue des Statuaires, l'avenue Coghen, le Dieweg, sont passées de 50 km/heure à 30 km/heure. D'autres mesures ont été prises, telles que l'aménagement de nouveaux plateaux avenue Bourgmestre Jean Herinckx ou avenue Arnold Delvaux.

Des coussins berlinois seront installés rue du Bourdon, rue du Doyenné ou avenue Henri Elleboudt ainsi que sur d'autres sites de l'espace public dans les prochaines semaines.

Des coussins berlinois ont aussi été placés avenue du Silence parce qu'on y a constaté des excès de vitesse, qui étaient surtout commis par des résidents de la voirie voisine et n'étaient donc pas dus au trafic de transit.

Les radars préventifs seront multipliés, vu que les petits « smileys » ont un effet dissuasif. Des radars répressifs seront aussi placés sur les sites retenus par les services de police en raison de la fréquence des excès de vitesse. Ce sera le cas sur le tronçon le plus étroit de la chaussée de Saint-Job à hauteur des écoles ainsi qu'avenue des Hospices, avenue Latérale et avenue du Prince de Ligne.

Les inversions de sens unique doivent être réfléchies très en amont, de manière fine et approfondie, en raison de leur impact éventuel sur la vitesse ou le trafic de transit. Un tel travail a été accompli pour la drève des Gendarmes, non sans difficulté vu que les riverains étaient très partagés sur le projet et que les riverains hostiles n'ont pas hésité à lancer des actions en justice. Mais la commune a obtenu gain de cause, et une opération de repavement, complétée par l'aménagement de bandes de confort pour les cyclistes, pourra bientôt être entreprise sur la drève des Gendarmes.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que la rue Vanderkindere mériterait une étude d'axe spécifique afin de déterminer si le trafic de transit peut être reporté vers l'avenue Winston Churchill et l'avenue Molière.

M. l'Echevin Wyngaard admet aussi que le marquage des rues cyclables devrait être étoffé et que la communication, notamment via le Wolvendael, pourrait être renforcée, notamment sur les dispositifs BE22-BE23, qui demeurent méconnus d'un grand nombre d'usagers.

Il convient de rappeler que le code de la route autorise le stationnement en sens unique.

Des stationnements inciviques sont constatés régulièrement sur la chaussée d'Alseberg. Suite aux contacts établis avec la Région, des potelets vont être placés à proximité des traversées piétonnes afin de les sécuriser, surtout pour le passage des

poussettes et des PMR. Les services de police sont tenus au courant de cette situation, pour laquelle les agents sanctionneurs peuvent être aussi amenés à intervenir.

M. Godefroid ne nie pas que certains usagers des modes actifs puissent avoir des comportements problématiques. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les infractions commises à vélo n'ont pas le même impact que celles qui sont commises en voiture.

M. Godefroid regrette que le débat soit toujours ramené à la voiture, puisqu'on lui reproche surtout de ne pas suffisamment insister sur les inconvénients pour la voiture du déploiement des modes actifs de transport.

Il souhaite obtenir des précisions complémentaires sur la lutte contre les stationnements problématiques via la scan-car.

M. l'échevin Wyngaard précise que la scan-car est en mesure de localiser au centimètre près les emplacements des zones de stationnement quand elle circule dans une rue.

Si un véhicule se situe en dehors de la zone autorisée, l'information est transmise par l'appareil.

Des agents sanctionneurs sont néanmoins toujours actifs sur le terrain, en complément de la scan-car, et sont, tout comme les agents de police, habilités à infliger une amende pour ce type de stationnement incivique, observé en particulier sur certains tronçons de la chaussée d'Alseberg.

À proximité des carrefours, l'aménagement de potelets semble une solution plus pérenne.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Godefroid : de veiligheid van de fietsers.

De h. Godefroid is van mening dat fietsen in Ukkel een hachelijke onderneming blijft door de inrichting van de openbare ruimte (die tijdens dit mandaat toch aanzienlijk is verbeterd: nieuwe gescheiden en gemarkeerde fietspaden, markeringen, comfortstroken, sas, B22-B23-borden) maar ook door het gedrag van automobilisten die de fietsers in gevaar brengen door de wetgeving al dan niet bewust niet na te leven. De gemeente moet een rol spelen in het voorkomen van het overtreeden van snelheidsbeperkingen, fietspaden en parkeerverboden, vooral aan de linkerkant van eenrichtingsstraten die beperkt zijn tot de autorichting.

Volgens Godefroid is het ontmoedigen van doorgaand verkeer in woonwijken de meest effectieve en goedkoopste manier om snelheidsovertredingen te bestrijden. Doorgaand verkeer is geneigd sneller te rijden dan andere bestuurders door een onbekende buurt die slechts een klein deel van hun traject uitmaakt.

In fietsvriendelijke straten (die fietsers bevoordelen en tegelijkertijd het bestaande parkeeraanbod in stand houden) hebben doorgaande automobilisten, die meer haast hebben dan anderen, de neiging om fietsers onnodig in te halen. Volgens de h. Godefroid zou de oplossing erin bestaan de richting van het autoverkeer op bepaalde trajecten om te keren zodat het doorgaand verkeer naar parallelwegen wordt verplaatst zonder de bereikbaarheid van de winkels per auto aan te tasten.

Het voorbeeld van de Vanderkinderestraat is in dit verband bijzonder verhelderend omdat deze verkeersader veel verkeer te verwerken krijgt door zijn perfect rechte traject tussen de Waterlooosesteenweg en de Alsebergsesteenweg, via de Albert- en Brugmannlaan. Deze straat, waar ook veel voetgangers komen, wordt echter omgeven door twee veel bredere parallelwegen: de Winston Churchilllaan en de Molièrelaan.

Een parkeerverbod links in de beperkte eenrichtingsstraten belet fietsers rechtsaf te slaan en dwingt hen risico's te nemen door gebruik te maken van het midden van de weg, waar overmoedige of onoplettende automobilisten niet verwachten dat zij een

tegenligger kunnen passeren.

Wat is het plan van het college op dit gebied ?

Wat is het standpunt van het college over de mogelijkheid om de fietsdimensie van fietsstraten te versterken ?

Waarom staan er dagelijks op dezelfde plaatsen auto's die niet mogen parkeren, waardoor voetgangers en fietsers zich in gevaar moeten brengen, terwijl er een scancar door de Ukkelse straten rijdt ? De situatie aan de Boetendaelstraat en de Alsebergsesteenweg is in dit opzicht bijzonder kritiek.

De h. Cohen deelt het standpunt van de h. Godefroid in het laatste deel van zijn tussenkoms: de politie moet strenger optreden tegen automobilisten die het leven van fietsers, voetgangers en personen met beperkte mobiliteit (PBM) in gevaar brengen door op om het even welke manier te parkeren, vooral op de voor PBM voorbehouden plaatsen.

De politie moet ook even streng optreden tegen fietsers en gebruikers van steps die zich onaanvaardbaar gedragen. De h. Cohen sprak hierover in de politieraad omdat hij het afgelopen jaar getuige is geweest van veel roekeloos gedrag van deze gebruikers: fietsen en steps met hoge snelheid op de stoepen, door rood licht rijden, mobiele telefoons aan het stuur, koptelefoons op of in de oren, fietsen zonder licht midden in de nacht, rijden met bier in de hand, weigeren voorrang te verlenen aan voetgangers enz.

Slechte fietsers en slechte automobilisten moeten met dezelfde onverzettelikhed worden bestraft om trouw te blijven aan de geest van evenwicht waartoe het college zich heeft verbonden.

Mevr. Delvoye is het eens met de h. Cohen omdat we niet altijd naar dezelfde mensen moeten wijzen: de h. Godefroid heeft zeker gelijk als hij slechte automobilisten aan de kaak stelt, maar we mogen de verkeersovertredingen van slechte fietsers niet verwaarlozen.

Mevr. Delvoye zegt dat men zich moet afvragen of fietsers in eenrichtingsstraten wel tegen de verkeersstroom in mogen rijden.

De h. Cools zei dat de mandatarissen zich moeten bekommeren om de veiligheid van alle gebruikers.

De bestraffing van ongepast gedrag mag niet beperkt blijven tot het betalen van boetes maar moet ook verplichte rijlessen omvatten.

Wat de Vanderkinderestraat betreft, zou de invoering van eenrichtingsverkeer in tegengestelde richting schadelijk zijn voor de bewoners en de winkels ruïneren.

In het algemeen is de h. Cools niet gekant tegen eenrichtingsverkeer op welk punt dan ook, gezien de excessen die in het kader van het plan Good Move in de Vijfhoek zijn geconstateerd.

Als er op bepaalde plaatsen inderdaad sprake is van excessieve snelheden, is het beter fysieke vertragingsvoorzieningen te overwegen dan al het autoverkeer tegen te houden.

Voor de fietsers zou het raadzaam zijn om waar mogelijk voorrang te geven aan echte fietspaden op een eigen site, naar het voorbeeld van het door Vlaanderen opgezette "fiets-GEN" langs spoorlijnen, in plaats van te berusten in een latente oorlog tussen de verschillende weggebruikers.

Schepen Wyngaard erkent dat ongepast gedrag zowel bij fietsers en steps als bij automobilisten kan worden vastgesteld.

Maar wanneer fietsers geconfronteerd worden met het risico op een ongeval, bevinden zij zich in een kwetsbaarheid die niet te vergelijken is met die van automobilisten.

Sinds het begin van het mandaat zijn verschillende maatregelen genomen om de

snelheid te verminderen, met name de uitvoering van de "Stad 30", waardoor het aantal wegen met 30 km/uur aanzienlijk is toegenomen: 90 tot 95% van de Ukkelse wegen zijn nu 30 km/uur en verkeersaders zoals de Sint-Jobsesteenweg, de Beeldhouwerslaan, de Coghenlaan en de Dieweg zijn teruggebracht van 50 km/uur tot 30 km/uur.

Andere maatregelen werden genomen, zoals de aanleg van nieuwe plateau's aan de Burgemeester Jean Herinckxlaan en de Arnold Delvauxlaan.

In de Horzelstraat, de Dekenijstraat en de Henri Elleboudtlaan worden de komende weken Berlijnse kussens geplaatst, evenals in andere openbare ruimtes.

Ook op de Stillelaan zijn kussens geplaatst omdat daar snelheidsovertredingen werden vastgesteld, voornamelijk door bewoners van de naastgelegen weg en dus niet door doorgaand verkeer.

Het aantal preventieve flitspalen zal worden uitgebreid, omdat de kleine 'smileys' een afschrikkende werking hebben. Er zullen ook flitspalen worden geplaatst op plaatsen die door de politie zijn uitgekozen vanwege de frequentie van de snelheidsovertredingen. Dit zal het geval zijn op het smalste gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg ter hoogte van de scholen en aan de Godshuizenlaan, Zijlaan en Prins de Lignelaan.

Eenrichtingsverkeer omkeren moet vooraf zeer goed en grondig doordacht worden, omwille van hun mogelijke impact op de snelheid of het doorgaand verkeer. Voor de Gendarmendreef is dat gebeurd maar niet zonder moeite want de bewoners waren zeer verdeeld over het project en de vijandige bewoners aarzelden niet om juridische stappen te ondernemen. De gemeente won echter de zaak en binnenkort kan op de Gendarmendreef een herbestrating worden aangebracht, aangevuld met comfortstroken voor fietsers.

Schepen Wyngaard is het ermee eens dat voor de Vanderkinderestraat een specifieke assenstudie moet worden uitgevoerd om na te gaan of het doorgaand verkeer kan worden omgeleid naar de Winston Churchilllaan en de Molièrelaan.

Hij is het er ook mee eens dat de markering van fietsstraten moet worden uitgebreid en dat de communicatie, met name via de Wolvendael, kan worden versterkt, vooral over de BE22-BE23-toestellen, die bij een groot aantal gebruikers nog onbekend zijn.

Er wordt aan herinnerd dat de wegcode eenrichtingsverkeer toestaat.

Op de Alsebergsesteenweg wordt regelmatig foutparkeren vastgesteld. Na contacten met het Gewest zullen paaltjes worden geplaatst bij zebraleden om deze veiliger te maken, met name voor de doorgang van kinderwagens en PBM's. De politie wordt op de hoogte gehouden van deze situatie, die ook de tussenkomst van handhavers kan vereisen.

De h. Godefroid ontkent niet dat sommige gebruikers van actieve vervoermiddelen problemen kunnen ondervinden. Men mag echter niet vergeten dat overtredingen met de fiets niet dezelfde impact hebben als met de auto.

De h. Godefroid betreurt het dat het debat steeds terugkomt op de auto, omdat hem wordt verweten dat hij niet genoeg nadruk legt op de nadelen voor de auto van de inzet van actieve vervoersmiddelen.

Hij vraagt om een nadere toelichting op de bestrijding van problematisch parkeren via de scancar.

Schepen Wyngaard legt uit dat de scancar tot op de centimeter nauwkeurig parkeerplaatsen kan lokaliseren als hij door een straat rijdt.

Als een voertuig zich buiten de toegestane zone bevindt, wordt de informatie door het toestel doorgegeven.

Naast de scancar blijven echter ook handhavers op het terrein actief, die net als de politie een boete kunnen opleggen voor dit soort onbeschaafd parkeren, dat met name op bepaalde trajecten van de Alsebergsesteenweg wordt vastgesteld.

In de buurt van kruispunten lijkt het plaatsen van paaltjes een meer permanente oplossing.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
BGO_int_SéuCycliste.pdf

27.04.2023/A/0028 **Interpellation de M. Norré : Open Free Go.**

M. Norré rappelle qu'il y a quelques semaines, la commune a accordé le titre de citoyen d'honneur à « Open Free Go », saluant ainsi l'investissement des travailleurs et volontaires de cette association.

Cette reconnaissance est tout à fait justifiée, eu égard à l'impact positif de l'action d'Open Free Go.

Mais par-delà les reconnaissances et les chèques-commerce, la commune ne peut demeurer passive face aux difficultés que rencontrent les associations actives sur le terrain social, souvent pour combler les carences des pouvoirs publics, et Open Free Go n'est pas épargnée.

Cette association rencontre des difficultés en matière d'infrastructures et de locaux. Il serait salubre que la commune s'investisse afin de pérenniser l'association et lui permettre d'accomplir ses activités de manière sereine.

Quelles mesures le Collège compte-t-il prendre pour soutenir Open Free Go ? Les demandes de disposer de locaux, par exemple rue Victor Gambier, feront-elles l'objet de réponses positives ?

Plus largement, que fait la commune pour soutenir les associations à vocation sociale ?

M. l'échevin Lambert Limbosch répond que la commune soutient de façon constante l'Open Free Go depuis sa création.

En effet, l'Open Free Go a commencé ses activités à la Bibliothèque du Centre, et la commune était partie prenante dès le départ.

Depuis 2018, l'Open Free Go a reçu un soutien financier d'environ 50.000 € via le service des Propriétés communales. Ce montant couvre le loyer, les consommations d'eau et de gaz, l'enlèvement des immondices et les travaux d'entretien, notamment de la chaudière. Ce soutien, renforcé au fil des ans, s'est élevé à 16.725 € en 2022, soit un montant très légèrement inférieur au montant global des subsides octroyés par l'Action sociale aux associations actives sur ce terrain.

Les services de l'échevinat sont en contact régulier avec l'Open Free Go. M. l'échevin Lambert Limbosch et Mme l'échevine Ledan ont pu identifier certains problèmes, ainsi que les réponses éventuelles du Collège pour les résoudre, à l'occasion d'une rencontre sur le terrain dans le cadre de la distribution de produits alimentaires.

Pour permettre à l'Open Free Go de faire face à l'afflux d'Ukrainiens, une des réponses les plus concrètes a consisté à mettre des moyens à disposition pour engager un interprète sur base des subsides régionaux liés à l'accueil des réfugiés ou pour fournir une aide sous d'autres formes de manière à faciliter les contacts entre les différentes catégories de population qui fréquentent cette association.

Le centre de distribution alimentaire du CPAS est évidemment aussi un acteur important pour le développement de la solidarité à Uccle.

La problématique des locaux se pose avec moins d'acuité, étant donné que le dossier de la vente de la gare à un acquéreur privé est quelque peu enlisé, ce qui de facto accorde plus de temps à l'Open Free Go pour planifier un déménagement.

Pour ce qui concerne les disponibilités de la rue Victor Gambier, le Collège s'engage

à rechercher des solutions appropriées pour permettre à l'Open Free Go de poursuivre ses activités, lorsque le besoin se posera concrètement.

L'Entraide Boetendael-Alliance figure parmi les associations subventionnées à hauteur de 3.000 €, notamment pour son activité de banque alimentaire.

M. l'échevin Lambert Limbosch signale encore l'existence des chèques culture et des chèques sport, qui contribuent à l'inclusion des publics moins favorisés, ainsi que l'élaboration de la convention de cohésion sociale, visant au développement du réseau associatif uclois.

M. Norré remercie M. l'échevin Lambert Limbosch pour ses réponses, en remarquant toutefois qu'il expose des solutions à court ou moyen terme et non de solutions structurelles.

Il invite le Collège à œuvrer en vue de solutions durables et le remercie d'avance pour le travail qui sera réalisé dans cette perspective.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Norré : Open Free Go.

De h. Norré herinnert eraan dat de gemeente enkele weken geleden de titel van ereburger heeft toegekend aan "Open Free Go", waarmee de investering van de werkers en vrijwilligers van deze vereniging wordt erkend.

Deze erkenning is volkomen terecht, gezien de positieve impact van het werk van Open Free Go.

Maar naast de erkenning en de handelscheques kan de gemeente niet passief blijven tegenover de moeilijkheden die verenigingen die actief zijn op sociaal gebied ondervinden, vaak om de tekortkomingen van de overheid te compenseren, en Open Free Go wordt niet gespaard.

Deze vereniging ondervindt moeilijkheden op het gebied van infrastructuur en lokalen. Het zou goed zijn als de gemeente zou investeren in de toekomst van de vereniging en haar in staat zou stellen haar activiteiten op een serene manier uit te voeren.

Welke maatregelen gaat het college nemen om Open Free Go te steunen ? Wordt er positief gereageerd op de verzoeken om lokalen, bijvoorbeeld aan de Victor Gambierstraat ?

Meer in het algemeen, wat doet de gemeente om verenigingen met een maatschappelijke roeping te ondersteunen ?

Schepen Lambert Limbosch antwoordt dat de gemeente Open Free Go vanaf de oprichting consequent heeft gesteund.

Open Free Go begon namelijk haar activiteiten in de bibliotheek Centre en de gemeente was vanaf het begin betrokken.

Sinds 2018 ontvangt Open Free Go via de dienst Gemeente-eigendommen een financiële ondersteuning van ongeveer € 50.000. Dit bedrag dekt de huur, het water- en gasverbruik, de afvalverwijdering en de onderhoudswerken, waaronder de verwarmingsketel. Deze steun, die in de loop der jaren is versterkt, bedroeg in 2022 € 16.725, wat iets minder is dan het totale bedrag aan subsidies dat door Sociale Actie wordt toegekend aan verenigingen die op dit gebied actief zijn.

Het schepencollege heeft regelmatig contact met Open Free Go. Schepen Lambert-Limbosch en schepen Ledan hebben tijdens een vergadering op het terrein in het kader van de distributie van levensmiddelen bepaalde problemen kunnen vaststellen, alsmede mogelijke antwoorden van het college om deze op te lossen.

Om Open Free Go in staat te stellen de toevloed van Oekraïners op te vangen, was een van de meest concrete antwoorden het ter beschikking stellen van middelen om een

tolk in te huren op basis van gewestelijke subsidies in verband met de opvang van vluchtelingen of het verlenen van hulp in andere vormen om de contacten tussen de verschillende categorieën mensen die deze vereniging bezoeken te vergemakkelijken. Het centrum voor voedseldistributie van het OCMW is uiteraard ook een belangrijke actor in de ontwikkeling van de solidariteit in Ukkel.

Het probleem van de lokalen is minder acuut, aangezien de verkoop van het station aan een particuliere koper enigszins is vastgelopen, waardoor Open Free Go de facto meer tijd heeft om een verhuizing te plannen.

Wat de beschikbaarheid van de Victor Gambierstraat betreft, verbindt het college zich ertoe te zoeken naar passende oplossingen om Open Free Go in staat te stellen zijn activiteiten voort te zetten, wanneer de noodzaak zich voordoet.

Entraide Boetendael-Alliance is een van de verenigingen die voor € 3.000 wordt gesubsidieerd, met name voor haar voedselbankactiviteiten.

Schepen Lambert-Limbosch noemt ook het bestaan van cultuur- en sportcheques, die bijdragen tot de integratie van minder bevoorrechte groepen, en de ontwikkeling van de overeenkomst inzake sociale cohesie, dat tot doel heeft het Ukkelse verenigingsnetwerk te ontwikkelen.

De h. Norré bedankt schepen Lambert Limbosch voor zijn antwoorden maar merkte op dat hij oplossingen op korte of middellange termijn schetst en geen structurele oplossingen.

Hij verzoekt het college te werken aan duurzame oplossingen en bedankt hem bij voorbaat voor het werk dat in dit verband zal worden verricht.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

23-03-23 - interpellation Open Free Go.docx

Jean-Luc Vanraes entre en séance / treedt in zitting.

27.04.2023/A/0029 **Interpellation de M. Norré : l'abattage d'arbres à l'hippodrome de Boitsfort.**

M. Norré rappelle que, juste à côté de l'hippodrome de Boitsfort, le gestionnaire Drohme a opéré durant des semaines des coupes drastiques des arbres et arbustes entourant le parking. Pourtant, depuis l'annonce de la réhabilitation du site de l'hippodrome de Boitsfort, les diverses associations de protection de la forêt et de l'environnement n'ont cessé d'insister sur l'importance de protéger le site du bruit afin de protéger sa richesse et sa biodiversité.

Cette végétation jouait un rôle fondamental parce qu'elle formait une barrière naturelle suffisamment dense pour séparer l'hippodrome du bruit de la route ainsi que le parking des grandes artères. C'était un rempart pour les riverains face au bruit des événements et fêtes organisés dans le quartier. En outre, de nombreux oiseaux nichaient dans cette importante sphère de biodiversité.

Quelques arbres ont bien été plantés plus loin par Bruxelles-Environnement mais cela ne remplacera évidemment pas cette perte.

Le Collège a-t-il eu connaissance du projet visant à détruire cette végétation ? A-t-il eu des contacts avec le gestionnaire des lieux ?

Un permis était-il nécessaire ? Si c'est le cas, a-t-il été délivré ?

Quelles actions le Collège a-t-il entreprises ou compte-t-il entreprendre face à cette situation triste et consternante ?

Mme Czekalski précise que de nombreux acteurs sont impliqués dans la gestion de ce

site (Bruxelles-Environnement, Urban Brussels, etc.).

Il serait en effet intéressant de disposer d'un état des lieux afin de faire le point sur l'évolution des travaux d'aménagement.

M. Norré ne manquera certainement pas de relayer auprès de la Région les préoccupations qu'il évoque au Conseil communal.

Mme l'échevine De Brouwer répond que le Collège n'a pas été avisé au préalable d'un projet de taille de haies ou d'abattage d'arbres.

Suite au dépôt de l'interpellation de M. Norré, le Collège a contacté Urban Brussels pour obtenir des éclaircissements quant à la régularité des actes posés.

De même, c'est a posteriori que le gestionnaire Drohme a expliqué les raisons de l'abattage.

Ce sont des haies de lauriers-cerises qui ont été taillées. Il s'agit d'une essence exotique à caractère invasif, qui requiert un surcroît de vigilance aux abords d'un site Natura 2000, vu que des essences de ce type peuvent avoir un impact négatif sur la biodiversité.

La volonté de tailler ces haies est compréhensible eu égard à la proximité de la zone logistique servant au déchargement de véhicules.

Il n'est pas nécessaire de solliciter un permis pour tailler des haies de ce type.

Mme l'échevine De Brouwer confirme l'abattage de trois arbres morts. L'abattage d'un arbre mort dans un site classé requiert la délivrance d'un permis par Urban Brussels. Ce permis a été octroyé moyennant une replantation au même endroit. Celle-ci aura lieu à la prochaine saison de repos végétatif.

La commission de concertation s'est penchée sur la récente demande de permis d'urbanisme introduite par le gestionnaire Drohme, qui souhaitait remplacer les haies existantes par d'autres haies susceptibles de garantir un meilleur respect de la biodiversité ainsi qu'une meilleure intégration de la zone logistique et de la petite tribune dans le site. Cela a abouti à la mise en place avant le 1er avril d'un mélange d'arbustes indigènes.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Norré : vellen van bomen op de renbaan van Bosvoorde.

De h. Norré herinnert zich dat beheerder Drohme, vlak naast de renbaan van Bosvoorde, al wekenlang bomen en struiken rond de parking drastisch aan het kappen is. Sinds de aankondiging van de sanering rehabilitatie van de renbaan van Bosvoorde hebben verschillende verenigingen voor bos- en milieubehoud echter voortdurend aangedrongen op het belang van de bescherming van het terrein tegen lawaai om de rijkdom en de biodiversiteit ervan te beschermen.

Deze vegetatie speelde een fundamentele rol omdat zij een natuurlijke barrière vormde die dicht genoeg was om de renbaan te scheiden van het lawaai van de weg en de parking van de hoofdwegen. Het was een scherm voor de bewoners tegen het lawaai van de evenementen en feesten die in de omgeving werden georganiseerd. Bovendien nestelden veel vogels in deze belangrijke biodiversiteit.

Verderop zijn door Leefmilieu Brussel enkele bomen geplant maar dat vervangt dit verlies natuurlijk niet.

Was het college op de hoogte van het project om deze vegetatie te vernietigen ? Heeft het contact gehad met de beheerder van het terrein ?

Was er een vergunning nodig ? Zo ja, werd deze uitgereikt ?

Welke maatregelen heeft het college genomen of is het van plan te nemen naar aanleiding van deze trieste en verschrikkelijke situatie ?

Mevr. Czekalski zegt dat veel actoren betrokken zijn bij het beheer van dit terrein

(Leefmilieu Brussel, Urban Brussel enz.).

Het zou inderdaad interessant zijn een plaatsbeschrijving van de situatie op te maken om de balans op te maken van de voortgang van de inrichtingswerken.

De h. Norré zal de bezorgdheid die hij bij de gemeenteraad heeft geuit zeker aan het Gewest overbrengen.

Schepen De Brouwer antwoordt dat het college niet van tevoren werd ingelicht over een project voor het snoeien van hagen of het kappen van bomen.

Nadat de interpellatie van de h. Norré was ingediend, heeft het college contact opgenomen met Urban Brussel om opheldering te krijgen over de rechtmatigheid van de ondernomen acties.

Ook beheerder Drohme heeft pas achteraf de redenen voor de kapwerken uitgelegd.

Het ging om laurierkershagen die waren gesnoeid. Dit is een invasieve soort, die in de buurt van een Natura 2000-gebied extra waakzaamheid vereist omdat die een negatief effect kan hebben op de biodiversiteit.

De wens om deze hagen te snoeien is begrijpelijk gezien de nabijheid van de logistieke zone voor het lossen van voertuigen.

Het is niet nodig een vergunning aan te vragen voor het snoeien van dit soort hagen.

De schepen bevestigt dat er drie dode bomen zijn gekapt. Voor het kappen van een dode boom in een beschermd gebied is een vergunning van Urban Brussel nodig. Deze vergunning werd verleend in ruil voor een herplanting op dezelfde plaats. Deze zal tijdens het volgende groeiseizoen plaatsvinden.

De overlegcommissie besprak de recente aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning ingediend door beheerder Drohme, die de bestaande hagen wou vervangen door andere hagen die een beter respect voor de biodiversiteit en een betere integratie van de logistieke zone en de kleine tribune in het terrein zouden garanderen. Dit resulteerde in de plaatsing van een mengsel van inheemse struiken vóór 1 april.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

23-03-23 - interpellation arbres hippodrome.docx

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

27.04.2023/A/0030

Interpellation de Mme Van Offelen et M. Bruylant : les premiers secours.

Mme Van Offelen et M. Bruylant rappellent qu'en mars 2018, ils étaient intervenus dans cette assemblée pour prôner une campagne de formation aux premiers secours, et en particulier au massage cardiaque et à l'utilisation de défibrillateurs. Ils avaient par ailleurs suggéré que des classes des écoles communales ucloises bénéficient de formations dénommées « Missions Zéro Bobo », adaptées à l'âge des enfants, afin de prévenir les accidents domestiques.

Mme Van Offelen et M. Bruylant souhaitent qu'Uccle encourage ses citoyens à se former, de manière à être une commune pilote en ce domaine.

Cela correspond d'ailleurs à une demande. En effet, selon une enquête de la Croix-Rouge de Belgique, 94 % des sondés pensent qu'une formation aux premiers secours devrait être obligatoire et 99 % d'entre eux pensent qu'elle devrait être obligatoire dans l'enseignement.

Chaque jour, cinq personnes décèdent à Bruxelles à la suite d'un malaise cardiaque. En cas d'arrêt cardiaque, il faut agir tout de suite. Chaque minute de perdue équivaut à 10 % de chances de survie en moins, alors que les secours médicalisés mettent en moyenne 10 minutes pour arriver. En outre, 41 % des malaises cardiaques se passent à

la maison, où il n'y a pas de défibrillateur. La majorité des personnes qui appellent le 112 sont prises de panique et restent sans rien faire près de la victime.

Selon les estimations, la part des personnes formées aux premiers secours ne s'élève qu'à environ 15 % en Belgique.

Dans le nord de l'Europe, un grand pourcentage de la population est formé aux premiers secours : 95 % en Norvège, 80 % en Allemagne, 80 % en Autriche. En Norvège, les formations aux premiers secours ont lieu tout au long de la vie du citoyen dès l'âge de 7 ans.

Au cours des dernières années, la commune a poursuivi l'installation de défibrillateurs automatisés dans les bâtiments communaux, les espaces culturels, les écoles, les centres sportifs, et de nombreux membres du personnel communal et de la police ont été formés. Par ailleurs, des formations sont organisées sur demande dans les écoles communales.

Quel bilan le Collège dresse-t-il de l'action accomplie par la commune en ce domaine ?

Quelles mesures le Collège pourrait-il prendre pour inciter davantage d'Ucclois à participer à des formations aux premiers secours (dispensées par exemple par l'ASBL ACS-Uccle ou la Croix-Rouge), et ainsi toucher un plus large public ? Cette sensibilisation pourrait être effectuée notamment via un article dans le Wolvendael ou sur le site web communal ou via une conférence.

M. l'échevin Hublet souscrit totalement aux propos de Mme Van Offelen et de M. Bruylant quant à la nécessité de prôner la formation la plus large possible de la population aux premiers secours, et notamment au massage cardiaque et à l'utilisation des défibrillateurs.

Depuis 2018, 43 défibrillateurs ont été installés dans les bâtiments communaux. La formation de secouriste, comprenant 3 jours de formation de base et un recyclage biennuel d'une journée ou d'une demi-journée, a été dispensée aux utilisateurs potentiels, en l'occurrence 162 agents (dont 48 au sein des écoles), qui ont obtenu leur brevet. Ces cours ont été organisés par la cellule Formation du service externe de prévention Cohezio.

Pour ce qui concerne les crèches, 170 agents ont participé aux 3 heures d'initiation à la réanimation pédiatrique, qui incluaient également la désobstruction pour les bébés et jeunes enfants.

En 2022, 24 agents, suivis dans un second temps par 130 autres agents, ont suivi un recyclage en secourisme pédiatrique. De plus, 12 personnes ont décroché un brevet de secouriste pédiatrique après une formation plus longue de 3 jours. Ces formations ont été assurées par l'ASBL « Save my life » via un subside de l'ONE.

La formation « Zéro Bobo » est dispensée, quant à elle, par les infirmières du Centre PSE de la commune. En 2022, elle a été suivie par les élèves de 7 classes des écoles communales. Cette formation est proposée en septembre de chaque année scolaire aux directions d'école, qui, après concertation avec leurs équipes, procèdent à des choix.

Lors de la Quinzaine de la petite enfance 2022, organisée sous l'égide du service des Familles, des formations destinées aux parents de jeunes enfants ont été dispensées par l'ACS-Uccle et par la Croix-Rouge.

Suite à une décision du Collège, les accueillantes du Family Corner ont bénéficié d'une formation aux premiers secours pédiatriques sous l'égide de l'ACS-Uccle. Le Collège a en effet estimé qu'un personnel en contact permanent avec des enfants en bas âge devait être en mesure de leur porter secours en cas de besoin.

M. l'Echevin Hublet est tout à fait disposé à élargir l'offre de formations mais cela exigerait un budget plus conséquent ainsi qu'un plus grand nombre de formateurs, alors que les cours dispensés dans les locaux de l'ACS-Uccle et de la Croix-Rouge affichent souvent complet et manquent de formateurs.

M. l'Echevin Hublet prend note de la suggestion de Mme Van Offelen et M. Bruylant

quant à une sensibilisation du public via un article dans le Wolvendael voire une conférence.

Mme Van Offelen et M. Bruylant remarquent que la situation s'est améliorée depuis 2018 et ne doutent pas de la volonté du Collège de continuer à œuvrer dans ce sens.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Van Offelen en de h. Bruylant : de eerste hulp.

Mevr. Van Offelen en de h. Bruylant herinneren eraan dat zij in maart 2018 in deze vergadering hadden gepleit voor een opleidingscampagne in EHBO, en in het bijzonder in hartmassage en het gebruik van defibrillators. Ze hadden ook voorgesteld om de klassen van de Ukkelse gemeentescholen te laten profiteren van een opleiding genaamd "Missions Zéro Bobo", aangepast aan de leeftijd van de kinderen, om huiselijke ongevallen te voorkomen.

Ze zouden graag zien dat Ukkel zijn burgers aanmoedigt om deel te nemen aan de opleiding om op dit gebied een proefgemeente te zijn.

In feite beantwoordt dit aan een vraag. Volgens een enquête van het Belgische Rode Kruis vindt namelijk 94 % van de ondervraagden dat een EHBO-opleiding verplicht moet zijn en 99 % vindt dat dit in het onderwijs verplicht moet zijn.

Elke dag sterven in Brussel vijf mensen aan een hartaanval. Bij een hartstilstand moet onmiddellijk worden ingegrepen. Elke verloren minuut staat gelijk aan 10 % minder kans op overleven, terwijl medische hulp gemiddeld 10 minuten op zich laat wachten. Bovendien vindt 41 % van de hartstilstanden thuis plaats, waar geen defibrillator aanwezig is. De meeste mensen die 112 bellen zijn in paniek en staan bij het slachtoffer zonder iets te doen.

Geschat wordt dat het percentage mensen met een EHBO-opleiding in België slechts ongeveer 15% bedraagt.

In Noord-Europa is een groot percentage van de bevolking opgeleid in EHBO: 95 % in Noorwegen, 80 % in Duitsland, 80 % in Oostenrijk. In Noorwegen vindt de opleiding plaats gedurende het hele leven van de burger vanaf de leeftijd van 7 jaar.

De afgelopen jaren is de gemeente doorgedaan met het installeren van automatische defibrillatoren in gemeentegebouwen, culturele ruimtes, scholen en sportcentra en werden veel gemeentepersoneel en politieagenten opgeleid. Bovendien worden op verzoek cursussen georganiseerd in gemeentescholen.

Hoe beoordeelt het college de maatregelen van de gemeente op dit vlak ?

Welke maatregelen zou het college kunnen nemen om meer Ukkelaars aan te moedigen deel te nemen aan een EHBO-opleiding (bijvoorbeeld door vzw ACS-Uccle of het Rode Kruis) en zo een breder publiek te bereiken ? Deze sensibilisering zou bijvoorbeeld kunnen gebeuren via een artikel in de Wolvendael, op de gemeentelijke website of via een conferentie.

Schepen Hublet is het volledig eens over de noodzaak om een zo breed mogelijke opleiding van de bevolking in EHBO en in het bijzonder in hartmassage en het gebruik van defibrillatoren te bevorderen.

Sinds 2018 zijn er 43 defibrillatoren geïnstalleerd in gemeentegebouwen. De EHBO-opleiding (3 dagen basisopleiding en een tweejaarlijkse opfriscursus van een dag of een halve dag) werd verstrekt aan potentiële gebruikers, in dit geval 162 ambtenaren (waarvan 48 in scholen) die hun certificaat hebben behaald. Deze cursussen werden georganiseerd door de opleidingscel van de externe preventiedienst Cohezio.

In de kinderdagverblijven hebben 170 ambtenaren deelgenomen aan de 3 uur durende inleiding tot kinderreanimatie, die ook de deobstructie voor baby's en jonge kinderen omvatte.

In 2022 kregen 24 ambtenaren, in een tweede fase gevolgd door 130 andere ambtenaren, een bijscholing in EHBO bij kinderen. Daarnaast behaalden 12 mensen een certificaat voor EHBO bij kinderen na een langere opleiding van 3 dagen. Deze opleidingen werden verzorgd door vzw "Save my life" via een ONE-subsidie.

De opleiding "Zéro Bobo" wordt gegeven door de verpleegkundigen van het gemeentelijke PSE-centrum. In 2022 werd ze gevolgd door leerlingen uit 7 klassen van de gemeentescholen. Deze opleiding wordt in september van elk schooljaar aangeboden aan de schooldirecties, die na overleg met hun teams keuzes maken.

Tijdens de Veertiendaagse van het kleine kind 2022 werden opleidingen voor ouders van jonge kinderen verzorgd door ACS-Uccle en het Rode Kruis.

Na een beslissing van het college kregen de verzorgsters van de Family Corner een opleiding in EHBO bij kinderen i.s.m. ACS-Uccle. Het college was van mening dat personeel dat voortdurend in contact staat met jonge kinderen in staat moet zijn hen indien nodig EHBO te verlenen.

Schepen Hublet is best bereid het opleidingsaanbod uit te breiden maar daarvoor is een groter budget en meer opleiders nodig, aangezien de cursussen die in de gebouwen van ACS-Uccle en het Rode Kruis worden gegeven vaak vol zitten en er een tekort aan opleiders is.

Hij neemt kennis van de suggestie van mevr. Van Offelen en de h. Bruylant om de bekendheid te vergroten door middel van een artikel in de Wolvendael of zelfs een conferentie.

Mevr. Van Offelen en de h. Bruylant stellen vast dat de situatie sinds 2018 is verbeterd en twijfelen er niet aan dat het college in deze richting zal blijven werken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

CC27042023 VAN OFFELEN BRUYLANT Premiers secours.docx

27.04.2023/A/0031 **Interpellation de M. Cohen : la verdurisation des quartiers commerçants.**

M. Cohen salue les initiatives de Mme l'Echevin Delwart en faveur du développement commercial de la commune : primes d'installation via des chèques-commerces, campagnes de publicité, soutien pendant la pandémie, terrasses pour l'horeca sur des places de stationnement, etc.

Il faut néanmoins sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier et rendre les quartiers commerçants encore plus attractifs.

Selon M. Cohen, la « verdurisation » des quartiers commerçants constitue une des solutions pour les quartiers commerçants, notamment Uccle-Centre et Vanderkindere.

Sur la chaussée d'Alseberg et la rue Vanderkindere, les arbres sont menus parce qu'ils sont jeunes. De plus, il n'y a aucune plante à leurs pieds tandis que la végétation dans les bacs à plantes est loin d'être très luxuriante.

M. Cohen propose dès lors de placer dans les artères commerçantes de grandes coupoles garnies de plantes davantage luxuriantes et voyantes.

La commune pourrait aussi mettre à disposition de chaque commerçant d'un même quartier une ou deux plantes à placer à l'entrée de son magasin. Cela permettrait d'égayer les rues marchandes tout en gardant une certaine uniformité. Il resterait à déterminer si ces plantes devraient être louées, vendues ou prêtées gracieusement par la commune aux commerçants.

Pour déterminer l'efficacité de ces deux mesures, il faudrait commencer par les appliquer à titre d'essai dans un quartier-pilote et s'enquérir au bout de 6 mois auprès

des commerçants, riverains et visiteurs via une enquête de satisfaction. Si le résultat s'avère positif, ces mesures pourraient être étendues à d'autres quartiers, en concertation avec les associations de commerçants respectives.

Mme l'échevine De Brouwer est très attachée à la verdurisation des quartiers en général et est évidemment en faveur de la verdurisation des quartiers commerçants.

Pour ce qui concerne la chaussée d'Alseberg et la rue Vanderkindere, la végétation y est encore à un stade relativement précoce, étant donné que de travaux n'y ont été entrepris que très récemment. Il faut laisser à la végétation le temps de prendre un peu de volume. Cependant, il faut prendre garde à ne pas trop planter car des plantations excessives pourraient générer des problèmes ultérieurement. Il faut donc éviter de multiplier les colonnes fleuries et les coupoles.

Le tronçon de la rue Vanderkindere situé entre La Bascule et l'avenue Brugmann est un bel exemple de verdurisation d'un quartier commerçant. Les services communaux ont planté une quarantaine d'arbres ainsi que des bancs dotés de bacs potagers. Les bacs mis à disposition par la commune sont entretenus par les riverains et commerçants, qui ont de surcroît placé des plantes grimpantes le long d'une série de façades.

Les coupoles évoquées par M. Cohen sont effectivement attrayantes mais elles requièrent une importante charge de travail : les plantations qui s'y trouvent doivent être remplacées chaque année (d'où la tendance actuelle à privilégier plutôt les plantations vivaces, qu'il faut moins arroser et moins souvent remplacer). Il faut donc éviter de multiplier les colonnes fleuries et les coupoles. À cet égard, Mme l'Echevine De Brouwer signale que les bacs communaux entretenus de mai à fin septembre sur le tronçon entièrement rénové de la chaussée d'Alseberg exigent 6 heures de travail hebdomadaires de la part de deux ouvriers du service vert.

Néanmoins, des coupoles ont été installées à Uccle et certaines d'entre elles ont été déplacées dans des quartiers commerçants peu verdurisés, tels que, par exemple, le tronçon de la chaussée d'Alseberg situé entre la plaine du Bourdon et l'avenue de Beersel.

Mme l'échevine De Brouwer estime toutefois plus intéressante la distribution de plantes aux commerçants et demandera au service vert d'examiner de manière plus approfondie comment mettre en œuvre cette solution. Des plantes grimpantes ont d'ailleurs été distribuées l'année dernière.

Mme l'échevin Delwart signale que le Collège est disposé à accorder aux associations de commerçants un subside ponctuel destiné à la verdurisation et l'embellissement de leurs quartiers respectifs.

Des contacts ont notamment été établis avec le quartier Cavell Village, qui a l'intention de placer des décorations florales en hauteur.

M. Cohen remercie Mme l'Echevine De Brouwer pour sa réponse car il n'était pas conscient du temps de travail requis pour l'entretien d'une coupole.

Il a évoqué le cas de la chaussée d'Alseberg parce que, suite au retour du tram sur cette voirie, la verdurisation y est de nature à contribuer à la relance de l'activité économique.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cohen : de vergroening van de winkelwijken.

De h. Cohen verwelkomt de initiatieven van schepen Delwart ten gunste van de commerciële ontwikkeling van de gemeente: vestigingspremies en handelscheques, reclamecampagnes, steun tijdens de pandemie, terrassen voor de horeca op

parkeerplaatsen enz.

Het is echter noodzakelijk om hieraan te blijven werken en de handelswijken nog aantrekkelijker te maken.

Volgens Cohen is het "vergroenen" van handelswijken een van de oplossingen voor handelswijken als Ukkel-Centrum en Vanderkindere.

In de Alsebergsesteenweg en de Vanderkinderestraat zijn de bomen klein omdat ze jong zijn. Bovendien staan er geen planten aan hun voeten en is de vegetatie in de plantenbakken niet erg weelderig.

De h. Cohen stelt daarom voor om in de winkelstraten grote koepels te plaatsen met meer weelderige en opzichtige beplanting.

De gemeente zou ook aan elke handelaar in dezelfde wijk één of twee planten ter beschikking kunnen stellen om bij de ingang van hun winkel te plaatsen. Dit zou de winkelstraten opfleuren met behoud van een zekere uniformiteit. Het staat nog te bezien of deze planten door de gemeente aan de handelaars verhuurd, verkocht of gratis uitgeleend moeten worden.

Om de doeltreffendheid van deze twee maatregelen vast te stellen, zouden ze eerst bij wijze van proef in een proefwijk moeten worden toegepast en zou na zes maanden een tevredenheidsonderzoek onder handelaars, buurtbewoners en bezoekers moeten worden uitgevoerd. Als de resultaten positief zijn, kunnen deze maatregelen in overleg met de betreffende handelsverenigingen worden uitgebreid naar andere wijken.

Schepen De Brouwer hecht veel waarde aan vergroening van wijken in het algemeen en is uiteraard voorstander van vergroening van de handelswijken.

Wat de Alsebergsesteenweg en de Vanderkinderestraat betreft, bevindt de begroeiing zich nog in een relatief vroeg stadium, omdat daar pas onlangs werkzaamheden zijn uitgevoerd. De vegetatie moet de tijd krijgen om te groeien. Er moet echter worden gewaakt voor overbeplanting, want overmatige beplanting kan later problemen veroorzaken. Daarom moet het aantal bloeiende zuilen en koepels worden vermeden.

Het gedeelte van de Vanderkinderestraat tussen Bascule en de Brugmannlaan is een goed voorbeeld van vergroening van een handelswijk. De gemeentediensten hebben er een veertigtal bomen en bankjes met moestuinbakken geplaatst. De door de gemeente ter beschikking gestelde plantenbakken worden onderhouden door de bewoners en handelaars die ook klimplanten langs een reeks gevels hebben geplaatst.

De door de h. Cohen genoemde koepels zijn inderdaad aantrekkelijk, maar vergen veel werk: de beplanting erin moet elk jaar worden vervangen (vandaar de huidige tendens om de voorkeur te geven aan vaste beplanting, die minder water nodig heeft en minder vaak moet worden vervangen). Er moet dus worden vermeden dat bloemenzuilen en -koepels in aantal toenemen. Mevr. De Brouwer wees er in dit verband op dat de gemeentelijke plantenbakken die van mei tot eind september worden onderhouden op het volledig gerenoveerde gedeelte van de Alsebergsesteenweg 6 uur werk per week vergen van twee arbeiders van de Groendienst.

Toch zijn er koepels geplaatst in Ukkel en zijn er enkele verplaatst naar handelswijken met weinig groen, zoals het gedeelte van de Alsebergsesteenweg tussen het Horzelplein en de Beersellaan.

Schepen De Brouwer vindt het uitdelen van planten aan handelaars echter interessanter en zal de Groendienst vragen nader te onderzoeken hoe deze oplossing kan worden uitgevoerd. Vorig jaar zijn al klimplanten uitgedeeld.

Schepen Delwart zegt dat het college bereid is de handelsverenigingen een eenmalige subsidie toe te kennen voor de vergroening en verfraaiing van hun wijk.

Er zijn contacten gelegd met de wijk Cavell Village die van plan is bloemendecoraties

in de hoogte aan te brengen.

De h. Cohen dankt mevr. De Brouwer voor haar antwoord, aangezien hij zich niet bewust was van de hoeveelheid werk die nodig is om een koepel te onderhouden. Hij noemde het geval van de Alsebergsesteenweg, waar, na de terugkeer van de tram op deze weg, de vergroening waarschijnlijk zal bijdragen tot de heropleving van de economische activiteit.

De Raad neemt kennis.

5 annexes / 5 bijlagen

*IMG_20230225_104100.jpg, IMG_20230225_104227.jpg,
IMG_20230225_104012.jpg, IMG_20230225_104020.jpg, VERDURISATION DES
QUARTIERS COMMERCANTS.docx*

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

27.04.2023/A/0032 **Interpellation de M. Cohen : sécurisation de la voie de chemin de fer le long de la rue Gatti de Gamond.**

M. Cohen rappelle que le 30 mars dernier a eu lieu la soirée de lancement du 3^{ème} Partenariat local de prévention (PLP) de la commune, en l'occurrence le PLP Paola, relatif au quartier situé entre la rue de Stalle, la rue Gatti de Gamond et l'avenue Princesse Paola.

Cette très belle initiative du Bourgmestre vise à prévenir la criminalité, à accroître le sentiment de sécurité et à renforcer la cohésion sociale.

Lors de cette réunion, plusieurs habitants de la rue Gatti de Gamond ont signalé l'absence de sécurisation du talus de chemin de fer qui longe la rue et leurs habitations.

Plusieurs riverains ont subi un cambriolage, selon le même mode opératoire : les malandrins longent la voie ferrée, descendent le talus et se retrouvent dans les jardins à l'abri des regards pour commettre leur forfait.

Cette situation est totalement inacceptable.

Le Collège pourrait-il contacter la SNCB afin de demander une sécurisation le long de la voie ferrée du pont enjambant la rue de Stalle jusqu'au pont de la rue du Merlo ?

Le Collège pourrait-il envoyer le conseiller en prévention/sécurité de la zone auprès des habitants ?

Dans le cas où la SNCB ne donnerait pas suite à la demande, le Collège pourrait-il envisager la coordination de l'achat groupé d'une clôture afin de réduire le coût, que chaque riverain y participe ou non.

Mme l'échevin Gol-Lescot répond que M. le Bourgmestre a déjà envoyé un courrier à Infrabel pour déterminer les possibilités de sécurisation, et demandé au conseiller en prévention de prendre contact avec les habitants intéressés.

Pour ce qui concerne l'installation éventuelle de clôtures, il faut attendre la réponse d'Infrabel car un tel dispositif serait inopportun s'il était susceptible de provoquer des accidents.

Le Collège a toutefois bien pris note de la proposition de M. Cohen, dont la possibilité de réalisation sera examinée.

M. Cohen remercie M. le Bourgmestre pour sa proactivité et attend avec impatience la réponse d'Infrabel.

Interpellatie van de h. Cohen : beveiliging van de spoorwegberm langs de Gatti de Gamondstraat.

De h. Cohen herinnert de aanwezigen eraan dat op 30 maart de start van het derde buurtinformatienetwerk (BIN) van de gemeente, BIN Paola, heeft plaatsgevonden in de wijk tussen de Stallestraat, de Gatti de Gamondstraat en de Prinses Paolalaan.

Dit is een mooi initiatief van de burgemeester om criminaliteit te voorkomen, het veiligheidsgevoel te vergroten en de sociale cohesie te versterken.

Tijdens deze bijeenkomst wezen verschillende bewoners van de Gatti de Gamondstraat erop dat de spoortalud langs de straat en hun woningen niet veilig zijn gemaakt.

Verschillende bewoners werden het slachtoffer van inbraak, waarbij dezelfde modus operandi werd gebruikt: de criminelen lopen langs de spoorlijn, de talud af en uit het zicht de tuinen in om hun misdaad te plegen.

Deze situatie is volstrekt onaanvaardbaar.

Kan het college contact opnemen met de NMBS en vragen om beveiliging langs de spoorlijn vanaf de brug over de Stallestraat tot aan de brug over de Merlostraat ?

Kan het college de preventie/beveiligingsadviseur voor de omgeving naar de bewoners sturen ?

Als de NMBS niet op het verzoek ingaat, kan het college overwegen de groepsaankoop van een hek te coördineren om de kosten te drukken, ongeacht of elke inwoner meedoet of niet ?

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat de burgemeester al een brief had gestuurd naar Infrabel om de mogelijkheden voor de beveiliging van het gebied te bepalen en de preventieadviseurs had gevraagd om contact op te nemen met de geïnteresseerde bewoners.

Wat de eventuele plaatsing van hekken betreft, moest het antwoord van Infrabel worden afgewacht, omdat een dergelijke voorziening niet geschikt zou zijn als ze ongevallen zou kunnen veroorzaken.

Het college heeft echter nota genomen van het voorstel van de h. Cohen en er zal worden nagegaan of het kan worden uitgevoerd.

De h. Cohen bedankt de burgemeester voor zijn proactiviteit en kijkt uit naar het antwoord van Infrabel.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

RUE GATTI DE GAMONI.docx

27.04.2023/A/0033 **Interpellation de M. Cools : travaux de la STIB dans le quartier du Bourdon.**

M. Cools rappelle que, selon un toutes-boîtes distribué dans le quartier, la chaussée de Drogenbos est censée être réouverte fin avril. Depuis lors, il paraîtrait que des risques d'effondrement d'une deuxième maison soient apparus chaussée de Drogenbos. Est-ce exact ? Si c'est le cas, l'ouverture de la chaussée au trafic ne sera-t-elle pas reportée ?

La STIB planifie ses propres travaux chaussée d'Alsemberg à partir du 8 mai. M. Cools estime qu'il est impossible de fermer la circulation en même temps sur les chaussées d'Alsemberg et de Drogenbos. Dès lors, le Collège a-t-il demandé ou va-t-il

demander un report de travaux de la chaussée d'Alseberg après la réouverture à la circulation de la chaussée de Drogenbos ? Est-il exact qu'une déviation du trafic serait envisagée via la rue Zandbeek, voirie étroite et sans trottoir ayant un statut de voirie résidentielle. Selon M. Cools, cette solution ne peut être retenue, ne fût-ce que pour des raisons de sécurité. Son impact serait catastrophique pour les habitants de la rue et ne résoudrait pas les problèmes de circulation. En effet, la rue Zandbeek n'est pas de nature à supporter un trafic de déviation de la chaussée d'Alseberg.

Lors de l'enquête publique relative à la demande de permis d'urbanisme pour les travaux de la STIB chaussée d'Alseberg à hauteur du Bourdon, de nombreuses remarques ont été émises par les habitants et commerçants, notamment sur la trop forte réduction du nombre de places de parking.

Le permis délivré a-t-il tenu compte au moins partiellement de ces remarques ?

Des modifications ont-elles été apportées au projet soumis à enquête publique ? Si oui, lesquelles ?

M. l'échevin Wyngaard répond que, dans son avis du 18 janvier dernier sur le permis, la commission de concertation a sollicité une série de modifications par rapport au projet initial.

Ces modifications entraînent la perte d'une vingtaine de places de parking, en raison d'une mise en conformité des quais pour l'accès des PMR, ce qui implique l'aménagement de deux niveaux de quai, l'un pour les bus et l'autre pour le tram. La mise en conformité des carrefours et des traversées piétonnes contribue au même résultat en termes de stationnement.

Le bas de la rue du Bourdon est aussi concerné par les demandes de modifications, dans la perspective d'une mise en conformité des arrêts à proximité des deux écoles (francophone et néerlandophone). Il était en effet prévu de supprimer une bande de présélection à l'approche du carrefour afin d'élargir les trottoirs. Cela aurait induit des files importantes dans la rue du Bourdon du fait qu'il n'y aurait eu plus qu'une seule bande de circulation à l'approche du carrefour, et ce alors qu'il s'agit déjà d'un secteur où la mobilité est compliquée.

Le Collège a donc pris les devants en contactant le propriétaire de la parcelle où se situe la station-essence. Les premiers contacts s'avérant positifs, le Collège a l'intention de procéder à une expropriation à l'amiable : la cession par le propriétaire d'une bande de terrain de 3 mètres ne nuirait pas à l'activité du car-wash et de la station-essence, et permettrait de maintenir le nombre de bandes de circulation et d'avoir des trottoirs dignes de ce nom des deux côtés ainsi qu'un cheminement pour les cyclistes qui les amène dans l'« espace vélos » à l'approche du carrefour.

Suite à une demande des commerçants, une zone de livraison a été déplacée par rapport à l'emplacement prévu par le projet initial.

Pour ce qui concerne le chantier, les travaux étaient censés initialement débuter le 8 mai et se poursuivre jusqu'à fin août – début septembre, avec une concentration du maximum de l'activité durant la période des vacances scolaires en juillet et août. Ce programme a été conçu dans l'idée que les problèmes de la chaussée de Drogenbos étaient résolus, qu'il n'y a plus d'effondrement et que la circulation est à nouveau possible sur cette voirie.

Entre-temps, ce dossier a été contrarié par de mauvaises surprises. L'intervention des impétrants dans l'espace public suite aux travaux de stabilisation du n° 70 a mis en lumière l'existence de nouvelles fissures dans l'immeuble voisin du n° 68. Il a donc fallu tout arrêter pour laisser la place aux assureurs, experts et sociétés spécialisées, vu qu'il faut stabiliser les deux maisons et injecter des produits par le dessous pour les accrocher ensemble (« carcanage »).

Dans les prochaines semaines, Vivaqua va devoir encore intervenir, ainsi que Farys étant donné que la conduite appartient à la société flamande de distribution d'eau et que c'est cette société qui est compétente pour le revêtement asphaltique et le

réaménagement du trottoir. C'est uniquement lorsque ces tâches auront été accomplies que la réouverture à la circulation pourra être opérée, en principe au cours de la première quinzaine de juin.

L'administration communale va redistribuer un toutes-boîtes dans le quartier, mais les soubresauts dans ce dossier ont été tellement nombreux qu'il faudrait presque distribuer un toutes-boîtes chaque semaine, ce qui n'est évidemment pas possible.

Vu l'évolution de ce dossier, le Collège s'est demandé si la fermeture de la chaussée d'Alseberg, à tout le moins de certains de ses tronçons, et la mise en sens unique étaient tenables dans un contexte où la chaussée de Drogenbos est fermée.

M. l'échevin Wyngaard rappelle qu'il faut réaménager en surface le petit tronçon de la chaussée de Saint-Job où se situent la carrosserie Vilain et la Promenade verte. Vu que tous les impétrants sont passés, on doit uniquement refaire le pavage et planter des arbres. Compte tenu de la situation, ce réaménagement, attendu par une série d'habitants, a dû être suspendu.

Lors de la réunion, le Collège a profité de la présence massive d'habitants et de commerçants pour prendre le pouls du quartier et organiser un vote indicatif. Les citoyens se sont très massivement prononcés en faveur du report du chantier à la mi-juin quand, en principe, la chaussée de Drogenbos sera réouverte.

On a bon espoir que l'échéance soit respectée : la conduite de Farys n'étant plus sous pression à l'heure actuelle, il est possible de rouvrir la chaussée de Drogenbos en procédant par la suite aux travaux de renforcement de cette conduite par l'intérieur (« chemisage »). En effet, il ne faut pas confondre les deux conduites : l'égout de Vivaqua, qui est en piteux état, et la conduite de Farys.

De toute façon, l'égout va devoir faire l'objet d'une intervention de la part de Vivaqua, et le Collège est pour sa part persuadé de la nécessité d'un réaménagement de façade à façade dans les années à venir. Une intervention sera sans aucun doute indispensable sur la chaussée de Drogenbos afin de refaire la voirie, l'égout, le trottoir, et il s'agira assurément d'un gros chantier.

Le Collège est en discussion avec la STIB par rapport à la décision de report. En effet, dans la situation idéale, le chantier est censé commencer à la mi-juin, juste après la réouverture de la chaussée de Drogenbos. Mais le contexte s'avère plus difficile dans la mesure où des périodes ont été bloquées pour d'autres chantiers.

Le Collège a insisté pour que les travaux aient lieu le plus rapidement possible après la réouverture de la chaussée de Drogenbos et au plus tard durant les congés scolaires. Mais il est possible qu'ils débordent en septembre-octobre, période plus compliquée. Cependant, vu que la chaussée de Drogenbos sera ouverte, la pression devrait être moins forte sur la rue Zandbeek. Le Collège veillera de toute façon à réduire l'impact des travaux sur cette voirie, et ce d'autant plus que des habitants se sont manifestés.

Dans le cadre de la problématique posée par la concomitance des chantiers, M. l'Echevin Wyngaard signale encore le réaménagement de la rue Egide Van Ophem et l'égouttage de la rue du Bourdon, qui a déjà été reporté pour des raisons budgétaires. Selon la STIB, il faut intervenir au plus vite à cause du mauvais état des rails de tram.

Pour ce qui concerne le stationnement, le Collège est en contact avec le propriétaire du terrain Illochroma afin d'y aménager des places de parking pour soulager le quartier ainsi qu'avec la société De Lijn pour libérer de l'espace à cette fin dans son dépôt.

M. Hayette invite le Collège à ne refuser aucune solution, en particulier l'interdiction des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans la chaussée de Drogenbos.

Il suggère aussi un changement de circulation fondé sur un contournement à partir de l'avenue de Beersel suivi par la traversée d'une partie du Melkriek.

M. Cools approuve l'idée d'une rénovation de façade à façade de la chaussée de Drogenbos, lorsqu'elle sera possible. Vu qu'une telle rénovation a déjà été effectuée

sur le territoire de la commune de Drogenbos à partir de la rue des Trois Rois jusqu'à la Grote Baan, il serait logique de poursuivre un travail analogue sur le territoire uclois.

M. Cools ne cache pas une certaine déception par rapport au permis d'urbanisme, étant donné que la principale demande, relative à la récupération, au moins partielle, de quelques places de parking, n'est pas rencontrée. La volonté d'établir deux quais côte à côte, alors que le public concerné par la fin de ligne du tram 51 est assez limité, induit en effet la suppression, sans compensation, de places de parking.

Pour ce qui concerne la rue Zandbeek, M. Cools insiste sur la nécessité de trouver des alternatives pour assurer le passage des convois funéraires et, de manière générale, toute la circulation liée à l'activité du crématorium.

M. Cools demande si le chemisage concerne uniquement le tronçon entre l'avenue de Beersel et la rue du Bourdon ou s'il sera opéré sur l'ensemble de la chaussée de Drogenbos car, si cette opération de chemisage n'est pas étendue, il pourrait y avoir un risque d'effondrement de voirie à hauteur du dépôt de De Lijn.

M. l'échevin Wyngaard répond qu'il n'a pas encore eu de confirmation quant au chemisage mais ce dossier semble en bonne voie.

Il souligne la bonne collaboration avec les communes voisines, notamment la commune de Drogenbos, ainsi qu'avec la STIB : tous les acteurs semblent adopter une attitude constructive.

M. l'échevin Wyngaard estime aussi qu'il faut faire preuve de créativité en matière de disponibilité des axes afin de garantir l'accès permanent au crématorium.

Les travaux sur la petite chaussée de Saint-Job peuvent d'autant plus être reportés que dans ce secteur, il y a actuellement un autre chantier et qu'il y en aura prochainement un autre sur parcelle privée. Néanmoins, les travaux ne pourront être reportés indéfiniment, car dans ce cas, le permis risquerait d'être périmé, ce qui serait extrêmement fâcheux.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : werken van de MIVB in de Horzelwijk.

De h. Cools herinnert ons eraan dat, volgens een in de wijk verspreid huis-aan-huisbericht, de Drogenbossesteenweg eind april weer geopend zou zijn. Sindsdien schijnt er een tweede woning in de Drogenbosweg te zijn ingestort. Is dit waar ? Zo ja, wordt de openstelling van de weg voor het verkeer dan niet uitgesteld ?

De MIVB plant haar eigen werkzaamheden aan de Alsebergsesteenweg vanaf 8 mei. De h. Cools meent dat het onmogelijk is om de Alsebergsesteenweg en de Drogenbossesteenweg tegelijkertijd voor het verkeer af te sluiten. Heeft het college daarom gevraagd of gaat het vragen om de werkzaamheden aan de Alsebergsesteenweg uit te stellen tot na de heropening van de Drogenbossesteenweg voor het verkeer ? Is het waar dat een verkeersomleiding via de Zandbeekstraat, een smalle weg zonder trottoir met woonbestemming, zou worden overwogen ? Volgens de h. Cools kan deze oplossing alleen al om veiligheidsredenen niet worden gekozen. De gevolgen ervan zouden catastrofaal zijn voor de bewoners van de straat en zouden de verkeersproblemen niet oplossen. De Zandbeekstraat is immers niet geschikt voor verkeer dat van de Alsebergsesteenweg afwijkt.

Tijdens het openbaar onderzoek naar de vergunningsaanvraag voor de MIVB-werken aan de Alsebergsesteenweg ter hoogte van Horzel werden talrijke opmerkingen gemaakt door bewoners en handelaars, met name over de overdreven vermindering van het aantal parkeerplaatsen.

Is in de afgegeven vergunning althans gedeeltelijk rekening gehouden met deze opmerkingen ?

Zijn er wijzigingen aangebracht aan het project dat is onderworpen aan een openbaar onderzoek ? Zo ja, welke ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de overlegcommissie in haar advies van 18 januari over de vergunning om een aantal wijzigingen in het oorspronkelijke project heeft gevraagd.

Deze wijzigingen houden het verlies van een twintigtal parkeerplaatsen in, omdat de perrons moeten voldoen aan de eisen voor toegang door PBM's, wat de aanleg van twee perronniveaus impliceert, één voor bussen en één voor de tram. De verbetering van de kruispunten en oversteekplaatsen voor voetgangers draagt bij tot hetzelfde resultaat op het gebied van parkeren.

Ook voor het lager gelegen gedeelte van de Horzelstraat zijn wijzigingsverzoeken ingediend om de haltes bij de twee scholen (Frans en Nederlands) met elkaar in overeenstemming te brengen. Het was de bedoeling een voorsorteerstrook bij de nadering van het kruispunt te verwijderen om de trottoirs te verbreden. Dit zou hebben geleid tot lange files in de Horzelstraat aangezien er slechts één rijstrook zou zijn bij het naderen van het kruispunt, en dit is al een gebied waar de mobiliteit wordt bemoeilijkt.

Het college heeft daarom het initiatief genomen en contact opgenomen met de eigenaar van het perceel waar het benzinstation is gevestigd. De eerste contacten waren positief en het college is voornemens over te gaan tot een minnelijke onteigening: de overdracht door de eigenaar van een strook grond van 3 meter zou de activiteit van de carwash en het tankstation niet schaden en zou het mogelijk maken het aantal rijstroken te handhaven en aan weerszijden behoorlijke voetpaden aan te leggen, alsmede een pad voor fietsers dat hen naar de "fietszone" bij de oprit van het kruispunt zou brengen.

Op verzoek van handelaars is een leveringszone verplaatst van de oorspronkelijke plaats.

Wat de bouwwerkzaamheden betreft, deze zouden aanvankelijk op 8 mei beginnen en tot eind augustus/begin september duren, met een maximale activiteit tijdens de schoolvakanties in juli en augustus. Dit programma was opgesteld in de veronderstelling dat de problemen in de Drogenbossesteenweg waren opgelost, dat er geen sprake meer was van inzakking en dat er weer verkeer mogelijk was op deze weg.

Inmiddels is dit dossier doorkruist door onaangename verrassingen. De interventie van de concessiehouders in de openbare ruimte na de stabilisatiewerkzaamheden aan nr. 70 bracht nieuwe scheuren in het naburige gebouw op nr. 68 aan het licht. Alles moest worden stilgelegd om plaats te maken voor verzekeraars, deskundigen en gespecialiseerde bedrijven, want de twee woningen moesten worden gestabiliseerd en van onderaf producten geïnjecteerd om ze bij elkaar te houden ("carcanage").

In de komende weken zal Vivaqua opnieuw moeten ingrijpen, evenals Farys, aangezien de leiding toebehoort aan de Vlaamse watermaatschappij en deze maatschappij verantwoordelijk is voor de asfaltering en de herinrichting van het trottoir. Pas als deze werkzaamheden zijn afgerond kan de weg weer worden opengesteld voor het verkeer, in principe in de eerste helft van juni.

Het gemeentebestuur gaat een huis-aan-huisbericht verdelen in de wijk maar er zijn zoveel omwentelingen in dit dossier dat het bijna noodzakelijk zou zijn om elke week een huis-aan-huisbericht te verdelen, wat uiteraard niet mogelijk is.

Gelet op de evolutie van dit dossier vroeg het college zich af of de afsluiting van de Alsebergsesteenweg, of althans van bepaalde delen daarvan, en de invoering van een eenrichtingsverkeer wel houdbaar zijn in een context waarin de Drogenbossesteenweg is afgesloten.

De schepen herinnert ons eraan dat het kleine gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg, waar de carrosseriezaak Vilain en de Groene Wandeling zich bevinden, opnieuw moet

worden geasfalteerd. Aangezien alle concessiehouders zijn tussengekomen, hoeven we alleen de bestrating opnieuw aan te leggen en bomen te planten. Gezien de situatie moest deze door een aantal bewoners verwachte herinrichting worden opgeschort.

Tijdens de vergadering maakte het college gebruik van de massale aanwezigheid van bewoners en handelaars om de mening van de buurt te peilen en een indicatieve stemming te organiseren. De burgers stemden massaal voor uitstel van de werkzaamheden tot medio juni, wanneer de Drogenbossesteenweg in principe weer opgesteld wordt.

Gehoopt wordt dat de termijn wordt gehaald: aangezien de leiding van Farys niet meer onder druk staat, kan de Drogenbossesteenweg weer geopend worden door de leiding vervolgens van binnenuit te versterken ("chemisage"). De twee leidingen mogen niet worden verward: het Vivaqua-riool, dat in slechte staat verkeert, en de Farys-leiding.

In ieder geval zal het riool door Vivaqua hersteld moeten worden en is het college ervan overtuigd dat een gevelrenovatie in de komende jaren noodzakelijk zal zijn. Er zullen ongetwijfeld werkzaamheden in de Drogenbossesteenweg nodig zijn om de weg, het riool en de bestrating te herstellen, en dit zal ongetwijfeld een grote werf zijn.

Het college is in gesprek met de MIVB over het besluit tot uitstel. In de ideale situatie zouden de werkzaamheden midden juni moeten beginnen, net na de heropening van de Drogenbossesteenweg. De context is echter moeilijker omdat de periodes voor andere werven zijn geblokkeerd.

Het college heeft erop aangedrongen dat de werkzaamheden zo spoedig mogelijk na de heropening van de Drogenbossesteenweg en uiterlijk tijdens de schoolvakanties plaatsvinden. Het is echter mogelijk dat de werkzaamheden overslaan naar de meer gecompliceerde periode september-oktober. Aangezien de Drogenbossesteenweg open zal zijn, zou er echter minder druk moeten zijn op de Zandbeekstraat. In ieder geval zal het college ervoor zorgen dat de impact van de werkzaamheden op deze weg wordt beperkt, vooral omdat de bewoners hun bezorgdheid hebben geuit.

In het kader van het probleem van de gelijktijdige bouwwerkzaamheden wijst schepen Wyngaard ook op de herinrichting van de Egide Van Ophemstraat en de riolering van de Horzelstraat, die om budgettaire redenen al is uitgesteld. Volgens de MIVB betekent de slechte staat van de tramsporen dat er zo snel mogelijk actie moet worden ondernomen.

Wat het parkeren betreft, staat het college in contact met de eigenaar van het Illochroma-terrein om parkeerplaatsen te creëren om de buurt te ontlasten en met De Lijn om hiervoor ruimte vrij te maken in haar depot.

De h. Hayette verzoekt het college geen enkele oplossing te weigeren, met name het verbod op voertuigen van meer dan 3,5 ton in de Drogenbossesteenweg.

Ook stelt hij een wijziging van het verkeer voor op basis van een bypass vanaf de Beersellaan gevolgd door de oversteek van een deel van Melkriek.

De h. Cools is voorstander van een gevelrenovatie van de Drogenbossesteenweg, indien mogelijk. Aangezien een dergelijke renovatie reeds is uitgevoerd op het grondgebied van de gemeente Drogenbos vanaf de Drie Koningenstraat tot aan de Grote Baan, zou het logisch zijn een soortgelijk werk voort te zetten op het Ukkelse grondgebied.

De h. Cools steekt een zekere ontgoocheling over de stedenbouwkundige vergunning niet onder stoelen of banken, aangezien het belangrijkste verzoek, namelijk de recuperatie, althans gedeeltelijk, van enkele parkeerplaatsen, niet wordt ingewilligd. De wens om twee perrons naast elkaar aan te leggen, terwijl het betrokken publiek aan het einde van tramlijn 51 vrij beperkt is, leidt in feite tot de schrapping, zonder compensatie, van parkeerplaatsen.

Wat de Zandbeekstraat betreft, dringt de h. Cools erop aan dat alternatieven worden gevonden om de doorgang van begrafeniskonvoeien en, in het algemeen, van alle verkeer in verband met de activiteit van het crematorium te waarborgen.

De h. Cools vraagt of de bekleding alleen betrekking heeft op het gedeelte tussen de Beersellaan en de Horzelstraat of dat de hele Drogenbossesteenweg wordt bekleed omdat, indien deze bekleding niet wordt uitgebreid, het risico bestaat dat de weg instort ter hoogte van het depot van De Lijn.

Schepen Wyngaard antwoordt dat hij nog geen bevestiging had gekregen van de chemisage, maar dat het dossier op de goede weg leek.

Hij benadrukt de goede samenwerking met de buurgemeentes, met name de gemeente Drogenbos, en met de MIVB: alle betrokkenen lijken zich constructief op te stellen.

De schepen vindt ook dat er creativiteit nodig is wat betreft de beschikbaarheid van routes om een permanente toegang tot het crematorium te garanderen.

De werkzaamheden aan de kleine Sint-Jobsesteenweg kunnen worden uitgesteld omdat er momenteel een andere werf in dit gebied is en er binnenkort nog een werf komt op een particulier terrein. De werkzaamheden kunnen echter niet voor onbepaalde tijd worden uitgesteld omdat in dat geval de vergunning dreigt te vervallen, wat uiterst ongelukkig zou zijn.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation programmation des travaux STIB.docx

27.04.2023/A/0034

Question orale de M. Hayette : fermeture des voiries dû aux travaux de la Chaussée d'Alsemberg.

M. Hayette signale que les habitants du quartier de la chaussée d'Alsemberg ont reçu un courrier pour les travaux de remplacement des voies du tram entre la rue du Château d'Or et la rue Molensteen. Selon la feuille de route, les travaux sont planifiés d'avril à début septembre 2023.

Concomitamment, les travaux de la chaussée de Drogenbos consécutifs à l'explosion de la conduite d'eau semblent avoir pris du retard. Une deuxième maison a été évacuée et d'autres fuites ont été détectées. Rien ne dit que la chaussée de Drogenbos sera réouverte pour le début des travaux de la chaussée d'Alsemberg.

Le Collège craint-il une fermeture simultanée des deux chaussées ? Si c'est le cas, peut-il présenter un plan de circulation qui ne mettra pas tout un quartier à l'arrêt ?

M. l'échevin Wyngaard répond que, dans son avis du 18 janvier dernier sur le permis, la commission de concertation a sollicité une série de modifications par rapport au projet initial.

Ces modifications entraînent la perte d'une vingtaine de places de parking, en raison d'une mise en conformité des quais pour l'accès des PMR, ce qui implique l'aménagement de deux niveaux de quai, l'un pour les bus et l'autre pour le tram. La mise en conformité des carrefours et des traversées piétonnes contribue au même résultat en termes de stationnement.

Le bas de la rue du Bourdon est aussi concerné par les demandes de modifications, dans la perspective d'une mise en conformité des arrêts à proximité des deux écoles (francophone et néerlandophone). Il était en effet prévu de supprimer une bande de présélection à l'approche du carrefour afin d'élargir les trottoirs. Cela aurait induit des files importantes dans la rue du Bourdon du fait qu'il n'y aurait eu plus qu'une seule

bande de circulation à l'approche du carrefour, et ce alors qu'il s'agit déjà d'un secteur où la mobilité est compliquée.

Le Collège a donc pris les devants en contactant le propriétaire de la parcelle où se situe la station-essence. Les premiers contacts s'avérant positifs, le Collège a l'intention de procéder à une expropriation à l'amiable : la cession par le propriétaire d'une bande de terrain de 3 mètres ne nuirait pas à l'activité du car-wash et de la station-essence, et permettrait de maintenir le nombre de bandes de circulation et d'avoir des trottoirs dignes de ce nom des deux côtés ainsi qu'un cheminement pour les cyclistes qui les amène dans l'« espace vélos » à l'approche du carrefour.

Suite à une demande des commerçants, une zone de livraison a été déplacée par rapport à l'emplacement prévu par le projet initial.

Pour ce qui concerne le chantier, les travaux étaient censés initialement débuter le 8 mai et se poursuivre jusque fin août – début septembre, avec une concentration du maximum de l'activité durant la période des vacances scolaires en juillet et août. Ce programme a été conçu dans l'idée que les problèmes de la chaussée de Drogenbos étaient résolus, qu'il n'y a plus d'effondrement et que la circulation est à nouveau possible sur cette voirie.

Entre-temps, ce dossier a été contrarié par de mauvaises surprises. L'intervention des impétrants dans l'espace public suite aux travaux de stabilisation du n° 70 a mis en lumière l'existence de nouvelles fissures dans l'immeuble voisin du n° 68. Il a donc fallu tout arrêter pour laisser la place aux assureurs, experts et sociétés spécialisées, vu qu'il faut stabiliser les deux maisons et injecter des produits par le dessous pour les accrocher ensemble (« carcanage »).

Dans les prochaines semaines, Vivaqua va devoir encore intervenir, ainsi que Farys étant donné que la conduite appartient à la société flamande de distribution d'eau et que c'est cette société qui est compétente pour le revêtement asphaltique et le réaménagement du trottoir. C'est uniquement lorsque ces tâches auront été accomplies que la réouverture à la circulation pourra être opérée, en principe au cours de la première quinzaine de juin.

L'administration communale va redistribuer un toutes-boîtes dans le quartier, mais les soubresauts dans ce dossier ont été tellement nombreux qu'il faudrait presque distribuer un toutes-boîtes chaque semaine, ce qui n'est évidemment pas possible.

Vu l'évolution de ce dossier, le Collège s'est demandé si la fermeture de la chaussée d'Alseberg, à tout le moins de certains de ses tronçons, et la mise en sens unique étaient tenables dans un contexte où la chaussée de Drogenbos est fermée.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle qu'il faut réaménager en surface le petit tronçon de la chaussée de Saint-Job où se situent la carrosserie Vilain et la Promenade verte. Vu que tous les impétrants sont passés, on doit uniquement refaire le pavage et planter des arbres. Compte tenu de la situation, ce réaménagement, attendu par une série d'habitants, a dû être suspendu.

Lors de la réunion, le Collège a profité de la présence massive d'habitants et de commerçants pour prendre le pouls du quartier et organiser un vote indicatif. Les citoyens se sont très massivement prononcés en faveur du report du chantier à la mi-juin quand, en principe, la chaussée de Drogenbos sera réouverte.

On a bon espoir que l'échéance soit respectée : la conduite de Farys n'étant plus sous pression à l'heure actuelle, il est possible de rouvrir la chaussée de Drogenbos en procédant par la suite aux travaux de renforcement de cette conduite par l'intérieur (« chemisage »). En effet, il ne faut pas confondre les deux conduites : l'égout de Vivaqua, qui est en piteux état, et la conduite de Farys.

De toute façon, l'égout va devoir faire l'objet d'une intervention de la part de Vivaqua, et le Collège est pour sa part persuadé de la nécessité d'un réaménagement de façade à façade dans les années à venir. Une intervention sera sans aucun doute indispensable sur la chaussée de Drogenbos afin de refaire la voirie, l'égout, le trottoir, et il s'agira assurément d'un gros chantier.

Le Collège est en discussion avec la STIB par rapport à la décision de report. En effet, dans la situation idéale, le chantier est censé commencer à la mi-juin, juste après la réouverture de la chaussée de Drogenbos. Mais le contexte s'avère plus difficile dans la mesure où des périodes ont été bloquées pour d'autres chantiers.

Le Collège a insisté pour que les travaux aient lieu le plus rapidement possible après la réouverture de la chaussée de Drogenbos et au plus tard durant les congés scolaires. Mais il est possible qu'ils débordent en septembre-octobre, période plus compliquée. Cependant, vu que la chaussée de Drogenbos sera ouverte, la pression devrait être moins forte sur la rue Zandbeek. Le Collège veillera de toute façon à réduire l'impact des travaux sur cette voirie, et ce d'autant plus que des habitants se sont manifestés.

Dans le cadre de la problématique posée par la concomitance des chantiers, M. l'Échevin Wyngaard signale encore le réaménagement de la rue Egide Van Ophem et l'égouttage de la rue du Bourdon, qui a déjà été reporté pour des raisons budgétaires. Selon la STIB, il faut intervenir au plus vite à cause du mauvais état des rails de tram. Pour ce qui concerne le stationnement, le Collège est en contact avec le propriétaire du terrain Illochroma afin d'y aménager des places de parking pour soulager le quartier ainsi qu'avec la société De Lijn pour libérer de l'espace à cette fin dans son dépôt.

M. Hayette invite le Collège à ne refuser aucune solution, en particulier l'interdiction des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans la chaussée de Drogenbos.

Il suggère aussi un changement de circulation fondé sur un contournement à partir de l'avenue de Beersel suivi par la traversée d'une partie du Melkriek.

M. Cools approuve l'idée d'une rénovation de façade à façade de la chaussée de Drogenbos, lorsqu'elle sera possible. Vu qu'une telle rénovation a déjà été effectuée sur le territoire de la commune de Drogenbos à partir de la rue des Trois Rois jusqu'à la Grote Baan, il serait logique de poursuivre un travail analogue sur le territoire uclois.

M. Cools ne cache pas une certaine déception par rapport au permis d'urbanisme, étant donné que la principale demande, relative à la récupération, au moins partielle, de quelques places de parking, n'est pas rencontrée. La volonté d'établir deux quais côte à côte, alors que le public concerné par la fin de ligne du tram 51 est assez limité, induit en effet la suppression, sans compensation, de places de parking.

Pour ce qui concerne la rue Zandbeek, M. Cools insiste sur la nécessité de trouver des alternatives pour assurer le passage des convois funéraires et, de manière générale, toute la circulation liée à l'activité du crématorium.

M. Cools demande si le chemisage concerne uniquement le tronçon entre l'avenue de Beersel et la rue du Bourdon ou s'il sera opéré sur l'ensemble de la chaussée de Drogenbos car, si cette opération de chemisage n'est pas étendue, il pourrait y avoir un risque d'effondrement de voirie à hauteur du dépôt de De Lijn.

M. l'échevin Wyngaard répond qu'il n'a pas encore eu de confirmation quant au chemisage mais ce dossier semble en bonne voie.

Il souligne la bonne collaboration avec les communes voisines, notamment la commune de Drogenbos, ainsi qu'avec la STIB : tous les acteurs semblent adopter une attitude constructive.

M. l'échevin Wyngaard estime aussi qu'il faut faire preuve de créativité en matière de disponibilité des axes afin de garantir l'accès permanent au crématorium.

Les travaux sur la petite chaussée de Saint-Job peuvent d'autant plus être reportés que dans ce secteur, il y a actuellement un autre chantier et qu'il y en aura prochainement un autre sur parcelle privée. Néanmoins, les travaux ne pourront être reportés indéfiniment, car dans ce cas, le permis risquerait d'être périmé, ce qui serait extrêmement fâcheux.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : wegafsluitingen door de werken Alsebergsesteenweg.

De h. Hayette meldt dat de bewoners van de wijk Alsebergsesteenweg een brief hebben ontvangen over de werkzaamheden voor de vervanging van het tramspoor tussen de Gulden Kasteelstraat en de Molensteenstraat. Volgens het draaiboek zijn de werkzaamheden gepland van april tot begin september 2023.

Tegelijkertijd lijken de werkzaamheden aan de Drogenbossesteenweg na de ontploffing van de waterleiding vertraging op te lopen. Een tweede woning is ontruimd en er zijn nog meer lekken vastgesteld. Er zijn geen aanwijzingen dat de Drogenbossesteenweg weer opengesteld zal worden voor de start van de werkzaamheden in de Alsebergsesteenweg.

Is het college bezorgd dat beide wegen tegelijk worden afgesloten ? Zo ja, kan zij een verkeersplan presenteren dat niet een hele wijk tot stilstand brengt ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de overlegcommissie in haar advies van 18 januari over de vergunning om een aantal wijzigingen in het oorspronkelijke project heeft gevraagd.

Deze wijzigingen houden het verlies van een twintigtal parkeerplaatsen in, omdat de perrons moeten voldoen aan de eisen voor toegang door PBM's, wat de aanleg van twee perronniveaus impliceert, één voor bussen en één voor de tram. De verbetering van de kruispunten en oversteekplaatsen voor voetgangers draagt bij tot hetzelfde resultaat op het gebied van parkeren.

Ook voor het lager gelegen gedeelte van de Horzelstraat zijn wijzigingsverzoeken ingediend om de haltes bij de twee scholen (Frans en Nederlands) met elkaar in overeenstemming te brengen. Het was de bedoeling een voorsorteerstrook bij de nadering van het kruispunt te verwijderen om de trottoirs te verbreden. Dit zou hebben geleid tot lange files in de Horzelstraat aangezien er slechts één rijstrook zou zijn bij het naderen van het kruispunt, en dit is al een gebied waar de mobiliteit wordt bemoeilijkt.

Het college heeft daarom het initiatief genomen en contact opgenomen met de eigenaar van het perceel waar het benzinstation is gevestigd. De eerste contacten waren positief en het college is voornemens over te gaan tot een minnelijke onteigening: de overdracht door de eigenaar van een strook grond van 3 meter zou de activiteit van de carwash en het tankstation niet schaden en zou het mogelijk maken het aantal rijstroken te handhaven en aan weerszijden behoorlijke voetpaden aan te leggen, alsmede een pad voor fietsers dat hen naar de "fietszone" bij de oprit van het kruispunt zou brengen.

Op verzoek van handelaars is een leveringszone verplaatst van de oorspronkelijke plaats.

Wat de bouwwerkzaamheden betreft, deze zouden aanvankelijk op 8 mei beginnen en tot eind augustus/begin september duren, met een maximale activiteit tijdens de schoolvakanties in juli en augustus. Dit programma was opgesteld in de veronderstelling dat de problemen in de Drogenbossesteenweg waren opgelost, dat er geen sprake meer was van inzakking en dat er weer verkeer mogelijk was op deze weg.

Inmiddels is dit dossier doorkruist door onaangename verrassingen. De interventie van de concessiehouders in de openbare ruimte na de stabilisatiewerkzaamheden aan nr. 70 bracht nieuwe scheuren in het naburige gebouw op nr. 68 aan het licht. Alles moest worden stilgelegd om plaats te maken voor verzekeraars, deskundigen en gespecialiseerde bedrijven, want de twee woningen moesten worden gestabiliseerd en van onderaf producten geïnjecteerd om ze bij elkaar te houden ("carcanage").

In de komende weken zal Vivaqua opnieuw moeten ingrijpen, evenals Farys, aangezien de leiding toebehoort aan de Vlaamse watermaatschappij en deze maatschappij verantwoordelijk is voor de asfaltering en de herinrichting van het trottoir. Pas als deze werkzaamheden zijn afgerond kan de weg weer worden opengesteld voor het verkeer, in principe in de eerste helft van juni.

Het gemeentebestuur gaat een huis-aan-huisbericht verdelen in de wijk maar er zijn zoveel omwentelingen in dit dossier dat het bijna noodzakelijk zou zijn om elke week een huis-aan-huisbericht te verdelen, wat uiteraard niet mogelijk is.

Gelet op de evolutie van dit dossier vroeg het college zich af of de afsluiting van de Alsebergsesteenweg, of althans van bepaalde delen daarvan, en de invoering van een eenrichtingsverkeer wel houdbaar zijn in een context waarin de Drogenbossesteenweg is afgesloten.

De schepen herinnert ons eraan dat het kleine gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg, waar de carrosseriezaak Vilain en de Groene Wandeling zich bevinden, opnieuw moet worden geasfalteerd. Aangezien alle concessiehouders zijn tussengekomen, hoeven we alleen de bestrating opnieuw aan te leggen en bomen te planten. Gezien de situatie moest deze door een aantal bewoners verwachte herinrichting worden opgeschort.

Tijdens de vergadering maakte het college gebruik van de massale aanwezigheid van bewoners en handelaars om de mening van de buurt te peilen en een indicatieve stemming te organiseren. De burgers stemden massaal voor uitstel van de werkzaamheden tot medio juni, wanneer de Drogenbossesteenweg in principe weer opgesteld wordt.

Gehoopt wordt dat de termijn wordt gehaald: aangezien de leiding van Farys niet meer onder druk staat, kan de Drogenbossesteenweg weer geopend worden door de leiding vervolgens van binnenuit te versterken ("chemisage"). De twee leidingen mogen niet worden verward: het Vivaqua-riool, dat in slechte staat verkeert, en de Farys-leiding.

In ieder geval zal het riool door Vivaqua hersteld moeten worden en is het college ervan overtuigd dat een gevelrenovatie in de komende jaren noodzakelijk zal zijn. Er zullen ongetwijfeld werkzaamheden in de Drogenbossesteenweg nodig zijn om de weg, het riool en de bestrating te herstellen, en dit zal ongetwijfeld een grote werf zijn.

Het college is in gesprek met de MIVB over het besluit tot uitstel. In de ideale situatie zouden de werkzaamheden midden juni moeten beginnen, net na de heropening van de Drogenbossesteenweg. De context is echter moeilijker omdat de periodes voor andere werven zijn geblokkeerd.

Het college heeft erop aangedrongen dat de werkzaamheden zo spoedig mogelijk na de heropening van de Drogenbossesteenweg en uiterlijk tijdens de schoolvakanties plaatsvinden. Het is echter mogelijk dat de werkzaamheden overslaan naar de meer gecompliceerde periode september-oktober. Aangezien de Drogenbossesteenweg open zal zijn, zou er echter minder druk moeten zijn op de Zandbeekstraat. In ieder geval zal het college ervoor zorgen dat de impact van de werkzaamheden op deze weg wordt beperkt, vooral omdat de bewoners hun bezorgdheid hebben geuit.

In het kader van het probleem van de gelijktijdige bouwwerkzaamheden wijst schepen Wyngaard ook op de herinrichting van de Egide Van Ophemstraat en de riolering van de Horzelstraat, die om budgettaire redenen al is uitgesteld. Volgens de MIVB betekent de slechte staat van de tramsporen dat er zo snel mogelijk actie moet worden ondernomen.

Wat het parkeren betreft, staat het college in contact met de eigenaar van het Illochroma-terrein om parkeerplaatsen te creëren om de buurt te ontlasten en met De Lijn om hiervoor ruimte vrij te maken in haar depot.

De h. Hayette verzoekt het college geen enkele oplossing te weigeren, met name het verbod op voertuigen van meer dan 3,5 ton in de Drogenbossesteenweg.

Ook stelt hij een wijziging van het verkeer voor op basis van een bypass vanaf de Beersellaan gevolgd door de oversteek van een deel van Melkriek.

De h. Cools is voorstander van een gevelrenovatie van de Drogenbossesteenweg, indien mogelijk. Aangezien een dergelijke renovatie reeds is uitgevoerd op het grondgebied van de gemeente Drogenbos vanaf de Drie Koningenstraat tot aan de Grote Baan, zou het logisch zijn een soortgelijk werk voort te zetten op het Ukkelse grondgebied.

De h. Cools steekt een zekere ontgoocheling over de stedenbouwkundige vergunning niet onder stoelen of banken, aangezien het belangrijkste verzoek, namelijk de recuperatie, althans gedeeltelijk, van enkele parkeerplaatsen, niet wordt ingewilligd. De wens om twee perrons naast elkaar aan te leggen, terwijl het betrokken publiek aan het einde van tramlijn 51 vrij beperkt is, leidt in feite tot de schrapping, zonder compensatie, van parkeerplaatsen.

Wat de Zandbeekstraat betreft, dringt de h. Cools erop aan dat alternatieven worden gevonden om de doorgang van begrafeniskonvoeien en, in het algemeen, van alle verkeer in verband met de activiteit van het crematorium te waarborgen.

De h. Cools vraagt of de bekleding alleen betrekking heeft op het gedeelte tussen de Beersellaan en de Horzelstraat of dat de hele Drogenbossesteenweg wordt bekleed omdat, indien deze bekleding niet wordt uitgebreid, het risico bestaat dat de weg instort ter hoogte van het depot van De Lijn.

Schepen Wyngaard antwoordt dat hij nog geen bevestiging had gekregen van de chemisage, maar dat het dossier op de goede weg leek.

Hij benadrukt de goede samenwerking met de buurgemeentes, met name de gemeente Drogenbos, en met de MIVB: alle betrokkenen lijken zich constructief op te stellen.

De schepen vindt ook dat er creativiteit nodig is wat betreft de beschikbaarheid van routes om een permanente toegang tot het crematorium te garanderen.

De werkzaamheden aan de kleine Sint-Jobsesteenweg kunnen worden uitgesteld omdat er momenteel een andere werf in dit gebied is en er binnenkort nog een werf komt op een particulier terrein. De werkzaamheden kunnen echter niet voor onbepaalde tijd worden uitgesteld omdat in dat geval de vergunning dreigt te vervallen, wat uiterst ongelukkig zou zijn.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0035 **Interpellation de M. Cools : le parcours d'intégration et la lutte contre l'analphabétisme.**

M. Cools signale que l'analphabétisme est une réalité dans notre pays. Un adulte sur dix éprouve des difficultés pour lire et écrire. Cette réalité est aussi présente à Uccle, singulièrement parmi les populations d'origine étrangère. Par exemple, de plus en plus de nouveaux locataires des cités sociales ne sont pas à même de lire et comprendre le règlement d'ordre intérieur qui régit leurs droits et obligations en tant que locataires. Ils ne savent ni lire ni écrire en français, en néerlandais ou dans leur langue maternelle. L'intégration de populations qui ne savent ni lire ni écrire est très difficile, sans même parler de leur insertion professionnelle. Leur alphabétisation constitue un réel enjeu. Uccle a une sociologie de plus en plus variée, qui, dans plusieurs quartiers, ressemble de plus en plus à celle des communes bruxelloises de première couronne, ce dont il faut être conscient.

Des initiatives d'alphabétisation des adultes existent déjà à Uccle. C'est notamment le

cas de l'alphabétisation de deux groupes d'une dizaine d'adultes par l'ASBL Le Pas et l'ASBL Prévention et Action socio-culturelle. Le CPAS alphabétise aussi un groupe d'une dizaine d'adultes. Même s'il ne s'agit pas directement d'alphabétisation, les cours de français dispensés dans l'enseignement de promotion sociale, en particulier pour les primo-arrivants, s'inscrivent dans le même objectif. Néanmoins, toutes ces initiatives concernent un nombre réduit de personnes, trop réduit par rapport aux besoins en matière d'alphabétisation. L'ASBL Le Pas espère pouvoir ouvrir des classes d'alphabétisation au Homborch, où elle organise déjà une école de devoirs. Cette ouverture de nouvelles classes d'alphabétisation dépendra de l'octroi ou du refus de subsides de la part de la Cocof. Les procédures en la matière sont très lourdes.

Quelles sont les initiatives du Collège pour affronter le défi de l'alphabétisation à Uccle ? Une évaluation des besoins et du nombre de personnes concernées existe-t-elle ?

Quel bilan le Collège tire-t-il du parcours d'intégration des primo-arrivants dans la commune pour ce qui concerne l'apprentissage d'une de nos langues nationales et la maîtrise de la lecture et de l'écriture de celle-ci ?

Le mouvement d'éducation permanente Lire et Ecrire a établi 5 centres d'alphabétisation à Bruxelles, avec l'appui de la Cocof. Ceux-ci sont implantés à Anderlecht, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles et Schaerbeek. Un tel centre ne devrait-il pas aussi être créé à Uccle et des démarches effectuées à cette fin ?

Il est encore temps d'agir à Uccle pour éviter les situations que l'on connaît dans d'autres communes bruxelloises, où l'intégration à la société belge des populations de certains quartiers est extrêmement difficile, voire vouée à l'échec, en raison notamment de l'analphabétisme d'une partie des adultes dans ces quartiers.

M. l'Echevin Lambert Limbosch estime qu'il y a lieu de nuancer le lien établi par M. Cools entre l'analphabétisme et l'échec de l'intégration de certaines populations.

L'analphabétisme est ressenti comme une honte par tous ceux qui le subissent, qu'ils soient belges ou étrangers, primo-arrivants ou non.

Le travail en alphabétisation est indispensable mais doit être accompli dans l'optique d'un accompagnement bienveillant et non avec l'intention d'intenter un procès contre une population spécifique.

Le Collège soutient le travail de fond mené par l'ASBL Le Pas, qui, grâce aux subsides de la Cocof voués à la cohésion sociale, a pu faire preuve d'innovation en associant, au profit d'un public essentiellement féminin, apprentissage de la langue et apprentissage numérique dans le cadre des ateliers Alpha organisés à l'Espace public numérique (EPN) de la chaussée d'Alsemberg. Ceci montre que l'ASBL Le Pas et le service de l'Action sociale adaptent le dispositif d'alphabétisation à la réalité du terrain.

L'ASBL Le Pas utilise le test de connaissance mis au point par l'ASBL Lire et Ecrire. Le Pas a établi des contacts avec Lire et Ecrire pour aboutir à des collaborations sur le terrain impliquant par exemple la présence d'intervenants de Lire et Ecrire au Homborch.

L'obligation du parcours d'intégration pour les primo-arrivants est en vigueur depuis le 1^{er} juin 2022.

Ce parcours d'intégration, organisé à l'échelon régional, est mis en œuvre dans des Bureaux d'accueil pour primo-arrivants (Bapa). L'un de ces Bapa est localisé à Forest. La commune d'Uccle intervient cependant dans ce dispositif via les services de l'Etat civil, en particulier le service des Etrangers, ainsi que le service de l'Action sociale, qui ont pour tâche d'identifier les personnes concernées et de les orienter vers les structures adéquates.

À ce jour, 137 personnes ont été soumises à l'obligation de suivre le parcours, qui doit être accompli en 18 mois. D'après les informations disponibles, il semble qu'il y ait

suffisamment de places dans les Bapa. Le Collège continuera de toute façon de suivre ce dossier.

L'ASBL Le Pas envisage d'inclure une formation aux premiers secours dans le programme suivi par les personnes inscrites dans la parcours d'alphabétisation, vu que ce dernier ne se limite pas à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et vise une intégration plus large.

M. Cools tient à souligner qu'il ne veut en aucune manière stigmatiser une population particulière mais seulement signaler un fait irréfutable, à savoir qu'une part non négligeable de la population analphabète est constituée de personnes d'origine étrangère, primo-arrivantes ou non.

Il y a lieu de saluer le fait qu'une trentaine de personnes bénéficient d'une formation en ce domaine, mais l'effort déployé est sans doute insuffisant par rapport au nombre réel de personnes éprouvant des difficultés dans la maîtrise de la lecture et de l'écriture. À cet égard, il serait utile de disposer de données permettant d'évaluer l'ampleur du phénomène à Uccle.

Dans le cas où il ne serait pas possible d'obtenir des subsides de la part de la Cocof, M. Cools invite le Collège à mener des actions de sa propre initiative, comme ce fut le cas naguère pour les écoles de devoirs.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : het inburgeringstraject en de strijd tegen de ongeletterdheid.

De h. Cools wijst erop dat analfabetisme in ons land een realiteit is. Een op de tien volwassenen heeft moeite met lezen en schrijven. Deze realiteit is ook aanwezig in Ukkel, met name onder de bevolking van buitenlandse origine. Zo kunnen steeds meer nieuwe huurders in sociale woningen het huishoudelijk reglement dat hun rechten en plichten als huurder regelt, niet lezen en begrijpen. Zij kunnen niet lezen of schrijven in het Frans, het Nederlands of hun moedertaal. De integratie van mensen die niet kunnen lezen of schrijven is zeer moeilijk, om nog maar te zwijgen van hun professionele integratie. Hun geletterdheid is een echte uitdaging. Ukkel heeft een steeds meer gevarieerde sociologie, die in verschillende wijken meer en meer gaat lijken op die van de Brusselse gemeentes van de eerste kroon.

In Ukkel bestaan reeds alfabetiseringsinitiatieven voor volwassenen. Dit geldt met name voor de alfabetiseringsopleiding van twee groepen van een tiental volwassenen door vzw Le Pas en vzw Prévention et Action socio-culturelle. Ook het OCMW verzorgt alfabetiseringscursussen voor een groep van ongeveer tien volwassenen. Ook al gaat het niet rechtstreeks om alfabetisering, de cursussen Frans die in het kader van de sociale promotie worden gegeven, met name voor nieuwkomers, passen in dezelfde doelstelling. Toch betreffen al deze initiatieven een klein aantal personen, te klein voor de alfabetiseringsbehoeften. Vzw Le Pas hoopt alfabetiseringsklassen te kunnen openen in Homborch, waar zij reeds een takenschool heeft. De opening van nieuwe alfabetiseringsklassen zal afhangen van de toekenning of weigering van subsidies door de FGC. De procedures op dit gebied zijn zeer omslachtig.

Welke initiatieven neemt het college om het alfabetiseringsprobleem in Ukkel aan te pakken ? Is er een evaluatie van de behoeften en het aantal betrokkenen ?

Hoe evalueert het college het integratieproces van nieuwkomers in de gemeente met betrekking tot het leren van een van onze nationale talen en het beheersen van lezen en schrijven ?

De permanente onderwijsbeweging Lire et Ecrire heeft in Brussel met steun van de FGC 5 alfabetiseringscentra opgericht. Deze bevinden zich in Anderlecht, Elsene, Molenbeek, Sint-Gillis en Schaarbeek. Moet een dergelijk centrum niet ook in Ukkel

worden opgericht en moeten er geen stappen in die richting worden ondernomen ?
Er is nog tijd om actie te ondernemen in Ukkel om de situaties te vermijden die we zien in andere Brusselse gemeentes, waar de integratie in de Belgische samenleving van de bevolking van bepaalde wijken uiterst moeilijk of zelfs gedoemd is te mislukken, met name door het analfabetisme van een deel van de volwassenen in die wijken.

Schepen Lambert Limbosch is van mening dat het verband dat de h. Cools legt tussen analfabetisme en de mislukte integratie van bepaalde bevolkingsgroepen moet worden genuanceerd.

Analfabetisme wordt als een schande ervaren door allen die eronder lijden, of het nu Belgen zijn of buitenlanders, nieuwkomers of niet.

Alfabetiseringswerk is essentieel, maar het moet worden uitgevoerd met het oog op een welwillende ondersteuning en niet met de bedoeling om een bepaalde bevolkingsgroep aan te klagen.

Het college steunt het fundamentele werk van vzw Le Pas die, dankzij subsidies van de FGC voor sociale cohesie, blijk heeft gegeven van innovatie door, ten behoeve van een hoofdzakelijk vrouwelijk publiek, taalonderwijs en digitaal leren te combineren in het kader van de Alphaworkshops die in de Openbare Computerruimte (OCR) in de Alsebergsesteenweg worden georganiseerd. Hieruit blijkt dat vzw Le Pas en de dienst Sociale Actie het alfabetiseringsprogramma aanpassen aan de realiteit op het terrein.

Vzw Le Pas gebruikt de door vzw Lire et Ecrire ontwikkelde kennistoets. Le Pas heeft contacten gelegd met Lire et Ecrire die moeten leiden tot samenwerking op het terrein, bijvoorbeeld door de aanwezigheid van werknemers van Lire et Ecrire in Homborch.

Sinds 1 juni 2022 is het verplichte inburgeringstraject voor nieuwkomers van kracht. Dit integratietraject, georganiseerd op gewestelijk niveau, wordt uitgevoerd in "Bureaux d'accueil pour primo-arrivants (Bapa)". Een van deze BAPA's bevindt zich in Vorst. De gemeente Ukkel is echter bij dit systeem betrokken via de dienst Burgerlijke Stand, met name de diensten Vreemdelingen en Sociale Actie die de betrokken personen moeten identificeren en naar de juiste structuren doorsturen.

Tot op heden zijn 137 personen verplicht de cursus te volgen, die binnen 18 maanden moet worden afgerond. Volgens de beschikbare informatie lijken er voldoende plaatsen te zijn in de BAPA's. Het college zal deze kwestie in ieder geval blijven volgen.

Vzw Le Pas overweegt een EHBO-opleiding op te nemen in het programma voor mensen die de alfabetiseringscursus volgen, aangezien deze zich niet beperkt tot het leren lezen en schrijven en een bredere integratie beoogt.

De h. Cools benadrukt dat hij geen bepaalde bevolkingsgroep wil stigmatiseren, maar alleen wil wijzen op het onweerlegbare feit dat een aanzienlijk deel van de analfabete bevolking bestaat uit mensen van buitenlandse afkomst, al dan niet nieuwkomers.

Het valt toe te juichen dat een dertigtal personen een opleiding op dit gebied volgt maar deze inspanning is ongetwijfeld onvoldoende in verhouding tot het werkelijke aantal personen dat moeilijkheden ondervindt bij het beheersen van het lezen en schrijven. In dit verband zou het nuttig zijn over gegevens te beschikken aan de hand waarvan de omvang van het verschijnsel in Ukkel kan worden beoordeeld.

Indien het niet mogelijk is subsidies van de FGC te verkrijgen, verzoekt de h. Cools het college op eigen initiatief acties te ondernemen, zoals in het verleden het geval was voor takenscholen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

27.04.2023/A/0036 **Interpellation de M. Cools : les choix des emplacements pour box vélos et voitures partagées.**

M. Cools estime que l'espace public doit pouvoir accueillir des emplacements pour voitures partagées (Cambio ou autres) ou pour des box vélos.

Les voitures partagées permettent de réduire le nombre de voitures, d'optimiser l'usage de places de parking et constituent pour certains automobilistes une alternative à la voiture individuelle. Les box vélos permettent de rencontrer les besoins de certains cyclistes dont le logement est dépourvu d'un lieu où placer leur vélo.

Il incombe au Conseil de réfléchir et veiller à l'implantation la meilleure possible pour les emplacements pour voiture partagée et les box vélos.

Ce n'est visiblement pas toujours le cas. À hauteur du n° 143 de la rue de la Pêcherie, une station pour deux véhicules Cambio a été créée devant un immeuble à appartements. Il y a de quoi être interpellé par ce choix. Une station n'aurait-elle pas dû être installée prioritairement par exemple à côté d'une gare comme celle de Calevoet, ou sur la chaussée de Saint-Job ? Et si le choix s'est absolument fixé sur cette localisation, pourquoi ne pas avoir placé cette station de l'autre côté de la rue quelques mètres plus bas, le long d'un mur aveugle ? Au moins cet emplacement n'aurait pas empêché le stationnement devant l'immeuble d'un lift ou d'un camion à l'occasion d'un déménagement. L'emplacement de la station pourrait-il être modifié ?

Les réservations de déménagement en cas de réservation de stationnement ne sont pas possibles lorsqu'une station de voitures partagées est située devant l'immeuble considéré. Sachant que, dans la configuration la plus générale, un poteau fixe se trouve entre deux emplacements réservés, ne faudrait-il pas prévoir un poteau amovible avec la faculté, lorsqu'il n'y a pas d'autre possibilité, de réserver pour un déménagement le stationnement prévu pour des voitures partagées ?

L'installation du box vélo a entraîné la suppression d'une place de parking (voire de deux s'il s'agit d'une longue voiture). Pourtant, il était physiquement possible d'installer un box à quelques mètres de l'emplacement actuel sans suppression de places de stationnement (soit sur l'oreille de trottoir au coin rue de la Pêcherie/rue Basse en déplaçant les arceaux vélos, soit en-deçà de la station Villo actuelle en l'implantant à cheval sur l'îlot ralentisseur et le trottoir). Pourquoi une de ces deux options n'a-t-elle pas été envisagée ? Un déplacement de ce box pourrait-il encore être effectué ? M. Cools signale que la pression sur le parking est forte en raison de la présence de restaurants au bas de la rue Basse.

Selon M. Cools, d'autres suppressions de stationnement auraient pu être évitées. De manière générale, le choix de ces emplacements est-il opéré après une visite sur place de l'Echevin et/ou du service de la Voirie ? L'avis des habitants ne semble pas être recueilli alors qu'il pourrait parfois améliorer le choix des implantations retenues. N'y aurait-il pas lieu d'organiser une telle consultation ? Lorsque des habitants réagissent, ne faudrait-il pas à tout le moins prendre la peine de les écouter et d'examiner la pertinence de leurs remarques plutôt que de simplement leur répondre qu'il n'y a pas d'obligation de recueillir leur avis ? Chaque fois que des gens se plaignent, à tort ou à raison, n'y a-t-il pas lieu de se rendre sur place et d'examiner le contenu de la plainte ?

M. Godefroid partage le point de vue de M. Cools selon lequel il serait opportun de favoriser davantage la concertation.

Il serait en effet utile de demander aux citoyens la configuration qu'ils souhaitent pour la ville d'ici une vingtaine d'années, afin de contourner la tendance des mandataires à privilégier le court terme.

Mais vu que les procédures de concertation citoyenne coûtent cher, il faudrait solliciter des subsides régionaux.

M. Godefroid invite donc le Collège à participer au plan pilote Good Move, afin d'obtenir des subsides sur ce point.

M. l'échevin Wyngaard répond que le territoire uclois compte 28.000 emplacements dévolus au stationnement, dont environ 90 sont dotés de box vélos et quelques dizaines sont voués à des véhicules Cambio. Il faut garder à l'esprit cet ordre de grandeur pour avoir une vision claire de la situation.

Uccle est une des communes bruxelloises où le système Cambio marche le mieux. Vu qu'un véhicule Cambio équivaut à 10 véhicules individuels, ce dispositif s'avère intéressant pour améliorer la mobilité de l'espace public.

Le Collège est donc favorable au déploiement de nouvelles stations. M. l'échevin Wyngaard a d'ailleurs déjà eu l'occasion de présenter au Conseil des extensions des stations Cambio existantes. Le Collège proposera dans les tout prochains mois une dizaine de nouvelles implantations afin de compléter le maillage uclois, essentiellement dans le sud de la commune (Homborch, Verrewinkel, Silence, Bourdon, chaussée de Drogenbos).

En cas d'aménagement d'un emplacement de type Cambio, il y a toujours au préalable une visite sur les lieux de la part du service de la Voirie et des services de police, de même qu'une concertation avec Cambio pour s'accorder sur l'emplacement le plus adéquat.

Eu égard au maillage des stations Cambio, l'aménagement d'un emplacement rue de la Pêcherie est justifié, puisque ce quartier en est plutôt dépourvu.

La chaussée de Saint-Job n'a pas été dotée d'emplacements Cambio, étant donné que pour un dispositif de ce type, on privilégie toujours des voiries où le trafic de transit, en particulier celui des bus, n'est pas très intense. Il ne faut en effet pas perdre de vue que, lorsqu'on range son véhicule dans un emplacement Cambio, il faut relever le mécanisme (ou l'abaisser en cas de départ), et cette manœuvre exige le maintien du véhicule à l'arrêt quelques instants, ce qui a été jugé inadéquat dans un axe tel que la chaussée de Saint-Job tant par les services communaux que par la police.

Quant à la rue de la Pêcherie, le mur en face n'est pas suffisamment long et l'aménagement d'un dispositif Cambio aurait rendu difficile l'accès à la propriété concernée.

M. Cools a évoqué d'autres endroits potentiels pour des emplacements mais M. l'échevin Wyngaard assuré que les services de son échevinat se sont livrés à une analyse très sérieuse.

En cas de déménagement ou de livraison, des contacts sont établis avec Cambio et la station est mise hors service pendant une ou deux journées selon les besoins.

Le potelet est placé en fin de zone et donc ne constitue pas un obstacle pour l'occupation des emplacements.

La surface requise pour un box n'excède pas une place de stationnement. Les dimensions du box sont de 2,40 m + 2 m pour manœuvrer, soit 4,40 m, alors qu'une place de stationnement s'étend sur 5 ou 6 m pour un emplacement Cambio.

Sachant qu'un box peut contenir 5 vélos, on installe un box à un endroit dont on est certain qu'il sera immédiatement rempli, et ce grâce à une carte fournie par l'Agence de stationnement qui mentionne les lieux suscitant un intérêt et les demandes en attente.

Il est inconcevable de mettre un box sur une oreille de trottoir car ce serait contraire aux règles urbanistiques ainsi qu'au code de la route, en raison des problèmes de sécurité, de visibilité des piétons.

De même, il est hors de question de mettre des box à proximité des carrefours, notamment chaussée d'Alseberg : des arceaux vélos à une distance de 5 m sont envisageables, mais non un box qui a la dimension d'une voiture.

Il est rare qu'il y ait des plaintes par rapport aux box. Il est néanmoins arrivé que certains soient déplacés, suite à un examen effectué par les services communaux et la police, lorsque les box considérés entravaient l'accès à une parcelle privée.

Mais lorsque la commune estime que l'emplacement Cambio répond à un besoin d'intérêt général, comme par exemple les emplacements pour personnes handicapées, il n'y a pas de concertation préalable. M. l'échevin Wyngaard signale que dans un tel cas, il arrive que des particuliers se plaignent d'un aménagement opéré devant leur domicile, mais la commune est amenée à maintenir sa position en dépit de ces plaintes au nom de l'intérêt général.

M. Cools est certain du fait que sur le site de la rue de la Pêcherie, le bollard ne se situe pas à la fin de deux emplacements mais entre deux emplacements. Il n'est donc pas possible de procéder à une réservation pour mettre un véhicule.

Selon M. Cools, cet élément devrait être rectifié. C'est pour cela qu'il avait émis l'idée d'un bollard amovible.

Quant à l'oreille de trottoir de la chaussée d'Alseberg, elle n'entrave en rien la visibilité. L'installation d'un box vélo n'y pose donc aucun problème selon M. Cools.

M. Cools a toujours été favorable au développement de Cambio mais il estime qu'il faut chaque fois déterminer quel est le meilleur emplacement possible.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de keuze van plaatsen voor fietsboxen en deelauto's.

De h. Cools is van mening dat de openbare ruimte plaats moet kunnen bieden aan plaatsen voor deelauto's (Cambio of andere) of fietsboxen.

Autodelen vermindert het aantal auto's, optimaliseert het gebruik van parkeerplaatsen en is voor sommige automobilisten een alternatief voor de eigen auto. Fietsboxen voorzien in de behoeften van sommige fietsers die thuis geen plaats hebben om hun fiets te stallen.

Het is de verantwoordelijkheid van de raad om na te denken over en te zorgen voor de best mogelijke locatie voor deelautoplaatsen en fietsboxen.

Dit is uiteraard niet altijd het geval. Aan de Visserijstraat 143 is voor een flatgebouw een station voor twee Cambio-voertuigen gecreëerd. Dit is een twijfelachtige keuze. Had men niet bij voorrang een station moeten plaatsen naast een station als Kalevoet, of in de Sint-Jobsesteenweg ? En als de keuze absoluut op deze locatie viel, waarom dan niet aan de andere kant van de straat, enkele meters verderop, langs een blinde muur ? Die locatie zou tenminste niet verhinderd hebben dat er tijdens een verhuizing een lift of vrachtwagen voor het gebouw geparkeerd kan worden. Zou de locatie van het station gewijzigd kunnen worden ?

Verhuisreserveringen in het geval van parkeerreserveringen zijn niet mogelijk wanneer een deelautostation zich voor het betrokken gebouw bevindt. Aangezien in de meest algemene configuratie een vaste paal is geplaatst tussen twee gereserveerde plaatsen, zou er geen verwijderbare paal moeten zijn met de mogelijkheid, wanneer er geen andere mogelijkheid is, de parkeerplaats voor deelauto's te reserveren voor een verhuizing ?

Door de plaatsing van de fietsbox is één parkeerplaats (of twee als het om een lange auto gaat) komen te vervallen. Het was echter fysiek mogelijk om op enkele meters van de huidige locatie een box te plaatsen zonder parkeerplaatsen te verwijderen (op de trottoiruitstulping op de hoek Visserijstraat/Diepestraat door de fietsbeugels te verplaatsen, of onder het huidige Villostation door de box naast de verkeersdrempel en het trottoir te plaatsen). Waarom is een van deze twee opties niet overwogen ? Zou deze stalling nog verplaatst kunnen worden ? De h. Cools meldt dat de parkeerdruk

hoog is door de aanwezigheid van restaurants onderaan de Diepestraat. Volgens de h. Cools had verdere verwijdering van parkeergelegenheid voorkomen kunnen worden. Wordt de keuze voor deze locaties in het algemeen gemaakt na een bezoek ter plaatse door de schepen en/of de dienst Wegen ? De mening van de bewoners lijkt niet te worden gevraagd, hoewel dit de keuze van de locaties soms zou kunnen verbeteren. Zou het niet wenselijk zijn een dergelijke raadpleging te organiseren ? Wanneer bewoners reageren, moeten we dan niet ten minste de moeite nemen om naar hen te luisteren en de relevantie van hun opmerkingen te onderzoeken in plaats van simpelweg te antwoorden dat er geen verplichting is om hun mening te verzamelen? Wanneer mensen klagen, terecht of onterecht, moeten we dan niet de inhoud van de klacht gaan onderzoeken ?

De h. Godefroid is het met de h. Cools eens dat er meer overleg nodig is.

Het zou inderdaad nuttig zijn de burgers te vragen hoe zij willen dat de stad er over twintig jaar uitziet, om de neiging van mandatarissen om zich op de korte termijn te richten te omzeilen.

Aangezien de procedure rond burgerinspraak echter duur is, moet worden gezocht naar gewestelijke subsidies.

Hij nodigt het college daarom uit om deel te nemen aan het pilootplan Good Move om in dit verband subsidies te verkrijgen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat er in Ukkel 28.000 parkeerplaatsen zijn, waarvan ongeveer 90 uitgerust zijn met fietsboxen en enkele tientallen voor Cambio-voertuigen. Deze orde van grootte moet in gedachten worden gehouden om een duidelijk beeld van de situatie te krijgen.

Ukkel is een van de Brusselse gemeentes waar het Cambio-systeem het best werkt. Aangezien één Cambio-voertuig gelijk is aan 10 individuele voertuigen, blijkt dit systeem interessant om de mobiliteit in de openbare ruimte te verbeteren.

Het college is dan ook voorstander van de plaatsing van nieuwe stations. Schepen Wyngaard heeft de raad al uitbreidingen van bestaande Cambio-stations kunnen voorleggen. De komende maanden zal het college een tiental nieuwe stations voorstellen om het Ukkelse netwerk te vervolledigen, voornamelijk in het zuiden van de gemeente (Homborch, Verrewinkel, Stille, Horzel, Drogenbossesteenweg).

Bij de aanleg van een Cambio-locatie wordt altijd eerst een bezoek gebracht aan de locatie door de dienst Wegen en de politie, en overleg met Cambio om de meest geschikte locatie af te spreken.

Gelet op het Cambio-stationsnet is een locatie in de Visserijstraat verantwoord, aangezien dit gebied niet veel haltes heeft.

De Sint-Jobsesteenweg is niet voorzien van Cambio-locaties omdat wegen met weinig doorgaand verkeer, vooral busverkeer, altijd de voorkeur genieten voor dit type systeem. Bij het parkeren op een Cambio-plaats moet het mechanisme omhoog worden gebracht (of neergelaten als het voertuig vertrekt), en dit manoeuvre vereist dat het voertuig korte tijd stilstaat, wat zowel door de gemeente als door de politie ongeschikt werd geacht op een as als de Sint-Jobsesteenweg.

Wat de Visserijstraat betreft, is de tegenoverliggende muur niet lang genoeg en zou de installatie van een Cambio-toestel de toegang tot het betrokken pand bemoeilijken.

De h. Cools noemde andere mogelijke locaties voor standplaatsen maar schepen Wyngaard verzekerde dat zijn diensten een zeer serieuze analyse hebben uitgevoerd.

In geval van verhuizing of levering wordt contact opgenomen met Cambio en wordt het station voor één of twee dagen buiten gebruik gesteld, al naar gelang de behoefte.

De paal wordt aan het einde van de zone geplaatst en vormt dus geen belemmering voor de bezetting van de plaatsen.

De voor een box benodigde oppervlakte bedraagt niet meer dan één parkeerplaats. De afmetingen van de box zijn 2,40 m + 2 m voor het manoeuvreren, dus 4,40 m, terwijl

een parkeerplaats zich uitstrekt over 5 of 6 m voor een Cambio-plaats.

Aangezien een box 5 fietsen kan bevatten, wordt een box geïnstalleerd op een plaats waar deze zeker onmiddellijk zal worden gevuld, dankzij een door het Parkeeragentschap verstrekte kaart waarop de interessante plaatsen en de lopende aanvragen zijn aangegeven.

Het is ondenkbaar om een box op een trottoiruitstulping te plaatsen, aangezien dit in strijd zou zijn met de stedenbouwkundige voorschriften en de verkeersregels, vanwege de problemen met de veiligheid en de zichtbaarheid voor voetgangers.

Evenzo is het uitgesloten om boxen te plaatsen in de buurt van kruispunten, met name de Alsebergsesteenweg : fietsbogen op een afstand van 5 m zijn mogelijk, maar geen box ter grootte van een auto.

Er zijn zelden klachten over de boxen. Er zijn echter gevallen geweest waarin, na onderzoek door de gemeente en de politie, sommige zijn verplaatst wanneer de betreffende boxen de toegang tot een privéterrein belemmerden.

Maar wanneer de gemeente meent dat de Cambio-plaats voorziet in een behoefte van algemeen belang, zoals bijvoorbeeld parkeerplaatsen voor mindervaliden, is er geen voorafgaand overleg. Schepen Wyngaard wijst erop dat in zo'n geval particulieren kunnen klagen over een inrichting voor hun woning maar dat de gemeente ondanks deze klachten in naam van het algemeen belang verplicht is haar standpunt te handhaven.

De h. Cools is er zeker van dat op het terrein van de Visserijstraat de paal niet aan het einde van twee standplaatsen staat maar tussen twee standplaatsen. Het is dus niet mogelijk een reservering te maken om een voertuig te plaatsen.

Volgens de h. Cools moet dit worden rechtgezet. Daarom had hij een verwijderbare paal voorgesteld.

De trottoiruitstulping in de Alsebergsesteenweg belemmeren het zicht niet. Volgens de h. Cools is er geen probleem met het plaatsen van een box.

Hij is altijd voorstander geweest van de ontwikkeling van Cambio maar hij vindt dat telkens moet worden bepaald wat de beste locatie is.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le choix des emplacements pour box vélos et voitures partagées.docx

27.04.2023/A/0037 **Question orale de Mme Maison : un "label propreté" pour les commerces.**

Mme Maison signale qu'à Etterbeek, les établissements horeca ou commerces proposant des produits alimentaires peuvent désormais obtenir un label « Commerce engagé pour la propreté ».

Ce label met en lumière les commerçants qui assurent propreté et praticabilité dans et aux abords immédiats de leur établissement ainsi que ceux qui trient et évacuent leurs déchets dans le respect de l'environnement et/ou de la législation en vigueur.

Les commerçants souhaitant s'y engager remplissent et signent une charte dont le respect sera ultérieurement contrôlé par les agents communaux.

Les commerces qui remplissent les critères obtiendront un label qui pourra être concrétisé par l'apposition d'un autocollant officiel sur leur vitrine et, à l'intérieur de l'établissement, par un document reprenant les termes de la charte. La commune s'engage aussi à assurer la promotion de ces commerçants primés via différents supports papier ou numériques.

L'objectif est évidemment d'inciter les commerçants à respecter les règlements en vigueur et de mettre en lumière ceux qui s'engagent au-delà de la législation pour des lieux propres, accessibles et des pratiques de tri respectueuses de l'environnement. Comment la commune se positionne-t-elle par rapport à cette mesure incitative qui s'inscrit très adéquatement dans le Plan Propreté 2021-2024 et, en particulier, dans ses articles 1^{er} (sensibilisation des habitants et commerçants) et 4 (diminution des déchets, développement du compostage et valorisation du recyclage) ?

Mme l'échevin Gol-Lescot émet un certain doute à l'égard de la proposition de Mme Maison, qui consiste à donner un label aux commerçants qui font juste leur devoir en respectant la réglementation en vigueur.

Uccle ne décerne pas de label, mais les services communaux font régulièrement le tour des commerces, pour rappeler la nécessité des contrats de commerce, qui constituent une obligation légale dès qu'il ne s'agit pas d'un ménage privé.

Mme l'Echevin Gol-Lescot a participé très récemment à des webinaires consacrés au tri des déchets dans le secteur du commerce.

Et lors des réunions organisées sous l'égide de Mme l'Echevin Delwart, les présidents des associations de commerçants ont reçu toutes les informations sur les nouvelles réglementations en vigueur à partir du 15 mai.

Mme Maison estime que ce label, dont le Bourgmestre d'Etterbeek s'est fait le promoteur, pourrait être intéressant en tant que mesure incitative.

Il pourrait inciter les citoyens réticents à respecter les obligations à se conformer au règlement et ceux qui les respectent déjà à aller éventuellement au-delà.

Mme l'échevin Gol-Lescot ne prétend pas que tout est parfait mais l'administration veille à ce que tout se passe le mieux possible.

Les inspecteurs de quartier sillonnent les quartiers commerçants pour vérifier si les sacs requis sont bien utilisés. En cas d'infraction, ils verbalisent et envoient aux commerçants concernés un avertissement les enjoignant à communiquer le contrat qu'ils ont souscrit auprès de l'agence Bruxelles-Propreté ou d'une autre agence de prélèvement des déchets.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Maison : un "netheidlabel" voor de handelszaken.

Mevr. Maison wijst erop dat in Etterbeek horecazaken of winkels die voedingsmiddelen verkopen voortaan een label "Commerce engagé pour la propreté" kunnen krijgen.

Dit label vestigt de aandacht op handelaren die zorgen voor reinheid en bruikbaarheid in en rond hun zaak, alsook op handelaars die hun afval op een milieuvriendelijke manier en/of in overeenstemming met de geldende wetgeving sorteren en verwijderen. handelaars die zich willen engageren voor deze regeling, vullen een handvest in en ondertekenen dat vervolgens door ambtenaren van de gemeente wordt gecontroleerd.

Winkels die aan de criteria voldoen, krijgen een label, dat concreet kan worden ingevuld door een officiële sticker op hun raam aan te brengen en, binnen in de zaak, door een document waarin de voorwaarden van het handvest staan. De gemeente verbindt zich er ook toe deze bekroonde handelaars te promoten via verschillende papieren of digitale dragers.

Het doel is uiteraard de handelaars aan te moedigen om de geldende regelgeving te respecteren en de aandacht te vestigen op degenen die verder gaan dan de wetgeving om ervoor te zorgen dat hun lokalen schoon en toegankelijk zijn en dat hun sorteerpraktijken het milieu respecteren.

Wat is het standpunt van de gemeente ten aanzien van deze stimuleringsmaatregel, die zeer goed past in het Reinheidsplan 2021-2024 en met name in artikel 1 (sensibilisering van bewoners en handelaars) en 4 (vermindering van afval, ontwikkeling van compostering en bevordering van recycling) ?

Schepen Gol-Lescot uitte enige twijfel over het voorstel van mevr. Maison, dat erin bestaat een label toe te kennen aan handelaars die gewoon hun plicht doen door de geldende regelgeving na te leven.

Ukkel kent geen label toe maar de gemeentediensten gaan regelmatig bij de winkels langs om hen te herinneren aan de noodzaak van handelscontracten, die wettelijk verplicht zijn zodra het niet om een particulier huishouden gaat.

Schepen Gol-Lescot nam onlangs deel aan webinars over afvalscheiding in de handelssector.

En tijdens de onder auspiciën van de schepen georganiseerde bijeenkomsten kregen de voorzitters van de handelsverenigingen alle informatie over de nieuwe regelgeving die vanaf 15 mei van kracht is.

Mevr. Maison meent dat dit label, dat door de burgemeester van Etterbeek is gepromoot, interessant kan zijn als stimuleringsmaatregel.

Het zou burgers die aarzelen om de verplichtingen na te leven kunnen aanmoedigen om het reglement na te leven en degenen die ze al naleven om verder te gaan.

Schepen Gol-Lescot beweert niet dat alles perfect is maar het bestuur ziet erop toe dat alles zo goed mogelijk verloopt.

Wijkinspecteurs gaan rond in de handelswijken om te controleren of de vereiste zakken worden gebruikt. Bij een overtreding verbaliseren ze en sturen ze een waarschuwing naar de betrokken winkeliers om hen te wijzen op het contract dat ze hebben gesloten met het agentschap Net Brussel of een ander agentschap voor afvalinzameling.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0038 **Question orale de Mme Czekalski : la végétalisation d'Uccle.**

Mme Czekalski constate que les démarches de végétalisation des espaces uclois finissent par voir le jour. C'est notamment le cas de la plantation de 79 arbres dans les rues d'Uccle cet hiver dans le cadre du réaménagement de voiries et de carrefours décidé par l'ensemble du Collège. Il faut toutefois intensifier les efforts.

Sur l'ensemble du territoire régional, un Bruxellois sur cinq n'a pas accès à un espace vert à proximité de son domicile, alors qu'au niveau mondial, aussi bien au Mexique ou à Singapour qu'à Paris, Bordeaux ou Milan, cette démarche de végétalisation est omniprésente. Il est du devoir de chaque commune de faire de même.

On ne peut fermer les yeux sur l'urgence climatique ni sur la nécessité des espaces verts pour le bien-être des citoyens. D'ailleurs, tous en ont été témoins lors de la crise du covid 19.

Mme Czekalski est favorable au principe « Verdir mieux et avec moins », étant donné que le territoire bruxellois n'est pas extensible. Il faut profiter des toits des maisons, des écoles, des entreprises, etc., et créer de la biodiversité là où l'espace et la disponibilité le permettent. Les bienfaits seront multiples : état d'esprit et santé mentale des personnes, confort dans l'habitat, bien-être dans Bruxelles. Dans ce cadre, Mme Czekalski avait déposé une résolution sur la végétalisation des bâtiments publics

en Région bruxelloise, adoptée à l'unanimité par le Parlement bruxellois.
La hausse des températures dont souffrent les villes est due notamment aux émissions de CO₂, principal gaz à effet de serre émis en région bruxelloise. Envisager une stratégie de rénovation du bâti bruxellois pourra également en atténuer la production et ses conséquences.
Quels sont les futurs projets de végétalisation de l'espace public à Uccle ?

Mme l'échevine De Brouwer répond que la commune prépare un programme d'action climat, dont tout un volet est consacré à la végétalisation.

L'assemblée citoyenne pour le climat avait suggéré la création d'îlots de fraîcheur. Vu le consensus autour de cette idée, notamment de la part des conseillers communaux présents, le Collège s'est permis d'avancer en la matière et a proposé à des étudiants en master en sciences de gestion de l'environnement à l'ULB d'élaborer un plan d'îlots de fraîcheur sur le territoire ucclois.

Ce texte est parvenu au service de l'Environnement, qui doit encore faire quelques remarques avant de le faire approuver par le Collège et de le présenter au Conseil communal.

La stratégie de végétalisation proposée dans ce plan prend en considération autant les espaces privés que les espaces publics.

La commune joue un rôle central en matière d'espace public puisqu'elle gère environ 150 km de voiries sur le territoire ucclois alors que la Région n'en gère que 26,5.

Grâce à la fructueuse collaboration entre les échevinats de Mme De Brouwer et de M. Wyngaard, les réaménagements de voiries, tels que la sécurisation des traversées piétonnes et des abords d'écoles ou la réfection des trottoirs, sont complétés par des opérations de végétalisation.

Parmi les projets arrivant à maturation, Mme l'échevine De Brouwer évoque l'aménagement de la mer d'asphalte au croisement Homborchveld/Gazelle, pour lequel la commission de concertation remettra bientôt son avis, l'aménagement de la rue Egide Van Ophem, la connexion entre le carrefour « Guignol » et l'avenue Hellevelt, que l'on souhaite également végétaliser entre les sources historiques du Geleysbeek dans le parc Fond'Roy et le bas du Kauwberg, et enfin le traitement des eaux de pluie à l'école du Homborch mené en bonne collaboration avec l'échevinat de l'Education.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : de vergroening van Ukkel.

Mevr. Czekalski merkt op dat er eindelijk stappen worden gezet om de ruimte in Ukkel groener te maken. Dit is met name het geval met de aanplanting van 79 bomen in de straten van Ukkel deze winter als onderdeel van de herinrichting van wegen en kruispunten waartoe het hele college heeft besloten. De inspanningen moeten echter worden opgevoerd.

In het hele gewest heeft één op de vijf Brusselaars geen toegang tot een groene ruimte in de buurt van zijn woning, terwijl op wereldniveau, zowel in Mexico of Singapore als in Parijs, Bordeaux of Milaan, deze vergroening alomtegenwoordig is. Het is de plicht van elke gemeente om hetzelfde te doen.

We kunnen onze ogen niet sluiten voor de klimaatnood of voor de behoefte aan groen voor het welzijn van de burgers. Dat hebben we allemaal gezien tijdens de COVID-19-crisis.

Mevr. Czekalski steunt het principe "beter vergroenen met minder", aangezien het grondgebied van Brussel niet uitbreidbaar is. Daken van huizen, scholen, bedrijven enz. moeten worden gebruikt en er moet biodiversiteit worden gecreëerd waar de ruimte en de beschikbaarheid dat toelaten. Er zijn talrijke voordelen: gemoedstoestand

en geestelijke gezondheid van de mensen, comfort in huis, welzijn in Brussel. In dit verband heeft mevr. Czekalski een resolutie ingediend over de vergroening van openbare gebouwen in het Brusselse gewest, unaniem aangenomen door het Brusselse parlement.

De stijging van de temperatuur in de steden is met name te wijten aan de uitstoot van CO₂, het belangrijkste broeikasgas dat in het Brusselse gewest wordt uitgestoten. Door een renovatiestrategie voor de Brusselse gebouwen te overwegen kunnen de productie en de gevolgen ook worden beperkt.

Wat zijn de toekomstige projecten voor de vergroening van de openbare ruimte in Ukkel ?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de gemeente een klimaatactieprogramma voorbereidt, dat een heel hoofdstuk over vergroening bevat.

De burgervergadering heeft voorgesteld koelte-eilanden aan te leggen. Gezien de consensus over dit idee, vooral van de kant van de aanwezige gemeenteraadsleden, is het college zo vrij geweest om op dit punt verder te gaan en heeft het studenten van de masteropleiding milieubeheer van de ULB voorgesteld om een plan uit te werken voor koelte-eilanden op het Ukkelse grondgebied.

Deze tekst is naar de Milieudienst gestuurd die nog enkele opmerkingen moet maken voordat hij door het college kan worden goedgekeurd en aan de gemeenteraad kan worden voorgelegd.

De in dit plan voorgestelde vergroeningsstrategie houdt rekening met zowel de particuliere als de openbare ruimte.

De gemeente speelt een centrale rol op het gebied van de openbare ruimte, aangezien zij ongeveer 150 km wegen op het Ukkelse grondgebied beheert, terwijl het Gewest slechts 26,5 km beheert.

Dankzij de vruchtbare samenwerking tussen de diensten van mevr. De Brouwer en de h. Wyngaard wordt de heraanleg van de wegen, zoals de beveiliging van voetgangersoversteekplaatsen en schoolomgevingen, of het herstel van voetpaden, aangevuld met vergroening.

Schepen De Brouwer noemt de ontwikkeling van de asfaltzee op het kruispunt Homborchveld/Gazelle, waarover de overlegcommissie zich binnenkort zal uitspreken, de inrichting van de Egide Van Ophemstraat, de verbinding tussen het kruispunt "Guignol" en de Helleveltlaan, die we ook willen vergroenen tussen de historische bronnen van de Geleytsbeek in het Vronerodepark en de lager gelegen Kauwerg, en tenslotte de zuivering van het regenwater aan de Homborchschool, die in nauwe samenwerking met de dienst Opvoeding wordt uitgevoerd.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0039

Question orale de M. Desmet : la réhabilitation des églises récemment désacralisées à Uccle.

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : nieuwe bestemmingen voor de recent ontwijde kerken te Ukkel.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

M. Norré rappelle que nombreux sont ceux à avoir été choqués par l'annonce de Delhaize, par laquelle ce groupe largement bénéficiaire affirme sa volonté de vouloir franchiser l'ensemble de ses magasins.

Cette décision s'inscrit dans une course toujours plus folle à la maximisation des profits au détriment de l'humain.

Suite à cette annonce, 9.000 travailleurs, pourtant applaudis au cœur de la crise du coronavirus, sont plongés dans l'incertitude. Pour certains d'entre eux, le licenciement est d'ores et déjà programmé.

La commune d'Uccle n'est pas épargnée, vu qu'elle compte sur son territoire des magasins visés par cette annonce et donc des travailleurs et clients de Delhaize.

Le groupe Delhaize prétend que les conditions de travail du personnel transféré ne seront pas affectées mais ne fournit aucune garantie pour s'en assurer. Au contraire, les signaux vont dans un sens opposé : avec la mise en franchise, les travailleurs seront moins bien représentés et mis en concurrence avec des gens soumis à des conditions de travail moins protectrices.

En outre, cette entreprise licencie un grand nombre de travailleurs en s'arrangeant pour contourner les lois, notamment la procédure « Renault ».

M. Norré souhaite que le Conseil exprime sa solidarité avec les travailleurs de Delhaize et les Ucclois impactés.

Il invite aussi le Collège à étudier les éventuelles actions à entreprendre avec la Région et les autres communes pour soutenir les travailleurs concernés.

M. l'échevin Lambert Limbosch constate que tous les membres de l'assemblée sont troublés par la décision du groupe Delhaize, et la population uccloise partage sans doute cette inquiétude.

Le processus de franchisation des grandes surfaces Delhaize, qui concerne plus de 9.000 travailleurs, ne relèverait pas de la procédure Renault.

C'est donc un sort bien incertain qui s'annonce pour les personnes concernées par cette crise.

Les perspectives sont encore plus sombres pour les travailleurs actifs au siège central de Delhaize, parmi lesquels il y a sans doute des Ucclois, tout comme dans les magasins situés sur le territoire communal.

Pour ce qui concerne ces magasins, le Ministre Dermagne, compétent pour ces matières au niveau fédéral, semble avoir beaucoup de mal à établir un dialogue entre patrons et syndicats.

Mais cela ne signifie pas que la commune doit se résigner à ne rien faire sous prétexte que l'échelon local est plus éloigné des centres de décision.

Il s'agit en l'occurrence d'appuyer le travail de la Maison locale de l'Emploi et du service Emploi de l'administration communale.

Le service Emploi lancera dans le courant du mois de mai des permanences hebdomadaires, destinées non seulement aux personnes sans emploi mais aussi à tous les citoyens qui s'interrogent sur leur avenir professionnel et envisagent l'éventualité d'un changement de carrière. Deux collaboratrices y assureront un « job coaching » personnalisé.

Une telle initiative comble un manque de services de proximité voués à l'accompagnement vers l'emploi, par rapport à ce qui existe dans d'autres communes.

M. Norré constate que le Collège est disposé à apporter un soutien, mais celui-ci est très nettement insuffisant par rapport à l'ampleur du conflit en cours.

Uccle ne devrait-elle pas s'inspirer de l'exemple d'Ixelles en déclarant qu'elle refuserait d'envoyer la police pour mater des manifestations pacifiques ?

M. Junqué ne partage pas le sentiment de M. Norré.

Quoique ce conflit puisse sembler éloigné du niveau local, cet ancrage local est bien présent, étant donné que M. l'Echevin Lambert-Limbosch fait tout son possible pour préserver l'emploi à Uccle.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Norré : de situatie van Delhaize.

De h. Norré herinnert ons eraan dat velen geschokt waren door de aankondiging van Delhaize dat dit zeer winstgevende concern van plan is al zijn winkels te franchisen. Deze beslissing maakt deel uit van een steeds grotere wedloop naar winstmaximalisatie ten koste van mensen.

Na deze aankondiging worden 9.000 werknemers, die in het middelpunt van de coronacrisis stonden, in onzekerheid gedompeld. Voor sommigen van hen is ontslag al gepland.

De gemeente Ukkel is niet gespaard gebleven want hier bevinden zich enkele van de winkels die door deze aankondiging worden getroffen en dus ook de werknemers en klanten van Delhaize.

De groep Delhaize beweert dat de arbeidsvoorwaarden van het overgeplaatste personeel niet zullen worden aangetast maar geeft geen garanties om dit te garanderen. Integendeel, de signalen wijzen in de tegenovergestelde richting: door de overgang naar franchising zullen de werknemers minder goed vertegenwoordigd zijn en in concurrentie worden gesteld met mensen voor wie minder beschermende arbeidsvoorwaarden gelden.

Bovendien ontslaat dit bedrijf een groot aantal werknemers door de wet te omzeilen, met name de "Renault"-procedure.

De h. Norré verzoekt de raad zijn solidariteit te betuigen met de werknemers van Delhaize en de getroffen Ukkelse bevolking.

Hij verzoekt het college tevens te onderzoeken welke acties met het Gewest en andere gemeentes kunnen worden ondernomen om de betrokken werknemers te steunen.

Schepen Lambert Limbosch merkt op dat alle leden van de vergadering verontrust waren door het besluit van Delhaize en de Ukkelse bevolking deelde ongetwijfeld deze bezorgdheid.

Het proces van franchising van de Delhaize supermarkten, waarbij meer dan 9.000 werknemers betrokken zijn, zou niet onder de procedure van Renault vallen.

Het lot van degenen die door deze crisis worden getroffen is dus zeer onzeker.

De vooruitzichten zijn nog slechter voor de werknemers van het hoofdkantoor van Delhaize, waar ongetwijfeld een aantal Ukkelse inwoners onder vallen, en voor de winkels in de gemeente.

Wat deze winkels betreft lijkt minister Dermagne, die op federaal niveau voor deze zaken verantwoordelijk is, het erg moeilijk te vinden om een dialoog tussen de bazen en de vakbonden tot stand te brengen.

Dit betekent echter niet dat de gemeente zich erbij moet neerleggen om niets te doen onder het voorwendsel dat het lokale niveau verder afstaat van de beslissingscentra.

Het gaat er hier om het werk van het lokale jobhuis en de dienst Tewerkstelling van het gemeentebestuur te ondersteunen.

In mei start de dienst Tewerkstelling met wekelijkse permanenties, niet alleen bestemd voor werklozen maar ook voor alle burgers die zich afvragen wat hun professionele toekomst is en een eventuele verandering van loopbaan overwegen. Twee medewerksters zullen persoonlijke jobcoaching geven.

Dit initiatief vult een leemte op in de lokale dienstverlening om mensen te helpen werk te vinden, in vergelijking met wat er in andere gemeentes bestaat.

De h. Norré merkt op dat het college bereid is steun te verlenen maar dat dit duidelijk onvoldoende is gezien de omvang van het huidige conflict.

Moet Ukkel niet het voorbeeld van Elsene volgen en verklaren dat het zal weigeren de politie te sturen om vreedzame betogingen de kop in te drukken?

De h. Junqué is het niet eens met de h. Norré.

Hoewel dit conflict ver van het plaatselijke niveau verwijderd lijkt, is de lokale verankering er wel degelijk, aangezien schepen Lambert-Limbosch alles in het werk stelt om de werkgelegenheid in Ukkel te behouden.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0041

Question orale de M. Junqué : la situation de Delhaize.

M. Junqué rappelle que l'annonce par le groupe Delhaize de convertir ses 128 supermarchés (dont, sauf erreur, trois sur le territoire d'Uccle), actuellement en gestion propre, en magasins franchisés (gérés par des entrepreneurs indépendants) a provoqué une mobilisation rare parmi les 9.000 travailleurs. Cette décision s'inscrit dans une logique de maximisation des profits de ce géant de la distribution. Cependant, durant la crise du covid, le personnel, considéré comme essentiel, a mis sa santé en danger pour continuer à offrir un accès à la clientèle dans ce contexte compliqué. Néanmoins, 280 emplois seront supprimés au sein du siège belge.

Par ailleurs, cette réorientation aura un impact sur la clientèle de Delhaize en termes de prix, alors que certains produits proposés ont déjà augmenté de 20 % en un an. La représentation syndicale au sein des magasins et donc la protection collective des travailleurs seront remises en cause, et cette situation entraînera un risque pour l'emploi et les conditions de travail au sein des différentes enseignes. Cette transformation accroît le risque de contagion au sein de tout le secteur de la grande distribution, dans un mouvement vers une plus grande flexibilité, une fragmentation des organisations de protection des travailleurs et une harmonisation vers le bas des conditions de travail.

Selon M. Junqué, la commune doit exprimer sa solidarité avec l'ensemble des employés du groupe et amener toutes les forces politiques à faire pression sur la direction de Delhaize.

M. Junqué espère que des voix s'élèveront au sein du Conseil communal pour demander au gouvernement fédéral et au ministre régional de l'Emploi de lutter contre la franchisation à marche forcée de la grande distribution et de soutenir toute initiative visant à préserver l'activité économique et les emplois de ce secteur.

M. Junqué encourage les responsables des échevinats de l'Economie et du Commerce et de l'Emploi à poursuivre leur travail visant l'instauration d'une économie proposant des emplois durables, justes et ancrés localement.

Quelles initiatives le Collège pense développer face aux inquiétudes du personnel et des clients de l'enseigne, et plus globalement face aux inquiétudes d'une partie de la population concernant la croissance du nombre d'emplois précaires induite par cette transformation ?

M. l'échevin Lambert Limbosch constate que tous les membres de l'assemblée sont troublés par la décision du groupe Delhaize, et la population uccloise partage sans doute cette inquiétude.

Le processus de franchisation des grandes surfaces Delhaize, qui concerne plus de

9.000 travailleurs, ne relèverait pas de la procédure Renault.

C'est donc un sort bien incertain qui s'annonce pour les personnes concernées par cette crise.

Les perspectives sont encore plus sombres pour les travailleurs actifs au siège central de Delhaize, parmi lesquels il y a sans doute des Ucclois, tout comme dans les magasins situés sur le territoire communal.

Pour ce qui concerne ces magasins, le Ministre Dermagne, compétent pour ces matières au niveau fédéral, semble avoir beaucoup de mal à établir un dialogue entre patrons et syndicats.

Mais cela ne signifie pas que la commune doit se résigner à ne rien faire sous prétexte que l'échelon local est plus éloigné des centres de décision.

Il s'agit en l'occurrence d'appuyer le travail de la Maison locale de l'Emploi et du service Emploi de l'administration communale.

Le service Emploi lancera dans le courant du mois de mai des permanences hebdomadaires, destinées non seulement aux personnes sans emploi mais aussi à tous les citoyens qui s'interrogent sur leur avenir professionnel et envisagent l'éventualité d'un changement de carrière. Deux collaboratrices y assureront un « job coaching » personnalisé.

Une telle initiative comble un manque de services de proximité voués à l'accompagnement vers l'emploi, par rapport à ce qui existe dans d'autres communes.

M. Norré constate que le Collège est disposé à apporter un soutien, mais celui-ci est très nettement insuffisant par rapport à l'ampleur du conflit en cours.

Uccle ne devrait-elle pas s'inspirer de l'exemple d'Ixelles en déclarant qu'elle refuserait d'envoyer la police pour mater des manifestations pacifiques ?

M. Junqué ne partage pas le sentiment de M. Norré.

Quoique ce conflit puisse sembler éloigné du niveau local, cet ancrage local est bien présent, étant donné que M. l'Echevin Lambert-Limbosch fait tout son possible pour préserver l'emploi à Uccle.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Junqué : de toestand bij Delhaize.

De h. Junqué herinnert eraan dat de aankondiging van de groep Delhaize om zijn 128 supermarkten (waaronder, als ik mij niet vergis, drie in Ukkel), die momenteel onder eigen beheer staan, om te vormen tot franchisewinkels (beheerd door zelfstandige ondernemers) een zeldzame mobilisatie onder de 9.000 werknemers heeft uitgelokt. Dit besluit ligt in de lijn van de winstmaximalisatiestrategie van de winkelgigant. Tijdens de covidcrisis heeft het personeel, dat als essentieel wordt beschouwd, echter zijn gezondheid op het spel gezet om de klanten in deze ingewikkelde context te kunnen blijven bedienen. Niettemin zullen 280 banen worden geschrapd in de Belgische zetel.

Bovendien zal deze heroriëntatie gevolgen hebben voor de klanten van Delhaize wat de prijzen betreft, terwijl sommige aangeboden producten in een jaar tijd al met 20 % zijn gestegen. De vakbondsvertegenwoordiging in de winkels, en dus de collectieve bescherming van de werknemers, komt in het gedrang en deze situatie houdt een risico in voor de werkgelegenheid en de arbeidsvoorwaarden binnen de verschillende filialen. Deze transformatie verhoogt het risico van besmetting binnen de gehele sector van de grootwinkelbedrijven, in een ontwikkeling naar meer flexibiliteit, versnippering van de organisaties ter bescherming van de werknemers en neerwaartse harmonisatie van de arbeidsvoorwaarden.

Volgens de h. Junqué moet de gemeente zich solidair verklaren met alle werknemers

van de groep en alle politieke krachten inzetten voor de directie van Delhaize.
De h. Junqué hoopt dat er in de gemeenteraad stemmen opgaan om de federale regering en de gewestelijke minister van Werkgelegenheid te vragen zich te verzetten tegen de gedwongen franchising van supermarkten en elk initiatief te steunen dat erop gericht is de economische activiteit en de werkgelegenheid in deze sector in stand te houden.

De h. Junqué moedigt de verantwoordelijken van de diensten Economie & Handel en Tewerkstellingen werkgelegenheid aan zich te blijven inzetten voor een economie met duurzame, eerlijke en lokale banen.

Welke initiatieven denkt het college te ontwikkelen als reactie op de bezorgdheid van het personeel en de klanten van de winkel, en meer in het algemeen op de bezorgdheid van een deel van de bevolking over de toename van het aantal onzekere banen als gevolg van deze transformatie ?

Schepen Lambert Limbosch merkt op dat alle leden van de vergadering verontrust waren door het besluit van Delhaize en de Ukkelse bevolking deelde ongetwijfeld deze bezorgdheid.

Het proces van franchising van de Delhaize supermarkten, waarbij meer dan 9.000 werknemers betrokken zijn, zou niet onder de procedure van Renault vallen.

Het lot van degenen die door deze crisis worden getroffen is dus zeer onzeker.

De vooruitzichten zijn nog slechter voor de werknemers van het hoofdkantoor van Delhaize, waar ongetwijfeld een aantal Ukkelse inwoners onder vallen, en voor de winkels in de gemeente.

Wat deze winkels betreft lijkt minister Dermagne, die op federaal niveau voor deze zaken verantwoordelijk is, het erg moeilijk te vinden om een dialoog tussen de bazen en de vakbonden tot stand te brengen.

Dit betekent echter niet dat de gemeente zich erbij moet neerleggen om niets te doen onder het voorwendsel dat het lokale niveau verder afstaat van de beslissingscentra.

Het gaat er hier om het werk van het lokale jobhuis en de dienst Tewerkstelling van het gemeentebestuur te ondersteunen.

In mei start de dienst Tewerkstelling met wekelijkse permanenties, niet alleen bestemd voor werklozen maar ook voor alle burgers die zich afvragen wat hun professionele toekomst is en een eventuele verandering van loopbaan overwegen. Twee medewerksters zullen persoonlijke jobcoaching geven.

Dit initiatief vult een leemte op in de lokale dienstverlening om mensen te helpen werk te vinden, in vergelijking met wat er in andere gemeentes bestaat.

De h. Norré merkt op dat het college bereid is steun te verlenen maar dat dit duidelijk onvoldoende is gezien de omvang van het huidige conflict.

Moet Ukkel niet het voorbeeld van Elsene volgen en verklaren dat het zal weigeren de politie te sturen om vreedzame betogingen de kop in te drukken?

De h. Junqué is het niet eens met de h. Norré.

Hoewel dit conflict ver van het plaatselijke niveau verwijderd lijkt, is de lokale verankering er wel degelijk, aangezien schepen Lambert-Limbosch alles in het werk stelt om de werkgelegenheid in Ukkel te behouden.

De Raad neemt kennis.

M. Cohen rappelle qu'à partir du mois de mai, tous les Bruxellois devront utiliser la poubelle orange pour les déchets alimentaires sous peine d'amende.

M. Cohen ne compte pas disserter sur le bien-fondé ou non de cette nouvelle mesure - quoiqu'il la trouve antisociale - mais bien sur le manque d'information des citoyens. Peu d'Ucclois sont au courant de cette obligation. Le manque de campagnes d'information de la part du gouvernement bruxellois y est sans doute pour beaucoup. Quelles mesures le Collège a-t-il déjà prises pour faire connaître cette nouvelle obligation de tri ? Que compte-t-il faire à l'avenir ?

Mme l'échevin Gol-Lescot répond que la campagne d'information de Bruxelles-Propreté va s'intensifier du 2 au 12 mai.

Cependant, de nombreuses communications ont déjà été effectuées sur la thématique de la poubelle orange.

Mme l'Echevin Gol-Lescot signale que 8.700 poubelles ont déjà été distribuées à Uccle. Le seul inconvénient réside dans le fait qu'on tombe à court de temps en temps du fait que les livraisons n'arrivent pas assez vite par rapport à la demande.

Des articles du Wolvendael ont déjà été consacrés au compostage et à l'obligation du tri organique, ce qui implique l'obligation de recourir à la poubelle orange si l'on ne procède pas au compostage.

De plus, 200 poubelles orange ont été distribuées tous les jours à l'occasion du passage de la déchetterie mobile il y a trois semaines.

Des distributions de poubelles ont encore eu lieu lors de la brocante du Vivier d'Oie et de la place de Saint-Job le week-end dernier.

Le site internet de la commune mentionne les nouvelles dispositions obligatoires en la matière.

M. Cohen, tout en saluant les efforts fournis par Mme l'Echevin Gol-Lescot, confirme que beaucoup d'Ucclois ne sont toujours pas au courant et parfois ne savent même pas qu'ils peuvent disposer de poubelles gratuites.

Il faut donc continuer à informer.

M. Cohen estime toutefois que la Région ne s'est guère mobilisée pour la communication. Les informations diffusées sur le site internet régional sont loin d'être claires.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : de communicatie rond de oranje vuilnisbakken.

De h. Cohen wijst erop dat vanaf mei alle Brusselaars op straffe van een boete de oranje bak voor etensresten moeten gebruiken.

De h. Cohen is niet van plan om de verdiensten van deze nieuwe maatregel te bespreken - hoewel hij deze asociaal vindt - maar wel het gebrek aan informatie voor de burgers.

Weinig Ukkelaars zijn op de hoogte van deze verplichting. Het gebrek aan infocampagnes van de Brusselse overheid heeft daar ongetwijfeld veel mee te maken. Welke maatregelen heeft het college reeds genomen om bekendheid te geven aan deze nieuwe sorteerplicht? Wat denkt zij in de toekomst te doen ?

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat de infocampagne van Net Brussel tussen 2 en 12 mei zal worden opgevoerd.

Er zijn echter al talrijke mededelingen gedaan over de oranje vuilnisbak.

Schepen Gol-Lescot wijst erop dat in Ukkel al 8.700 vuilnisbakken zijn uitgedeeld. Het enige nadeel is dat we af en toe zonder zitten omdat de leveringen niet snel

genoeg komen om aan de vraag te voldoen.

In de Wolvendael zijn al artikelen gewijd aan compostering en de verplichting om organisch afval te sorteren, wat betekent dat de oranje bak moet worden gebruikt als er niet wordt gecomposteerd.

Bovendien werden dagelijks 200 oranje bakken uitgedeeld toen het mobiele containerpark drie weken geleden op bezoek kwam.

Ook op de rommelmarkt van Diesdelle en het Sint-Jobsplein werden afgelopen weekend bakken uitgedeeld.

Op de website van de gemeente staat info over de nieuwe sorteerverplichting.

De h. Cohen prijst weliswaar de inspanningen van schepen Gol-Lescot maar bevestigt dat veel Ukkelaars nog steeds niet op de hoogte zijn en soms niet eens weten dat zij de gratis vuilnisbakken kunnen gebruiken.

We moeten dus doorgaan met het verstrekken van informatie.

De h. Cohen vindt echter dat het Gewest weinig aan communicatie heeft gedaan. De info op de gewestelijke website is verre van duidelijk.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0043 **Question orale de M. Hayette : le chantier du RER.**

M. Hayette rappelle que la commune d'Uccle a signé une charte d'amitié avec la commune de Linkebeek. Récemment, Uccle a co-organisé le parcours d'artistes avec sa voisine. L'amitié étant une valeur essentielle tant dans la vie privée que dans la vie publique, de telles initiatives doivent être encouragées. Mais lorsqu'un ami déraile, il faut également pouvoir le lui dire.

En effet, que penser de la décision prise par la commune de Linkebeek de refuser la demande de modification du plan d'aménagement du territoire nécessaire à l'obtention du permis d'urbanisme requis pour le lancement des travaux d'aménagement des voies dans le cadre du projet RER ? Depuis des années, la commune de Linkebeek s'oppose à un projet qui fait consensus à Bruxelles, mais qui surtout permettrait de soulager la facture de carbone de la région et du pays.

Pour M. Hayette, il n'y a pas lieu à ce stade de s'interroger sur le projet RER, pour lequel Uccle a toujours répondu présent, mais il faut demander au Collège d'Uccle de signaler à la commune de Linkebeek le mécontentement des Ucclois à l'égard d'une décision dont le seul objectif semble être de vouloir retarder le début des travaux, voire, ce qui est plus grave, de se faire remarquer à un peu plus d'un an des élections communales.

Il faut rappeler à nos amis linkebeekoïses que toutes les portions de la L124 seront terminées d'ici 2029, à l'exception du passage sur le territoire de Linkebeek. Nous ne pouvons plus accepter l'égoïsme de Linkebeek : le moment est venu de faire preuve de solidarité avec notre voisin de longue date pour le bien de notre environnement, de la mobilité à Uccle et de l'avenir de nos enfants.

Comment le Collège compte-t-il s'associer à la recherche d'une solution pour accélérer les travaux auprès des différents partenaires (commune de Linkebeek, SNCB, Région de Bruxelles-Capitale, Vlaamse Gemeenschap) ?

M. l'échevin Wyngaard répond que le Collège rejoint M. Hayette quant au fait qu'il est indispensable de développer l'offre ferroviaire en Belgique, et d'accorder une attention particulière à Uccle et aux lignes qui desservent Uccle. Le chemin de fer s'avère en effet le moyen de transport le plus respectueux de l'environnement. Il y a

donc lieu d'investir des sommes importantes dans l'offre ferroviaire dans les prochaines décennies.

La situation à Linkebeek pose un certain nombre de questions par rapport au déploiement du RER.

M. l'échevin Wyngaard n'est pas encore en mesure de dire grand-chose pour l'instant à ce sujet. Néanmoins, il est en contact régulier avec son collègue de Linkebeek dans le cadre des projets relatifs aux infrastructures ferroviaires tant à Uccle qu'à Linkebeek, et les relations ont toujours été très cordiales.

M. l'échevin Wyngaard propose donc de revenir sur ce point lors d'une séance ultérieure du Conseil communal, lorsqu'il aura eu l'occasion d'aborder cette thématique avec les autorités de la commune de Linkebeek afin de connaître leurs motivations.

M. Hayette invite le Collège à faire preuve de diligence dans ce dossier.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : de GEN-werf.

De h. Hayette wijst erop dat de gemeente Ukkel een vriendschapscharter heeft ondertekend met de gemeente Linkebeek. Onlangs heeft Ukkel samen met haar buurman het kunstenaarsparcours georganiseerd. Vriendschap is een essentiële waarde, zowel in het privé- als in het openbare leven, en dergelijke initiatieven moeten worden aangemoedigd. Maar wanneer een vriend ontspoord, moeten we het hem of haar ook kunnen zeggen.

Wat moeten we immers denken van de beslissing van de gemeente Linkebeek om de aanvraag tot wijziging van het bestemmingsplan te weigeren die nodig is om de stedenbouwkundige vergunning te verkrijgen die nodig is om de wegenwerken in het kader van het GEN-project te starten ? De gemeente Linkebeek verzet zich al jaren tegen een project waarover in Brussel consensus bestaat, maar dat vooral de koolstofrekening van het gewest en het land zou kunnen verlichten.

Voor de h. Hayette is er in dit stadium geen enkele reden om het GEN-project, waarvoor Ukkel altijd positief heeft gereageerd, in vraag te stellen, maar het college van Ukkel moet worden verzocht de gemeente Linkebeek op de hoogte te brengen van het ongenoegen van de Ukkelse bevolking over een beslissing die enkel tot doel lijkt te hebben de start van de werken uit te stellen, of nog erger, een punt te maken met nog iets meer dan een jaar te gaan voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Onze vrienden in Linkebeek moeten eraan herinnerd worden dat alle trajecten van de L124 tegen 2029 klaar zullen zijn, met uitzondering van het traject door Linkebeek. We kunnen het egoïsme van Linkebeek niet langer aanvaarden: het is tijd om solidair te zijn met onze oude buur, in het belang van ons milieu, de mobiliteit in Ukkel en de toekomst van onze kinderen.

Hoe denkt het college mee te zoeken naar een oplossing om de werkzaamheden met de verschillende partners (gemeente Linkebeek, NMBS, Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vlaamse Gemeenschap) te bespoedigen ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college het met de h. Hayette eens is dat het van essentieel belang is de spoordiensten in België te ontwikkelen en bijzondere aandacht te besteden aan Ukkel en de lijnen die het bedienen. Het spoor is het meest milieuvriendelijke vervoermiddel. Er is dus alle reden om de komende decennia aanzienlijke bedragen te investeren in het spoorvervoer.

De situatie in Linkebeek roept een aantal vragen op over de inzet van het GEN.

Schepen Wyngaard kan hierover nog niet veel zeggen. Hij heeft echter regelmatig contact met zijn collega uit Linkebeek in verband met spoorinfrastructuurprojecten in

zowel Ukkel als Linkebeek, en de relaties zijn altijd zeer hartelijk geweest. Schepen Wyngaard stelt dan ook voor om in een volgende vergadering van de gemeenteraad op dit punt terug te komen wanneer hij de gelegenheid zal hebben gehad om met het gemeentebestuur van Linkebeek over de kwestie te spreken en hun beweegredenen te vernemen.

De h. Hayette roept het college op in deze kwestie waakzaam te zijn.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0044 **Question orale de M. Cools : possible infraction urbanistique à l'ambassade de Russie.**

M. Cools signale que la presse a révélé la présence de 17 importantes antennes sur les toits des bâtiments de l'ambassade de la Fédération de Russie avenue De Fré. De telles antennes nécessitent un permis d'urbanisme. Les permis relatifs aux ambassades situées en Région bruxelloise sont délivrés par le Fonctionnaire délégué de l'administration régionale de l'urbanisme. Le Collège des Bourgmestre et Echevins a la faculté d'émettre un avis dans la procédure d'instruction de la demande de permis d'urbanisme. Dans certains cas, celle-ci doit être soumise à enquête publique et avis de la commission de concertation. Une telle procédure a été suivie dans le passé pour des travaux d'extension des bâtiments de l'ambassade de la Fédération de Russie comme pour d'autres ambassades situées à Uccle (ambassades d'Israël, de Hongrie, d'Ukraine).

Une infraction urbanistique éventuelle peut être constatée par les contrôleurs des services de l'urbanisme tant de la commune que de la Région. Chacune de ces deux entités peut prendre contact avec le contrevenant, le cas échéant via le Ministère des Affaires Etrangères, et l'inviter à régulariser sa situation. S'il ne le fait pas, les contrôleurs peuvent dresser un procès-verbal d'infraction.

Les 17 antennes présentes sur les toits de l'ambassade de Russie disposent-elles toutes d'un permis d'urbanisme ? Dans la négative, quelles démarches ont-elles été entreprises pour mettre ces antennes en conformité avec le droit de l'urbanisme (demande de retrait de certaines antennes et régularisation d'autres antennes) ?

M. l'échevin Biermann répond que M. Cools, selon son habitude, a bien exposé le cadre réglementaire.

Les permis des ambassades sont délivrés par le Fonctionnaire délégué. Dans le cadre de ces permis d'urbanisme, il arrive que des commissions de concertation soient organisées et que le Collège soit amené à émettre un avis. Et en cas d'infraction urbanistique, les contrôleurs du service de l'Urbanisme peuvent établir des constats d'infraction.

La présence d'une série d'antennes et de constructions a été constatée sur les toitures de deux bâtiments de l'ambassade de Russie, en l'occurrence un immeuble de logements et un immeuble de bureaux, qui ont fait l'objet de permis d'urbanisme respectivement en 1990 et en 2000.

Les demandes de permis d'urbanisme ne mentionnaient pas de quelconques installations sur les toitures, et aucune demande de permis d'urbanisme n'est intervenue entre-temps pour modifier ces toitures, alors que les photos aériennes attestent l'aménagement progressif de structures et le placement d'antennes depuis 2004.

Le Collège est convaincu de la nécessité d'un permis d'urbanisme pour les

constructions.

Pour ce qui concerne les antennes, on peut invoquer l'arrêté de dispense de 2008 sur les antennes de télécommunication. Il y a un débat sur ce point. Toutefois, jusqu'à présent, aucune demande n'a été introduite et aucun procès-verbal n'a été dressé.

Pourtant, sur la même parcelle de l'ambassade, la cellule d'infractions d'Urban Brussels, a dressé à trois reprises des PV d'infraction urbanistique pour une infrastructure omnisports, une plaine de jeux et l'extension du parking. L'ambassade a introduit ensuite une demande de régularisation dont le dossier était incomplet. Cette demande est désormais caduque et la cellule d'infractions d'Urban Brussels a dressé à nouveau un PV pour les mêmes infractions en mars 2023.

Vu que l'ambassade a souhaité dans un premier temps se conformer à la réglementation et que des procès-verbaux d'infraction ont été dressés, le Collège a eu l'intention de demander à Urban Brussels d'assurer le suivi des constats.

Si aucune suite ne devait être donnée par Urban Brussels ou par l'ambassade, le Collège prendrait contact avec l'ambassade ou avec l'architecte qui était intervenu à l'époque.

Néanmoins, il ne faut pas oublier que les constats d'infraction urbanistique dans un tel cas de figure sont limités dans leurs effets par la convention de Vienne.

Selon l'article 41 de cette convention, les missions diplomatiques, sans préjudice des privilèges et immunités, se doivent de respecter les lois et règlements de l'Etat d'accueil.

Concrètement, en vertu de l'immunité de juridiction dont jouissent les missions diplomatiques, aucune mesure de contrainte ne pourrait être exécutée de force sur la parcelle de l'ambassade.

M. Cools serait enclin à penser qu'un permis d'urbanisme et peut-être un permis d'environnement sont nécessaires pour ce type d'antenne.

Il va de soi que la commune n'est pas en mesure d'envoyer des huissiers procéder à une exécution de force sur le site de l'ambassade.

Mais s'il y a plusieurs procès-verbaux d'infraction, il convient de réagir. Si la situation n'évolue pas à l'amiable, M. l'échevin Biermann devrait solliciter Mme le Ministre des Affaires étrangères, avec laquelle il entretient des relations privilégiées puisqu'elle est membre de son parti.

Le département des Affaires étrangères peut en effet prendre contact avec une ambassade pour la sensibiliser.

M. Cools s'est d'ailleurs trouvé dans une situation similaire lorsqu'il exerçait des fonctions scabinales et il a reçu dans son bureau d'échevin un délégué du service du Protocole du Ministère des Affaires étrangères pour tenter de résoudre un problème analogue.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : mogelijke stedenbouwkundige inbreuk aan de Russische ambassade.

De h. Cools meldt dat de pers de aanwezigheid van 17 grote antennes op de daken van de gebouwen van de Russische ambassade aan de De Frélaan heeft onthuld. Voor dergelijke antennes is een bouwvergunning nodig. De vergunningen voor ambassades in het Brussels Gewest worden afgegeven door de gedelegeerde ambtenaar van de gewestelijke administratie stedenbouw. Het college van burgemeester en schepenen kan advies uitbrengen over de procedure voor de behandeling van de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning. In bepaalde gevallen moet de aanvraag aan een openbaar onderzoek en het advies van de overlegcommissie worden onderworpen. Een dergelijke procedure is in het verleden gevolgd voor uitbreidingswerkzaamheden

aan de gebouwen van de ambassade van de Russische Federatie, alsook voor andere ambassades in Ukkel (de Israëliëse, Hongaarse en Oekraïense ambassade).

Inbreuken op de stedenbouwkundige voorschriften kunnen worden vastgesteld door inspecteurs van de stedenbouwkundige diensten van zowel de gemeente als het Gewest. Elk van deze twee instanties kan contact opnemen met de overtreder, desgevallend via het ministerie van Buitenlandse Zaken, en hem verzoeken zijn situatie te regulariseren. Doet de overtreder dit niet, dan kunnen de inspecteurs een proces-verbaal van overtreding opmaken.

Hebben alle 17 antennes op de daken van de Russische ambassade een bouwvergunning? Zo niet, welke stappen zijn er genomen om deze antennes in overeenstemming te brengen met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening (verzoek om sommige antennes te verwijderen en andere te regulariseren) ?

Schepen Biermann antwoordt dat de h. Cools, zoals gebruikelijk, het regelgevingskader heeft toegelicht.

Ambassadevergunningen worden afgegeven door de gedelegeerde ambtenaar. Wanneer een bouwvergunning wordt verleend, worden soms overlegcomités georganiseerd en wordt het college om advies gevraagd. En in geval van overtredingen kunnen inspecteurs van de dienst Stedenbouw overtredingen vaststellen.

Op de daken van twee gebouwen van de Russische ambassade, een woongebouw en een kantoorgebouw, waarvoor respectievelijk in 1990 en 2000 een bouwvergunning is afgegeven, is de aanwezigheid van een reeks antennes en constructies vastgesteld.

In de bouwaanvragen werd geen melding gemaakt van installaties op de daken en in de tussentijd zijn geen bouwaanvragen ingediend om de daken te wijzigen, hoewel luchtfoto's de geleidelijke installatie van structuren en antennes sinds 2004 laten zien.

Het College is overtuigd van de noodzaak van een bouwvergunning voor de constructies.

Wat de antennes betreft, kan een beroep worden gedaan op het vrijstellingsbesluit van 2008 inzake telecommunicatieantennes. Over dit punt bestaat enige discussie. Tot op heden is er echter geen aanvraag ingediend en is er geen proces-verbaal opgemaakt.

Op hetzelfde terrein van de ambassade heeft de cel Inbreuken van Urban Brussels echter driemaal een stedenbouwkundige inbreukprocedure ingeleid voor een multisportterrein, een speelplein en een uitbreiding van de parking. De ambassade diende vervolgens een aanvraag tot regularisatie in maar het dossier was onvolledig. Deze aanvraag is nu vervallen en de cel Inbreuken van Urban Brussels heeft in maart 2023 opnieuw een pv opgesteld voor dezelfde inbreuken.

Aangezien de ambassade aanvankelijk de regelgeving wenste na te leven en er pv's van inbreuk waren opgesteld, was het college voornemens Urban Brussel te verzoeken de vaststellingen op te volgen.

Indien Urban Brussels of de ambassade geen gevolg zouden geven aan de vaststellingen, zou het college contact opnemen met de ambassade of de architect die destijds tussenbeide was gekomen.

Men mag echter niet vergeten dat het Verdrag van Wenen de gevolgen van verklaringen van stedenbouwkundige inbreuken in dergelijke gevallen beperkt.

Volgens artikel 41 van dit verdrag moeten diplomatieke missies, onverminderd de voorrechten en immuniteiten, de wetten en voorschriften van het gastland eerbiedigen. Concreet betekent dit dat op grond van de immuniteit van rechtsmacht die diplomatieke missies genieten, geen dwangmaatregelen met geweld kunnen worden uitgevoerd op het perceel van de ambassade.

De h. Cools zou geneigd zijn te denken dat voor een dergelijke antenne een bouwvergunning en eventueel een milieuvergunning vereist zijn.

Het spreekt vanzelf dat de gemeente niet in staat is deurwaarders te sturen om over te gaan tot een gedwongen uitvoering op het terrein van de ambassade.

Maar in geval van meerdere pv's van inbreuk is het raadzaam actie te ondernemen. Indien de situatie niet in der minne evolueert, moet schepen Biermann contact opnemen met de minister van Buitenlandse Zaken, met wie hij een bijzondere band heeft omdat zij lid is van zijn partij.

Het ministerie van Buitenlandse Zaken kan contact opnemen met een ambassade om het probleem onder de aandacht te brengen.

De h. Cools bevond zich in een soortgelijke situatie toen hij als schepen een afgevaardigde van de dienst Protocol van het ministerie van Buitenlandse Zaken in zijn kantoor ontving om een soortgelijk probleem te proberen op te lossen.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0045 **Question orale de M. Cools : le placement de coussins berlinois rue du Bourdon.**

M. Cools rappelle que beaucoup d'habitants se plaignent de la vitesse excessive rue du Bourdon, en particulier à hauteur du cimetière de Saint-Gilles. L'étroitesse ou l'absence de trottoirs n'y permet pas le placement d'un radar, qui au surplus serait visible de très loin. Le placement de deux rangées de coussins berlinois à hauteur du mur du cimetière permettrait de casser la vitesse dans cette longue ligne droite.

Un tel placement est-il envisageable pour le Collège ? Pourrait-il être programmé ?

M. l'échevin Wyngaard confirme que le Collège a décidé de placer 2 x 2 coussins berlinois rue du Bourdon.

Deux d'entre eux seront placés à hauteur des écoles, au carrefour avec les chaussées de Drogenbos et d'Alseberg.

Les deux autres seront placés dans la partie haute, à proximité du cimetière, où un virage particulièrement dangereux a encore donné lieu à un accident il y a quelques mois.

Il n'est pas exclu que d'autres coussins soient encore placés, en priorité aux abords des écoles.

On envisage par ailleurs le placement d'un radar fixe dans la partie haute, en principe l'année prochaine.

M. Cools estime qu'il faudrait davantage de coussins berlinois dans la partie haute, eu égard à la longueur du cimetière.

Il cite à titre d'exemple le cas de l'avenue Prince d'Orange, où le ralentissement est effectif grâce à la succession de plusieurs séries de coussins.

Connaît-on une date plus précise pour le placement du radar fixe ?

M. l'échevin Wyngaard répond qu'en principe, le radar sera installé dans le courant du mois de mai de l'année prochaine.

Il ne serait pas inutile de prévoir davantage de coussins berlinois. Mais parmi les 20 coussins prévus par le marché conclu, il n'en restait plus que quatre, qui ont été attribués à la rue du Bourdon. Pour en avoir d'autres, il faudra passer un nouveau marché.

M. l'échevin Wyngaard signale encore que des travaux nocturnes d'asphaltage sont prévus pour une seule nuit du début du mois de mai à hauteur de la place des Braves, dans le dernier tronçon de la rue du Bourdon proche de Linkebeek.

Le Conseil prend connaissance.

**Mondelinge vraag van de h. Cools : het aanbrengen van Berlijnse kussens
Horzelstraat.**

De h. Cools herinnert zich dat veel bewoners hebben geklaagd over te hoge snelheid in de Horzelstraat, met name ter hoogte van het kerkhof van Sint-Gillis. De versmalling of het ontbreken van trottoirs in dit gebied maakt het onmogelijk een flitspaal te plaatsen, die bovendien van grote afstand zichtbaar zou zijn. Het plaatsen van twee rijen kussens ter hoogte van de muur van het kerkhof zou de snelheid op dit lange rechte stuk breken.

Is een dergelijke regeling haalbaar voor het college ? Zou het gepland kunnen worden ?

Schepen Wyngaard bevestigt dat het college heeft besloten 2 x 2 Berlijnse kussens in de Horzelstraat te plaatsen.

Twee daarvan zullen worden geplaatst ter hoogte van de school, op de kruising met de Drogenbossesteenweg en de Alsebergsesteenweg.

De andere twee worden geplaatst in het bovenste gedeelte, ter hoogte van het kerkhof, waar enkele maanden geleden een bijzonder gevaarlijke bocht tot een ongeval leidde. Het is niet uitgesloten dat er nog andere kussens zullen worden geplaatst, met voorrang voor schoolzones.

Ook zijn er plannen om in het bovenste gedeelte een vaste flitspaal te plaatsen, in principe volgend jaar.

De h. Cools vindt dat er op het bovenste gedeelte meer kussens nodig zijn, gezien de lengte van het kerkhof.

Als voorbeeld noemt hij het geval van de Prins van Oranjelaan, waar verschillende reeksen kussens het verkeer doeltreffend afremmen.

Is er een preciezer datum bekend voor de plaatsing van de vaste flitspaal ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de flitspaal in principe in mei volgend jaar wordt geplaatst.

Het zou nuttig zijn om meer Berlijnse kussens te voorzien. Van de 20 in de opdracht voorziene kussens zijn er echter nog maar vier over en die zijn toegewezen aan de Horzelstraat. Er zal een nieuwe opdracht moeten worden gegund om er meer te krijgen.

Schepen Wyngaard wijst er ook op dat begin mei slechts één nacht nachtelijke bestratingswerkzaamheden zijn gepland ter hoogte van het herdenkingspark, op het laatste stuk van de Horzelstraat bij Linkebeek.

De Raad neemt kennis.

27.04.2023/A/0046

Question orale de M. Van de Caeter : suppression de certaines priorités de droites.

M. Van de Caeter a découvert des priorités de droite illogiques, et donc dangereuses, en parcourant Uccle en voiture.

C'est notamment le cas des lieux suivants :

- le croisement entre l'avenue des Hospices (à 50 km/heure) et la petite rue recouverte par les pavés de l'avenue de Buysdelle, où M. Van de Caeter a été témoin d'un quasi-accident entre deux voitures;

- le croisement entre le large Dieweg (à 30 km/heure) et une ruelle pavée dénommée de façon trompeuse « avenue François Folie »;
- les trois croisements entre l'avenue Van Bever (à 50 km/heure) et les trois petites rues qui rejoignent le square Van Bever.

Il faudrait que les grands axes soient prioritaires par rapport aux routes secondaires. Le territoire communal compte sans doute d'autres exemples de ce genre de chemins de traverse accidentogènes.

Il convient de supprimer ces priorités de droite illogiques et d'éviter des situations potentiellement dangereuses. Qu'en pense l'échevin compétent ?

M. l'échevin Wyngaard répond que les axes très structurants, tels que l'avenue Franklin Roosevelt ou l'avenue Brugmann, ont la priorité.

Lorsqu'il s'agit d'axes plus secondaires, à caractère résidentiel, on maintient le régime majoritaire de la priorité de droite.

Les exemples cités par M. Van de Cauter concernent des voiries où la priorité de droite est en vigueur depuis des décennies. Mais cela ne signifie évidemment pas qu'il faille refuser par principe tout changement.

Néanmoins, le Collège n'est pas favorable à un changement de régime sur ces voiries, parce qu'il aurait tendance à induire une accélération de la vitesse. Les priorités de droite s'avèrent en effet un des éléments qui incitent les automobilistes à adopter un comportement plus prudent, et notamment à réduire la vitesse de leur véhicule.

Toutefois, M. l'échevin Wyngaard estime que M. Van de Cauter a raison de souligner la dangerosité de certains carrefours, notamment le carrefour Hospices/Buysdelle.

Le Collège envisage l'aménagement d'un plateau sur ce site dans les mois à venir afin de sécuriser la circulation des piétons et d'indiquer plus clairement aux automobilistes la présence d'une voirie perpendiculaire et d'une priorité de droite.

De même, dans le cas du carrefour Dieweg/François Folie, les parcelles présentent l'inconvénient d'être très proches du croisement et comportent des haies élevées qui réduisent la visibilité. Dès lors, le Collège envisage d'y installer des panneaux complémentaires et de procéder à des marquages au sol pour indiquer aux automobilistes la présence d'une voirie perpendiculaire.

M. Van de Cauter maintient sa position et préconise le placement d'un panneau supprimant la priorité de droite sur les axes qu'il a évoqués.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : afschaffing van enkele voorrang van rechts.

De h. Van de Cauter heeft tijdens het rijden door Ukkel enkele onlogische en daardoor gevaarlijke voorrangregels van rechts ontdekt.

Dit is met name het geval op de volgende plaatsen :

- het kruispunt tussen de Hospitaallaan (bij 50 km/uur) en het kasseistraatje van de Buysdellelaan, waar de h. Van de Cauter getuige was van een bijna-ongeval tussen twee auto's;
- het kruispunt tussen de brede Dieweg (aan 30 km/uur) en een kasseistrook met de misleidende naam "avenue François Folie";
- de drie kruisingen tussen de Van Beverlaan (aan 50 km/uur) en de drie kleine straatjes die naar het Van Beverplein leiden.

Grote wegen moeten voorrang krijgen op secundaire wegen.

Er zijn ongetwijfeld nog andere voorbeelden van dit soort ongevallengevoelige zijwegen in de gemeente.

Deze onlogische voorrang van rechts moet worden afgeschaft en potentieel gevaarlijke situaties moeten worden voorkomen. Wat is de mening van de verantwoordelijke schepen ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat voorrang wordt gegeven aan grote wegen zoals de Franklin Rooseveltlaan en de Brugmannlaan.

Voor de meer secundaire, residentiële wegen wordt het systeem voorrang van rechts grotendeels behouden.

De door de h. Van de Cauter genoemde voorbeelden betreffen wegen waar al tientallen jaren voorrang van rechts geldt. Maar dit betekent uiteraard niet dat wij alle veranderingen principieel moeten afwijzen.

Toch is het college geen voorstander van een wijziging van de regeling op deze wegen, omdat dit eerder tot een verhoging van de snelheid zou leiden. Voorrang voor rechts is een van de factoren die automobilisten aanzetten tot voorzichtiger gedrag en met name tot een lagere snelheid.

Schepen Wyngaard vindt echter dat Van de Cauter er terecht op wijst dat bepaalde kruisingen gevaarlijk zijn, met name het kruispunt Hospitaal/Buysdelle.

Het college zal in de komende maanden op dit kruispunt een plateau aanbrengen om het veiliger te maken voor voetgangers en om automobilisten duidelijker aan te geven dat er een haakse weg is en dat rechts voorrang heeft.

Ook bij het kruispunt Dieweg/François Folie hebben de percelen het nadeel dat ze zeer dicht bij het kruispunt liggen en hoge hagen hebben die de zichtbaarheid verminderen. Het college is daarom voornemens extra borden en wegmarkeringen aan te brengen om automobilisten erop te wijzen dat er een haakse weg is.

De h. Van de Cauter blijft bij zijn standpunt en adviseert het plaatsen van een bord dat de voorrang van rechts op de door hem genoemde wegen opheft.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:40

Opheffing van de zitting om 23:40

Le Secrétaire communal adjoint f.f.
De wnd. adjunct-gemeentesecretaris,

Le Collège,
Het College,

Aron Misra

Yannick Franchimont